

*Sixième rapport annuel sur
le commerce international
du Canada*

Le point sur le commerce
AVRIL 2005

À PROPOS DE CE DOCUMENT

Le sixième rapport annuel sur le commerce international du Canada a été produit par la Direction de l'analyse commerciale et économique (EET) du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, sous la supervision générale de John M. Curtis, conseiller économique principal et coordonnateur. Le rapport de cette année a été produit sous la direction de Rick Cameron, directeur adjoint et coordonnateur principal de la recherche. Le rapport a été rédigé par Rick Cameron, avec la contribution de Suzanne Desjardins, Björn Johansson et Susan Maloney au niveau des statistiques. Shenjie Chen, Aaron Sydor, Jean Bosco Sabuhoro, David Boileau et Gáspár Csete, de la Direction de l'analyse commerciale et économique, ainsi que Rick Cameron et Eugene Beaulieu, professeur invité et boursier Norman Robertson du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour l'année 2004-2005, ont rédigé les sections spéciales du rapport.

Vos commentaires sur le rapport de cette année seraient appréciés. Veuillez les transmettre à Rick Cameron, à : richard.cameron@international.gc.ca

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2005

ISBN 0-662-79701-9-5

No de Catalogue : ITI-3/2005F-PDF

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU MINISTRE	1
POINTS SAILLANTS DE LA PERFORMANCE COMMERCIALE DU CANADA EN 2004	3
Le commerce dans son ensemble	4
Le commerce par région	5
Le commerce par produit	5
L'investissement étranger direct.....	6
Tendances	6
Tableau: Commerce et investissement canadiens en millions de dollars, 2002-2004	8
I. LE COMMERCE DES MARCHANDISES	11
Aperçu	11
A situation macroéconomique au Canada en 2004	11
Le commerce de marchandises du Canada en 2004.....	13
Figure 1-1: Commerce de marchandises, 1990-2004	13
Figure 1-2: Parts des exportations de marchandises par région, 2003 et 2004.....	13
Figure 1-3: Parts des importations de marchandises par région, 2003 et 2004	14
Figure 1-4: Sole du commerce de marchandises par région, 2002-2004.....	14
Encadré A: L'émergence de la Chine, de L'Inde et du Brésil dans la production,	
le commerce et l'IED mondiaux	15
Le commerce des marchandises par grande catégorie de produits	21
Figure 1-5: Commerce des marchandises par grande catégorie, 2003-2004	21
Encadré B: Le commerce de marchandises avec les principaux partenaires.....	25
Encadré C: L'importance croissante des échanges nord-sud	32
II. LES SERVICES	37
Figure 2-1: Commerce des services, 1990-2004	31
Figure 2-2: Échanges de services commerciaux, 2004.....	37
Figure 2-3: Échanges de services de voyages, 2004.....	38
Figure 2-4: Échanges de services de transport, 2004.....	39
Figure 2-5: Échanges de services de Government, 2002-2004	39
Les commerce des services par région.....	40
III. LE COMPTE COURANT	43
Figure 3-1 Balance des paiements courants et principaux éléments, 1990-2004	43
Analysis Régional	43
Tableau 3-1: Épargne intérieure et investissement en proportion du PIB, des années 80 à 2004	46
IV. LE COMPTE CAPITAL ET FINANCIER.....	49
L'investissement direct (Flux).....	49
Figure 4-1: Entrées, sorties et solde des flux d'investissement direct, 1990-2004.....	49

Figure 4-2: Entrées d'investissement direct par secteur, 2002-2004	50
Figure 4-3: Outflows of Direct Investment by Sector, 2002-2004	50
L'investissement de portefeuille	51
V. L'INVESTISSEMENT DIRECT (STOCKS)	53
Figure 5-1: IDCE, IED entrant au Canada, et solde net de l'investissement direct, 1990-2004....	53
Figure 5-2: Répartition de l'IDCE par région, 2004.....	53
Figure 5-3: Répartition des IDCE par secteur, 2004	53
Figure 5-4: Répartition des IED au Canada, par région, 2004.....	53
Figure 5-5: Répartition de l'IDE au Canada par secteur, 2004.....	53
Encadré D: La repartition géographique de l'investissement direct du Canada à l'étranger	53
Encadré E: La part décroissante de l'IED mondial entrant détenue par le Canada: Mythe ou réalité?.....	50
VI. SYNTHÈSE	55
ANNEXE STATISTIQUE.....	57



MESSAGE DE L'HONORABLE JAMES S. PETERSON
MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

L'année 2004 a été une bonne année pour le Canada sur les marchés internationaux. Le pays a profité d'une croissance plus forte et mieux équilibrée à l'échelle internationale pour enregistrer une hausse appréciable de ses exportations l'an dernier. Conjugué à une amélioration des termes de l'échange par suite de l'augmentation des prix des biens et des services que nous exportons par rapport aux prix de nos importations, ce facteur a contribué à un excédent record du compte courant de 33,8 milliards de dollars, soit 10 milliards de dollars de plus qu'en 2003.

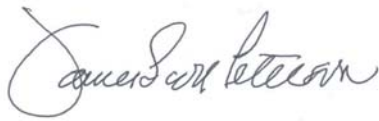
Comme je l'indiquais dans l'édition de l'an dernier du *Rapport sur le commerce international*, notre économie et, en particulier, tous ceux et celles qui participent à un aspect ou à un autre de notre commerce international ont traversé une période difficile au cours des premières années de cette décennie, marquée par une croissance lente et irrégulière de l'économie internationale, une série de chocs économiques intérieurs et internationaux, ainsi qu'une augmentation rapide de la valeur internationale de notre dollar. Mais les paramètres fondamentaux de notre économie s'appuient sur des bases solides — budgets équilibrés, faible inflation, fardeau d'endettement intérieur et international en baisse, secteur des entreprises hautement profitable et saines politiques microéconomiques — qui font du Canada l'un des meilleurs endroits au monde où mener des affaires; je suis donc convaincu que le Canada est bien placé pour connaître à nouveau une solide performance en 2005.

Cependant, nous ne pouvons faire preuve de complaisance. La réussite dans l'économie mondiale offre pour unique récompense que des marchés toujours plus exigeants. Comme nos entreprises en sont pleinement conscientes, le marché international présente constamment de nouveaux défis provenant de sources tant anciennes que nouvelles. La robuste croissance des exportations canadiennes, notamment vers le marché stratégique des États-Unis, témoigne du fait que les exportateurs canadiens s'ajustent au contexte d'une concurrence plus vive engendré par l'appréciation du dollar canadien et la rivalité accrue des autres partenaires commerciaux des États-Unis. Néanmoins, la Chine, l'Inde et le Brésil sont des forces montantes au chapitre de la production, des échanges et de l'investissement étranger direct dans le monde. Ces conditions ainsi que d'autres événements importants à l'étranger font ressortir la nécessité pour les entreprises canadiennes de saisir les occasions d'expansion qui s'offrent partout dans le monde, en particulier celles qui se trouvent au-delà de nos marchés traditionnels.

Afin de faire face à ces circonstances changeantes, mon ministère a récemment mis sur pied une Direction générale des marchés mondiaux et, dans ce contexte, il a élaboré une *Stratégie des marchés émergents*, pour que le Canada mette davantage l'accent sur les nouveaux marchés dynamiques. Par ailleurs, le Canada négocie actuellement des protocoles améliorés dans le domaine du transport aérien ainsi que des accords de promotion et de protection

de l'investissement étranger avec la Chine et l'Inde en vue d'aider les entreprises canadiennes à protéger leurs investissements et à exploiter les occasions que recèlent ces économies. Étant l'un des principaux bénéficiaires mais aussi un défenseur du système multilatéral fondé sur des règles, le Canada est un participant actif au Cycle de Doha des négociations commerciales multilatérales, qui visent à ouvrir encore davantage les marchés mondiaux, à promouvoir le développement économique et à renforcer le système du commerce mondial fondé sur des règles.

Les échanges, l'investissement et tous les aspects du commerce international forment l'assise de la réussite économique du Canada. Ces activités revêtent une importance capitale pour le développement continu d'une économie canadienne souple et capable de s'adapter à la réalité du 21^e siècle. J'espère avoir l'occasion de collaborer avec tous les Canadiens et d'élaborer des politiques en matière de commerce et d'investissement ainsi que des programmes de soutien qui contribueront à la prospérité du Canada et à l'amélioration du niveau de vie dans un environnement mondial toujours aussi stimulant.



James S. Peterson

POINTS SAILLANTS DE LA PERFORMANCE COMMERCIALE DU CANADA EN 2004

- Les **exportations de biens et de services** ont fortement rebondi en 2004, mettant ainsi fin à trois années consécutives de repli. Les exportations ont augmenté de 32,6 milliards de dollars, soit 7,1 p. 100, à 492,6 milliards de dollars
 - » La plus grande partie des gains provient des exportations de biens, qui ont augmenté de 30,3 milliards de dollars, soit 7,6 p. 100.
 - ◇ La progression des exportations de biens a touché tous les secteurs, les sept grands groupes de produits ayant enregistré des hausses. Les produits industriels et les produits énergétiques ont dominé la liste.
 - ◇ Du point de vue géographique, il y a eu progression des exportations de biens vers tous les grands partenaires commerciaux, notamment les États-Unis — la destination responsable de plus de 70 p. 100 de l'augmentation.
 - » Les **exportations de services** ont crû de 2,4 milliards de dollars, soit 4,0 p. 100, pour s'établir à 62,3 milliards de dollars.
 - ◇ Les services de voyage et de transport ont affiché les hausses les plus importantes parmi les services, mais les gains ont été partiellement annulés par un recul des exportations de services commerciaux.
 - ◇ Les exportations de services étaient en hausse vers tous les grands partenaires commerciaux du Canada. De façon générale, l'UE a été à l'origine des deux cinquièmes des gains, tandis que les États-Unis, le Japon et les autres pays de l'OCDE ont, chacun, fourni un cinquième des gains. La progression des exportations vers les pays non-membres de l'OCDE a été modeste mais positive
- Les **importations de biens et de services** ont aussi augmenté fortement au cours de 2004, en hausse de 23,8 milliards de dollars, soit 5,8 p. 100, à 436,5 milliards de dollars.
 - » Les importations de biens sont responsables de la plus grande partie de la progression observée, avec un gain de 21,1 milliards de dollars, soit 6,2 p. 100.
 - ◇ En 2004, les importations ont augmenté dans six des sept grands groupes de produits, avec en tête les produits industriels, les machines et le matériel et les produits énergétiques. Seules les importations de produits de l'agriculture et de la pêche ont régressé.
 - ◇ Il y a eu augmentation des importations de biens en provenance de la plupart des grands partenaires commerciaux du Canada, sauf le Japon. Les importations des États-Unis ont représenté environ la moitié de l'augmentation totale des importations de biens.
 - » Les **importations de services** ont progressé de 3,8 p. 100, soit 2,7 milliards de dollars, pour atteindre 73,5 milliards de dollars.
 - ◇ Les services de voyage et de transport venaient en tête de liste des gains réalisés du côté des services, mais le recul des importations de services commerciaux a annulé en partie les hausses enregistrées.

- ◇ Les importations de services en provenance des États-Unis ont reculé de 1,1 p. 100 en 2004. Parmi les autres grands partenaires commerciaux du Canada, les pays non-membres de l'OCDE ont représenté environ la moitié de l'augmentation globale des importations de services et le Japon, autour de 40 p. 100.
- Pour l'année 2004, le **solde du compte courant** du Canada — la mesure la plus générale des transactions avec des étrangers — a progressé de 10,0 milliards de dollars pour marquer un excédent record de 33,8 milliards de dollars. L'amélioration du solde du commerce des biens et de celui des revenus de placements n'a été que partiellement annulée par la baisse des soldes des transactions de services et des transferts courants.
- Le **produit intérieur brut** du Canada aux prix courants a été légèrement en deçà de 1,3 billion de dollars en 2004, ce qui représente près de 40 500 dollars par habitant.
- La croissance du **PIB réel**, c'est-à-dire le produit intérieur brut rajusté pour tenir compte de l'inflation, a été de 2,8 p. 100 en 2004, ce qui est supérieur au niveau de 2,0 p. 100 enregistré l'année précédente.
- En 2004, l'**emploi** s'est gonflé de près de 285 000 postes, en totalité des emplois à temps plein. Cela représentait environ 80 p. 100 des emplois créés en 2003, ramenant le taux de chômage à 7,2 p. 100 pour l'année, alors qu'il était de 7,6 p. 100 un an auparavant.
- L'**inflation**, mesurée par le changement annuel des prix à la consommation, a atteint 1,9 p. 100 l'an dernier, ce qui représente une baisse par rapport au niveau de 2,8 p. 100 observé un an plus tôt. L'inflation de base, qui exclut les aliments et l'énergie, a diminué à 1,5 p. 100 pour l'année, comparativement à 2,2 p. 100 en 2003.

Le commerce dans son ensemble

Pour le Canada, l'année 2004 pourrait passer à l'histoire comme étant celle où l'économie a rebondi après un épisode catastrophique l'année précédente. La croissance réelle de l'économie a accéléré à 2,8 p. 100 pour l'année, le Canada enregistrant ainsi une treizième année d'expansion ininterrompue. Le redressement est aussi perceptible dans les chiffres du commerce international du Canada, alors que les exportations et les importations de biens ont atteint des niveaux records en 2004, comme d'ailleurs les importations de services, tandis que les exportations de services se sont approchées à deux points de pourcentage et demi de leur sommet précédent.

- En 2004, les exportations canadiennes de biens et de services ont augmenté de 7,1 p. 100, à 492,6 milliards de dollars, mettant ainsi fin à trois années de repli. Les exportations de biens et de services ont augmenté plus rapidement que le taux d'expansion de l'économie et la part des exportations de biens et de services dans le PIB canadien a augmenté, soit de 0,4 point de pourcentage, passant de 37,7 p. 100 en 2003 à 38,1 p. 100 l'an dernier.
- Les importations de biens et de services au Canada ont enregistré une hausse de 5,8 p. 100 en 2004, ce qui est inférieur au taux d'expansion de 6,1 p. 100 de l'économie nominale. La part des importations de biens et de services dans le PIB canadien a fléchi l'an dernier, cédant deux dixièmes de point de pourcentage, pour passer de 33,9 p. 100 à 33,7 p. 100.
- Le solde du compte courant du Canada a progressé de 10,0 milliards de dollars en 2004, soit de 23,8 milliards de dollars à 33,8 milliards de dollars. L'excédent du commerce des biens et services a augmenté de 8,9 milliards de dollars, tandis que le déficit au poste des revenus de placement a diminué de 1,3 milliard de dollars, ce qui a été en partie annulé par une légère détérioration de l'excédent des transferts courants.

Le commerce par région

Avec environ les quatre cinquièmes des exportations et les deux tiers des importations, les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Canada. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'une bonne partie des gains commerce en 2004 soit liée à ce pays. Les exportations de biens et de services aux États-Unis ont augmenté de 21,9 milliards de dollars (6,0 p. 100), à 387,9 milliards de dollars, tandis que les importations ont augmenté de 9,7 milliards de dollars (3,4 p. 100), à 291,8 milliards de dollars.

- Les exportations de biens aux États-Unis ont progressé de 21,5 milliards de dollars (6,5 p. 100), tandis que les exportations de services augmentaient légèrement, soit de 0,4 milliard de dollars (1,1 p. 100).
- Les importations de biens des États-Unis étaient en hausse de 10,2 milliards de dollars (4,2 p. 100), tandis que les importations de services ont fléchi de 0,4 milliard de dollars, soit 1,1 p. 100.
- Les exportations totales vers l'UE ont grimpé de 11,3 p. 100 (3,9 milliards de dollars), à 38,3 milliards de dollars, dominées par les exportations de biens (hausse de 12,3 p. 100, soit 3,0 milliards de dollars), tandis que les exportations de services progressaient de 8,9 p. 100 (0,9 milliard de dollars). Les importations en provenance de l'UE ont aussi augmenté l'an dernier, soit de 4,9 p. 100 (2,3 milliards de dollars). Les importations de biens étaient en hausse de 4,4 p. 100 (1,5 milliard de dollars), tandis que les importations de services progressaient de 6,6 p. 100 (0,7 milliard de dollars).
- Les exportations de biens et de services au Japon ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, en bonne partie grâce aux services (hausse de 0,5 milliard de dollars, soit 36,1 p. 100). Les exportations de biens ont légèrement progressé, soit de 0,2 milliard de dollars (1,8 p. 100). Les importations totales du Japon étaient aussi en hausse en 2004, soit de 0,4 milliard de dollars (3,1 p. 100). L'augmentation de 1,0 milliard de dollars (40,9 p. 100) des importations de services a été partiellement annulée par une baisse de 0,6 milliard de dollars (5,8 p. 100) des importations de biens.

Le commerce par produit

Exportations

- Les gains ont été généralisés, les sept grands groupes de produits ayant tous accru leurs exportations en 2004.
- Les produits industriels ont enregistré les gains les plus importants à l'exportation en 2004, avec une augmentation de 11,0 milliards de dollars, soit 16,6 p. 100 de plus que l'année précédente. À 77,6 milliards de dollars, les exportations de produits industriels représentaient environ 18,0 p. 100 de l'ensemble des exportations de biens l'an dernier, ce qui est supérieur au niveau de 16,6 p. 100 observé en 2003.
- La catégorie des produits énergétiques a enregistré le deuxième plus important gain au chapitre des exportations l'an dernier, soit 8,4 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 13,9 p. 100 par rapport aux exportations de 2003. La part des produits énergétiques dans les exportations totales de biens a augmenté à 16,0 p. 100 l'an dernier, contre 15,1 p. 100 un an auparavant.
- Les produits forestiers ont aussi gagné en importance, leur part des exportations canadiennes de marchandises ayant progressé d'un demi-point de pourcentage l'an dernier, à 9,1 p. 100. Les exportations de produits forestiers ont atteint 39,2 milliards de dollars, un gain de 4,7 milliards de dollars (13,8 p. 100) par rapport à 2003.
- Les machines et le matériel sont la plus importante catégorie d'exportations de biens canadiens, avec 21,3 p. 100 des exportations totales de biens. Cette part marque une baisse sur l'année précédente, où elle était de 22,2 p. 100. Les exportations de machines et de matériel ont progressé de 3,2 milliards de dollars l'an dernier, à 91,8 milliards de dollars, ce qui représente un gain de 3,6 p. 100 pour l'année.

- Les exportations de produits de l'automobile ont crû de 2,9 milliards de dollars, soit 3,4 p. 100, de 2003 à 2004, pour s'établir à 90,3 milliards de dollars. Les produits de l'automobile constituaient la deuxième plus importante catégorie d'exportations en 2004, avec une part de 21,0 p. 100 de l'ensemble des exportations de biens, ce qui est inférieur au niveau de 21,8 p. 100 observé en 2003.

Importations

- Les gains ont été largement répandus, alors que six des sept grands groupes de produits ont vu leurs importations augmenter l'an dernier.
- Les importations de produits industriels ont affiché un gain de 8,3 milliards de dollars en 2004, pour atteindre 73,4 milliards de dollars. Cette catégorie représentait 20,2 p. 100 des importations totales de biens, en hausse sur le niveau de 19,1 p. 100 enregistré un an plus tôt.
- Les importations de machines et de matériel ont augmenté de 5,5 milliards de dollars en 2004, à 103,7 milliards de dollars. Cette catégorie représentait 28,6 p. 100 de l'ensemble des importations de biens l'an dernier, ce qui est légèrement en baisse par rapport au niveau de 28,7 p. 100 observé en 2003.
- Les importations de produits énergétiques étaient en hausse de 5,1 milliards de dollars, à 24,7 milliards de dollars l'an dernier. Ces produits représentaient 6,8 p. 100 des importations totales de biens en 2004, comparativement à 5,7 p. 100 l'année précédente.
- Les importations de produits de l'agriculture et de la pêche sont la seule catégorie à avoir enregistré un recul en 2004, avec une perte de 0,1 milliard de dollars, à 21,4 milliards de dollars.

L'investissement étranger direct

- Après trois années de repli, les flux d'investissement étranger direct sortant ont fortement rebondi en 2004, pour atteindre 57,5 milliards de dollars.
 - » Environ 70 p. 100 des sorties d'investissement sont allées aux États-Unis, ce qui pourrait traduire la solide performance économique de ce pays l'an dernier et l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine.
 - Les entrées d'investissement étranger direct au Canada ont reculé pour la quatrième année d'affilée, à 8,5 milliards de dollars.
 - » Les réacquisitions, ou rapatriements, d'entreprises canadiennes des mains d'investisseurs européens ont été la principale cause à l'origine du niveau généralement faible des entrées nettes.
 - Le stock cumulatif d'investissement direct du Canada à l'étranger (IDCE) a augmenté de 9,8 p. 100, soit 39,3 milliards de dollars, à 438,4 milliards de dollars en 2004.
 - » Environ 191,2 milliards de dollars, soit 43,6 p. 100 de l'ensemble de l'IDCE, se trouve aux États-Unis.
 - Globalement, l'investissement étranger direct au Canada a progressé de 2,9 p. 100, pour atteindre 367,9 milliards de dollars l'an dernier.
 - » Environ les deux tiers (65,1 p. 100) de ce total est détenu par des investisseurs américains.
-

Tendances

Durant la plus grande partie des années 90, tant les exportations que les importations de biens et de services ont progressé plus rapidement que le PIB. En conséquence, les ratios des exportations et des importations au PIB ont augmenté de façon constante pour atteindre des niveaux records en 2000. Dans le cas des exportations, le ratio est passé de 25,7 p. 100 en 1990 à 45,4 p. 100 en 2000, tandis que pour les importations, il est passé de 25,6 p. 100 en 1990 à 39,7 p. 100 en 2000. Depuis 2000, le niveau des échanges a fléchi légèrement, alors que l'activité économique au Canada a poursuivi son expansion, ce qui signifie que tant les exportations que les importations jouent un rôle moins important dans l'ensemble de l'activité économique canadienne. Tel que noté précédemment, les exportations de biens et de services atteignent aujourd'hui 38,1 p. 100 du PIB, tandis que la part correspondante pour les importations est de 33,7 p. 100.

Les exportations de biens et de services aux États-Unis ont augmenté plus rapidement que les exportations totales du Canada dans les années 90 (11,9 p. 100 contre 10,3 p. 100), tandis que la place des États-Unis dans les exportations canadiennes a progressé pour atteindre 80,9 p. 100. Depuis 2000, les exportations de biens et de services aux États-Unis ont fléchi, alors que les exportations totales ont continué d'augmenter. En conséquence, la part des États-Unis dans les exportations totales de biens et de services canadiens a reculé à 78,7 p. 100 en 2004.

Les importations de biens et de services en provenance des États-Unis ont aussi augmenté plus rapidement que les importations totales de biens et de services durant la dernière décennie. En 2000, elles représentaient 72,0 p. 100 des importations totales. Depuis, les importations de biens et de services des États-Unis ont aussi fléchi, alors que les importations totales augmentaient. En conséquence, la part des importations provenant des États-Unis dans les importations totales a reculé à 66,9 p. 100, une baisse de 5,1 points de pourcentage.

Les exportations ayant progressé plus rapidement que les importations durant les années 90, le solde commercial du Canada est passé d'une position déficitaire au début de la décennie à une position excédentaire en fin de période. Cependant, les exportations totales ont augmenté plus lentement que les importations totales depuis 2000. Tout en demeurant fortement positif, l'excédent commercial global a donc régressé.

De façon similaire, les exportations aux États-Unis ont augmenté plus rapidement que les importations en provenance de ce pays et l'excédent commercial bilatéral est passé de 1,1 milliard de dollars en 1991 à 87,4 milliards de dollars en 2000. Depuis, les importations annuelles ont diminué presque trois fois plus rapidement que les exportations vers ce pays (-1,4 p. 100 contre -0,5 p. 100), ce qui veut dire que l'excédent bilatéral a augmenté. L'excédent commercial bilatéral du Canada avec les États-Unis a atteint 96,0 milliards de dollars l'an dernier, ce qui constitue un sommet.

Commerce et investissement canadiens en millions de dollars, 2002-2004

	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>
	<i>Exportations de biens et services</i>			<i>Importations de biens et services</i>			<i>Solde, biens et services</i>		
Tous les pays	477 694	459 974	492 618	427 382	412 688	436 481	50 312	47 287	56 137
É.-U.	385 425	365 999	387 880	297 407	282 117	291 833	88 018	83 882	96 047
UE-15	33 173	34 447	38 346	47 400	46 062	48 333	-14 226	-11 615	-9 987
Japon	11 985	11 157	11 832	14 672	13 141	13 546	-2 687	-1 983	-1 713
RDM*	47 111	48 371	54 560	67 903	71 368	82 769	-20 793	-22 997	-28 210
	<i>Exportations de biens</i>			<i>Importations de biens</i>			<i>Solde, biens</i>		
Tous les pays	413 795	400 010	430 279	356 581	341 833	362 952	57 214	58 177	67 328
É.-U.	347 069	330 375	351 860	255 093	239 871	250 031	91 976	90 505	101 829
UE-15	22 557	24 119	27 097	36 040	34 810	36 337	-13 483	-10 691	-9 239
Japon	10 152	9 786	9 965	11 733	10 645	10 029	-1 580	-859	-64
RDM	34 017	35 730	41 357	53 715	56 507	66 555	-19 699	-20 778	-25 198
	<i>Exportations de services</i>			<i>Importations de services</i>			<i>Solde, services</i>		
Tous les pays	63 899	59 964	62 338	70 801	70 855	73 529	-6 903	-10 891	-11 191
É.-U.	38 356	35 624	36 020	42 314	42 246	41 802	-3 958	-6 623	-5 782
UE-15	10 616	10 329	11 248	11 360	11 253	11 996	-743	-924	-749
Japon	1 832	1 372	1 867	2 939	2 496	3 516	-1 107	-1 124	-1 649
RDM	13 095	12 639	13 203	14 188	14 860	16 215	-1 095	-2 220	-3 011
	<i>Investissements directs canadiens à l'étranger</i>			<i>Investissements directs étrangers au Canada</i>			<i>Investissements directs, flux nets</i>		
Flows:									
Tous les pays	41 472	30 191	57 453	33 026	9 222	8 548	8 446	20 969	48 905
É.-U.	15 444	7 692	41 328	28 083	5 896	10 168	-12 639	1 796	31 160
UE-15	11 975	14 136	4 813	2 989	1 476	-12 667	8 986	12 660	17 480
Japon	1 777	473	1 340	816	763	1 023	961	-290	317
RDM	12 276	7 890	9 972	1 138	1 087	10 024	11 138	6 803	-52
Stocks:									
Tous les pays	429 633	399 134	438 439	348 917	357 548	367 907	80 716	41 586	70 532
É.-U.	197 128	164 874	191 158	223 217	228 383	239 444	-26 089	-63 509	-48 286
UE-15	89 241	99 077	n.a.	95 128	96 725	n.a.	-5 887	2 352	n.a.
Japon	9 514	9 123	n.a.	8 904	9 686	n.a.	610	-563	n.a.
RDM	133 750	126 060	n.a.	21 668	22 754	n.a.	112 082	103 306	n.a.

* : RDM représente le reste du monde

I. LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Aperçu

Une caractéristique de l'économie mondiale au cours des dernières années a été la nature quelque peu inégale de la reprise économique. Depuis le ralentissement survenu il y a quelques années, la croissance de l'économie mondiale a évolué par intermittence, les périodes d'expansion montante ayant tendance à céder le pas à des périodes de croissance modérée. Par conséquent, un trait distinctif de la reprise actuelle de l'économie mondiale est qu'elle n'a pas évolué en douceur et de façon soutenue. Cette tendance est à nouveau évidente puisque le rythme de la croissance mondiale a ralenti au cours de la seconde moitié de l'année écoulée.

Les États-Unis et la Chine demeurent le fer de lance de la croissance mondiale. Les données de fin d'année sur les États-Unis confirment que l'économie américaine se développe à un bon rythme et engendre de solides gains d'emploi. L'économie chinoise est devenue un moteur de plus en plus important de l'expansion mondiale, le taux de croissance atteignant près de 10 p. 100 l'an dernier, ce qui dépasse la plupart des attentes. Dans d'autres parties du monde, notamment au Japon et dans la zone euro, la reprise économique poursuit son cours, bien qu'à un rythme plus lent que durant la première moitié de 2004. En dépit d'un certain ralentissement, la croissance demeure assez robuste dans la plupart des petites économies de l'Asie de l'Est. La catastrophe du tsunami, qui a frappé à la fin de 2004, n'aura probablement pas d'effet majeur sur le PIB de la région asiatique, mais elle ralentira la croissance à court terme en Indonésie et en Thaïlande, ainsi que dans certaines économies de plus petite taille en bordure de l'Océan Indien.

La vigueur de l'économie mondiale a exercé des pressions croissantes sur les prix des produits de base depuis environ deux ans. Un aspect important de ce niveau d'activité est l'augmentation marquée des prix du pétrole, qui ont atteint un sommet en octobre dernier. Cette hausse a été perçue comme la conséquence première d'une forte demande mondiale, bien que les soubresauts de l'offre aient aussi joué un rôle. Même si, après un épisode soutenu de croissance supérieure à la tendance, un ralentissement serait à prévoir dans un cycle de croissance normal, la montée des prix pétroliers tout au long de l'automne aura probablement constitué un autre facteur important d'atténuation de la

croissance. Cependant, l'économie mondiale a encaissé raisonnablement bien la hausse des prix pétroliers jusqu'à maintenant. Les prix de toute une gamme d'autres produits minéraux sont généralement demeurés fermes ou ont augmenté au cours des derniers mois.

Dans l'ensemble, il est probable que la croissance de l'économie mondiale se poursuivra en 2005, quoiqu'elle ne sera pas aussi forte que l'an dernier. Cette tendance s'appuiera sur le maintien prévu du rythme d'expansion élevé de l'économie américaine. La croissance aux États-Unis demeure ancrée dans une conjoncture financière favorable – de bas taux d'intérêt à court et à long terme et un dollar en repli – et une politique budgétaire expansionniste. Cela met aussi en lumière un certain nombre d'autres questions. Parallèlement aux préoccupations que suscite la viabilité de la position budgétaire des États-Unis, la combinaison d'une forte croissance économique dans ce pays et d'une croissance plus lente ailleurs a ravivé les craintes au sujet des déséquilibres actuels du compte courant dans le monde. Au cours des derniers mois, cette situation a contribué au recul relativement généralisé du dollar américain, qui a fortement perdu du terrain contre l'euro, le yen et le dollar canadien au dernier trimestre de 2004. De plus, l'inquiétude au sujet d'un éventuel rajustement perturbateur des déséquilibres mondiaux demeure un facteur de risque négatif pour la croissance mondiale en 2005.

La situation macroéconomique au Canada en 2004

L'année a débuté sur une note chancelante, alors que le temps froid a freiné la croissance de l'emploi et que le PIB a enregistré un recul en janvier et en février. L'économie s'est toutefois ressaisie de façon significative au printemps, avec un reprise de la production et de l'emploi; cette tendance s'est poursuivie pendant une bonne partie de l'été. La hausse rapide du taux de change a ralenti la production à l'automne, les exportations manufacturières ayant été le secteur le plus touché par cette faiblesse. Cependant, la croissance de la production et de l'emploi a repris en fin d'année. Dans une optique internationale, la croissance soutenue au Canada et aux États-Unis a contrasté avec les ralentissements marqués survenus en Europe et au Japon.

L'année 2004 a débuté sur une note plutôt sobre, le pays ayant connu le mois de janvier le plus froid depuis des années, ce qui a contribué à ralentir l'activité économique, notamment dans les secteurs où le travail se fait à l'extérieur – la construction de bâtiments,

l'extraction minière et d'autres industries primaires, ainsi que la vente de voitures. La croissance de l'emploi a été stationnaire et le PIB réel mensuel a fléchi au cours des deux premiers mois. En janvier, le nombre de mises en chantier est tombé à 200 000 unités, le niveau le plus bas en huit mois. Dans ce contexte, la Banque du Canada a procédé à une stimulation monétaire de l'économie en janvier et, à nouveau, en mars, abaissant le taux bancaire d'un quart de point de pourcentage à chaque occasion, d'abord à 2,5 p. 100, puis à 2,25 p. 100. Les exportations de marchandises ont diminué en janvier, avant d'entreprendre une série de cinq hausses mensuelles consécutives en février. En mars, la tendance baissière du PIB s'est renversée et le pays a enregistré la première d'une série d'augmentations mensuelles qui se sont prolongées tout au long de l'année; c'est aussi en mars qu'est survenue l'augmentation mensuelle la plus forte de l'année, soit 1,1 p. 100. Le nombre de mises en chantier a grimpé à 250 000 unités (sur une base annualisée), le niveau le plus élevé depuis le début de 2003. Grâce à la performance enregistrée en mars, le PIB a inscrit une hausse (annualisée) de 2,8 p. 100 pour le trimestre.

La croissance de l'emploi a repris au printemps, notamment en avril, principalement grâce à la création de postes à temps plein. Près de 120 000 emplois sont venus s'ajouter au second trimestre de l'année et l'activité économique s'est accélérée. Les prix du pétrole brut ont alors commencé à monter. En avril, les cours de fermeture ont dépassé 37 dollars US le baril, le niveau le plus élevé depuis la guerre du Golfe de 1991. Les cours ont encore gagné 2 dollars US en mai. En juin, ils ont atteint un sommet en 21 ans, à 43 dollars US le baril, à cause des préoccupations géopolitiques au sujet de l'offre et devant la vigueur de la demande mondiale. Simultanément, le taux de change du dollar canadien a commencé à fléchir en avril, cédant près de 3,4 cents US, à 73 cents US pour le mois, avant de tomber à 71,6 cents US à la mi-mai. Le dollar a connu une certaine reprise durant le reste du mois et tout au long de juin, terminant le mois à 74,6 cents US. Dans l'ensemble, le PIB a crû à un taux annualisé de 4,5 p. 100 au second trimestre.

Le taux de change est demeuré à peu près stable durant juillet et août, avant d'augmenter de 2,6 cents US en septembre. Parallèlement, les cours du pétrole brut ont poursuivi leur ascension. À la mi août, ils se sont approchés de 50 dollars US le baril – niveau qui a été atteint vers la fin de septembre. Les prix des produits

de base ont généralement continué d'augmenter tout au long de l'été, comme ils l'avaient fait durant la plus grande partie du printemps; mais à compter de juillet, les exportations de marchandises ont commencé à fléchir. Les mises en chantier de maisons ont fléchi légèrement en juillet, elles ont repris fortement en août et sont retombées à des niveaux normaux en septembre. Le résultat net de ces mouvements a été de ramener la croissance du PIB à un taux annualisé de 2,9 p. 100 au troisième trimestre.

En septembre et, à nouveau, en octobre, la Banque du Canada a commencé à freiner l'ardeur de l'économie en haussant le taux d'escompte d'un quart de point de pourcentage à la fois. Les taux de change et les cours du pétrole étaient alors simultanément en hausse. Dans le cas du pétrole brut, le prix a atteint un niveau record de 55 dollars US le baril en octobre, avant de retomber sous la barre des 50 dollars US le baril en novembre. Une période de froid intense dans le nord-est des États-Unis a contribué à faire remonter les cours au-dessus de 50 dollars US le baril en décembre. Le taux de change a gagné 2,7 cents US et 2,2 cents US, respectivement, en octobre et en novembre. Le 26 novembre, la devise a touché un sommet pour l'année à 84,9 cents US. Puis, le taux de change a reculé de façon spectaculaire durant les trois semaines et demie suivantes pour s'établir à 80,6 cents US, avant de reprendre 2,5 cents US pour terminer l'année à 83,1 cents US. Dans l'ensemble, le taux de change a gagné 5,6 cents US pour l'année par rapport à sa valeur du 2 janvier 2004. La création d'emploi s'est accélérée durant la plus grande partie de cette période, sauf en novembre; encore une fois, les gains ont porté principalement sur des postes à temps plein. La série de baisses observées dans les exportations de marchandises s'est interrompue avec une hausse en décembre. Le PIB réel a fait du surplace en octobre, avant de récupérer un peu au cours des deux derniers mois de l'année (parallèlement à la baisse des cours pétroliers et à la valeur moins élevée du dollar canadien). Cependant, le PIB n'a augmenté que de 1,7 p. 100 au quatrième trimestre, comparativement aux niveaux beaucoup plus élevés des trois trimestres précédents.

Pour l'ensemble de l'année, le PIB réel a progressé de 2,8 p. 100, tandis que l'emploi annuel a augmenté de près de 285 000 postes, la plupart à temps plein. Le taux de chômage, qui avait débuté l'année à 7,4 p. 100, a fléchi par la suite pour terminer l'année à 7,0 p. 100 en décembre. Le taux d'inflation en 2004 s'est établi à 1,9 p. 100.

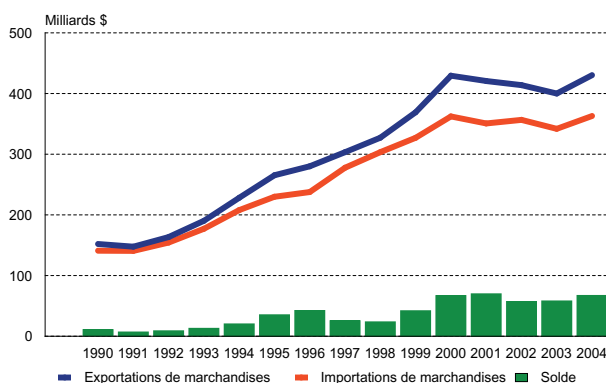
Le commerce de marchandises du Canada en 2004

La reprise économique mondiale de 2004 s'est répercutée sur la performance commerciale du Canada pour l'année. Les échanges totaux de biens du Canada ont rebondi, mettant ainsi fin à trois années de recul. Le commerce global des biens (exportations + importations) en 2004 a progressé de 6,9 p. 100 par rapport à l'année précédente, les exportations et les importations enregistrant de nouveaux records.

Comme dans le cas du commerce global ou total du Canada, la reprise des exportations de biens l'an dernier a mis fin à trois années de recul, avec une croissance de 7,6 p. 100, soit 30,3 milliards de dollars, à 430,3 milliards de dollars (figure 1-1). Cette progression s'est traduite par une augmentation de plus de 900 millions de dollars par rapport au précédent record des exportations de biens, établi en 2000. Les gains ont été largement répandus et les exportations vers tous les principaux partenaires commerciaux du pays ont augmenté. La hausse des exportations aux États-Unis a représenté environ 70 p. 100 du gain total, les exportations de biens vers ce pays progressant de 21,5 milliards de dollars. La région constituée des pays non-membres de l'OCDE vient au second rang pour ce qui est de la hausse globale des exportations de biens, les exportations vers cette région ayant progressé de 4,1 milliards de dollars. Vient ensuite l'UE, avec une hausse des exportations de 3,0 milliards de dollars. Les gains enregistrés avec les pays de l'OCDE ont atteint 1,5 milliard de dollars en 2004, tandis que les exportations vers le Japon n'ont augmenté que de 0,2 milliard de dollars.

Figure 1-1

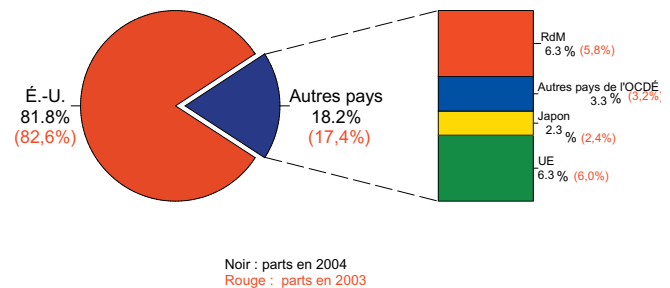
Commerce de marchandises, 1990-2004



Nonobstant la hausse notable des exportations vers les États-Unis l'an dernier, la part des exportations totales de biens du Canada détenue par ce pays a glissé à 81,8 p. 100, contre 82,6 p. 100 l'année précédente. À ce niveau, les États-Unis demeurent, de loin, la principale destination des exportations de biens canadiens (figure 1-2). Le recul de huit dixièmes de point de pourcentage de la part des États-Unis a profité à la région constituée des pays non-membres de l'OCDE (hausse de 0,5 point de pourcentage, à 6,3 p. 100 des exportations totales de biens) et à l'UE (hausse de 0,3 point de pourcentage, à 6,3 p. 100 des exportations totales). La part du Japon a reculé d'un dixième de point de pourcentage (à 2,3 p. 100), tandis que celle des autres pays de l'OCDE a gagné un dixième de point de pourcentage (à 3,3 p. 100 du total)¹.

Figure 1-2

Part des exportations de marchandises par région, 2003 et 2004



Les importations de biens au Canada ont aussi augmenté en 2004, gagnant 6,2 p. 100 (21,1 milliards de dollars) pour atteindre près de 363,0 milliards de dollars. Comme dans le cas des exportations, les États-Unis étaient, à nouveau, le plus important partenaire commercial du Canada si l'on examine la progression des importations de biens par région. Les importations canadiennes de biens des États-Unis ont augmenté de 10,2 milliards de dollars, soit près de la moitié de l'augmentation globale. Avec une hausse de 7,5 milliards de dollars, les pays non-membres de l'OCDE représentaient un peu plus du tiers (35,6 p. 100) de la hausse des importations l'an dernier, suivis par les autres pays de l'OCDE (hausse de 2,5 milliards de dollars, soit 12,0 p. 100 de l'augmentation totale) et l'UE (hausse de 1,5 milliard

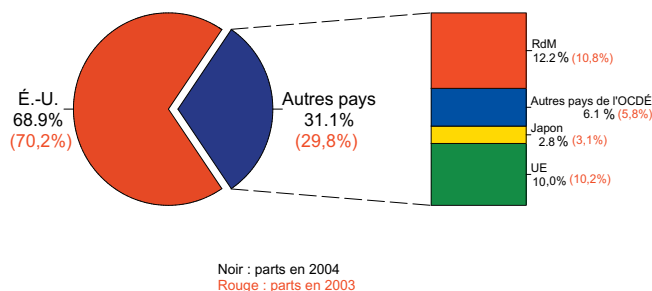
¹ En raison des transbordements, il est possible que les statistiques sur les États-Unis soient surestimées et que celles sur les autres pays soient sous-estimées.

de dollars, soit 7,2 p. 100 du total). En 2004, les importations en provenance du Japon ont fléchi de 0,6 milliard de dollars, une baisse de 2,9 p. 100 par rapport à l'augmentation totale des importations de biens.

Étant donné que les importations en provenance des principaux partenaires commerciaux du pays augmentent dans des quantités et à des taux différents, leur part relative des importations totales de biens du Canada change d'une année à l'autre. Ainsi, en 2004, la part des importations de biens au Canada détenue par les États-Unis a reculé de 1,3 point de pourcentage, à 68,9 p. 100 (figure 1-3). La baisse des importations en provenance du Japon s'est traduite par un recul de la part des importations totales de biens détenue par ce pays de 0,3 point de pourcentage (à 2,8 p. 100 du total). Simultanément, la croissance plus lente des importations provenant de l'UE a fait en sorte que la part des importations totales de biens provenant de cette région a aussi fléchi, passant de 10,2 p. 100 l'an dernier. La forte augmentation des importations provenant des pays non-membres de l'OCDE s'est traduite par un gain de la part de cette région de 1,4 point de pourcentage, à 12,2 p. 100 des importations totales de biens, tandis que l'augmentation des importations de la région constituée par les autres pays de l'OCDE a poussé la part de cette région à 6,1 p. 100 alors qu'elle était de 5,8 p. 100 un an auparavant.

Figure 1-3

Parts des importations de marchandises par région, 2003 et 2004



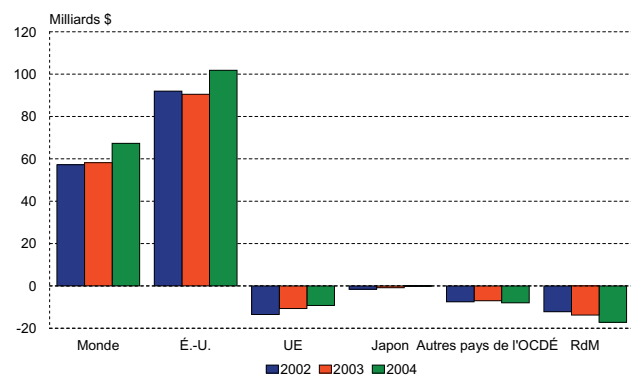
Les exportations augmentant plus rapidement que les importations, l'excédent du solde du commerce des biens du Canada a augmenté de 9,2 milliards de dollars, à 67,3 milliards de dollars en 2004 (figure 1-4). C'est le deuxième plus important excédent enregistré, après celui de 2001 (70,0 milliards de dollars). L'augmentation des exportations de biens aux États-Unis ayant dépassé

l'augmentation des importations enregistrées l'an dernier, l'excédent du commerce bilatéral des biens s'est creusé de 11,3 milliards de dollars pour franchir la marque des 100 milliards de dollars et atteindre 101,8 milliards de dollars en fin d'année.

L'excédent du commerce des biens avec les États-Unis ayant été supérieur à celui enregistré avec l'ensemble du monde (y compris les États-Unis), le Canada accuse un déficit dans ses échanges de biens avec tous les autres grands partenaires commerciaux (autres que les États-Unis).

Figure 1-4

Solde du commerce de marchandises par région, 2002-2004



En 2004, les déficits commerciaux se sont toutefois refermés avec deux des quatre autres partenaires commerciaux (l'UE et le Japon), tandis qu'ils se sont creusés avec les deux derniers. Dans le cas de l'UE, les exportations et les importations étaient en hausse, mais les exportations ont progressé davantage, ce qui signifie que le déficit du commerce des biens du Canada avec l'UE a diminué de 1,5 milliard de dollars, à 9,2 milliards de dollars. Dans le cas du Japon, la juxtaposition d'une hausse des exportations et d'une baisse des importations a contribué à réduire le déficit du commerce bilatéral de biens de 0,8 milliard de dollars, éliminant du même coup presque entièrement le déficit (qui n'était plus que de 64 millions de dollars en 2004). Les exportations et les importations étaient aussi en hausse pour la région des autres pays de l'OCDE et celle des pays non-membres de l'OCDE. Dans les deux cas, les importations de biens ont augmenté davantage (et un peu plus rapidement) que les exportations, provoquant un accroissement des déficits commerciaux. Pour la région des autres pays de l'OCDE, le déficit des échanges de biens a augmenté de 1,0 milliard de dollars, pour atteindre 8,0 milliards

de dollars, tandis que pour les échanges de biens avec la région des pays non-membres de l'OCDE, le déficit a augmenté de 3,4 milliards de dollars pour atteindre 17,2 milliards de dollars.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, tant les exportations que les importations canadiennes de biens ont augmenté pour atteindre des niveaux records en 2004. Ainsi, les échanges bilatéraux de biens (c. à d. la somme des exportations et des importations de biens) ont atteint leurs niveaux les plus élevés. Le commerce bilatéral, c'est-à-dire total, a progressé de 51,4 milliards

de dollars en 2004, pour atteindre 793,2 milliards de dollars. Les flux commerciaux accrus avec les États-Unis sont à l'origine de plus de 60 p. 100 de l'augmentation totale, soit 31,6 milliards de dollars.

Globalement, les États-Unis représentaient 75,9 p. 100 du commerce total du Canada (bilatéral) en 2004, ce qui est en baisse d'un point de pourcentage par rapport au niveau enregistré l'année précédente. Ainsi, les échanges de biens entre le Canada et les États-Unis ont dépassé 1,1 million de dollars à chaque minute de chaque jour l'an dernier.

ENCADRÉ A : L'ÉMERGENCE DE LA CHINE, DE L'INDE ET DU BRÉSIL DANS LA PRODUCTION, LE COMMERCE ET L'IED MONDIAUX

Un marché émergent est un pays, une région ou un secteur qui se distingue par une croissance élevée, accompagnée d'un risque élevé, laissant ainsi entrevoir un potentiel élevé. Si cette définition s'applique à de nombreux pays, trois ressortent du groupe parce qu'ils présentent des possibilités sur le plan du commerce et de l'investissement que le Canada ne peut se permettre de négliger : la Chine, l'Inde et le Brésil. Décrits dans le discours du Trône de 2004 comme des marchés émergents clés, ces pays sont en voie de transformer l'économie mondiale en réorientant les flux de commerce et d'investissement et en devenant des puissances économiques au sein de leur région respective.

Chine		Inde		Brésil	
Superficie	9 551 000 km	Superficie	3 287 263 km	Superficie	8 547 403 km
Croissance du PIB	9,1 % (2003)	Croissance du PIB	8 % (2003)	Croissance du PIB	-0,2 % (2003)
Population	1 298 847 624	Population	1 065 070 607	Population	184 101 109
Inflation	1,2 % (2003 est.)	Inflation	3,8 % (2003 est.)	Inflation	14,7 % (2003 est.)
Croissance démographique	0,57 % (2004 est.)	Croissance démographique	1,44 % (2004 est.)	Croissance démographique	1,11 % (2004 est.)
Taux de chômage	10,1 % (2003 est.)	Taux de chômage	9,5 % (2003)	Taux de chômage	12,3 % (2003 est.)
PIB : 1 601 015 (millions de \$US de 2004)		PIB : 654 822 (millions de \$US de 2004)		PIB : 558 418 (millions de \$US de 2004)	

Taille

Comme il ressort des tableaux qui précèdent, ces trois pays ont une très grande taille : la Chine, l'Inde et le Brésil sont, respectivement, le premier, le deuxième et le cinquième pays les plus peuplés au monde. La Chine et l'Inde abritent à elles seules le tiers de la population mondiale. Mais le poids démographique n'est pas ce qui compte en définitive; c'est la taille économique qui explique pourquoi ces pays deviennent si importants dans l'économie mondiale. Le meilleur indicateur de la taille économique d'un pays est le produit intérieur brut (PIB), qui est une mesure de la production intérieure totale de l'économie. En utilisant une monnaie commune comme point de référence – dans ce cas, le dollar américain – nous constatons que la Chine, l'Inde et le Brésil figuraient parmi les vingt plus grandes économies dans le monde en 2003¹. En proportion du PIB mondial, la Chine représente

¹ Classement selon le PIB; Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*.

3,9 p. 100, l'Inde, 1,6 p. 100, et le Brésil, 1,4 p. 100, de l'ensemble de la production mondiale. Mais bien que ces pays aient un grand poids économique, leur classement selon le PIB par habitant (PIB par personne) chute de façon spectaculaire. La Chine se retrouve au 133e rang, l'Inde au 160e rang et le Brésil au 95e rang. Cet indicateur est important parce qu'il montre que même si ces pays ont une production élevée en termes absolus, leur production par personne est très basse. Ainsi, la production par personne² en Chine était d'environ 1 100 dollars US (1 340 dollars CAD) en 2003, tandis qu'au Canada elle atteignait 26 780 dollars US (environ 37 000 dollars CAD). La taille n'est pas la seule raison pour laquelle ces marchés sont attrayants; c'est plutôt leur grande taille alliée à une expansion économique rapide qui importe.

Une croissance rapide

Ces économies se développent à un rythme élevé. Entre 1993 et 2003, le PIB réel de la Chine a augmenté à un taux moyen de 9,3 p. 100, contre un taux moyen de croissance de 6,1 p. 100 pour l'Inde et de 2,6 p. 100 pour le Brésil. Dans ce dernier pays, la croissance n'a pas été aussi spectaculaire qu'en Chine ou en Inde en raison des crises monétaires et du ralentissement économique récents. Le Brésil est aujourd'hui sur la voie de la reprise et les prévisions indiquent une croissance plus rapide à court terme. Le tableau suivant montre la croissance annuelle du PIB réel dans ces trois pays entre 1993 et 2003.

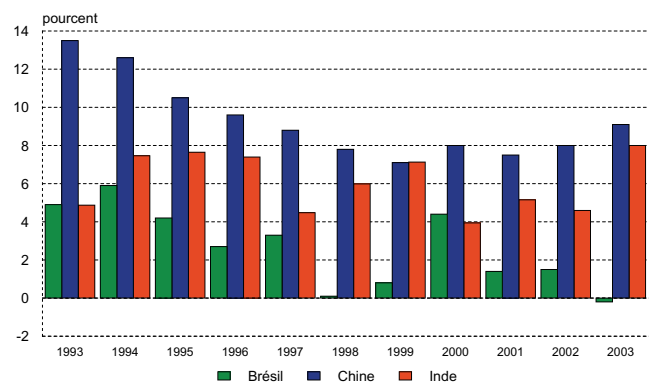
Les flux commerciaux

À mesure que ces trois économies se développent, leurs flux commerciaux prennent de l'expansion. Non seulement une plus grande production renforce-t-elle leur potentiel d'exportation, mais les revenus plus élevés des résidents de ces pays accroissent leur demande d'importations.

PIB total en 2003

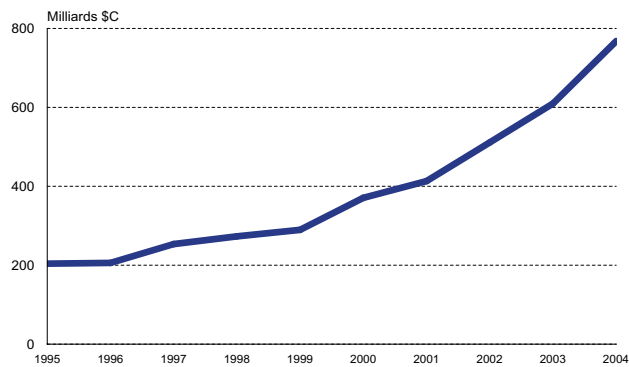
Rang	Économie	(Millions \$US)
1	États-Unis	10 881 609
2	Japon	4 326 444
3	Allemagne	2 400 655
4	Royaume-Uni	1 794 858
5	France	1 747 973
6	Italie	1 465 895
7	Chine	1 409 852
8	Espagne	836 100
9	Canada	834 390
10	Maxique	626 080
11	République de Corée	605 331
12	Inde	598 966
13	Australie	518 382
14	Pays-Bas	511 556
15	Brésil	492 338
16	Fédération russe	433 491
17	Suisse	309 465
18	Belgique	302 217
19	Suède	300 795
20	Autriche	251 456

Taux de croissance annuel du PIB réel
(\$US constants de 1995)



² Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, RNB par habitant, méthode Atlas.

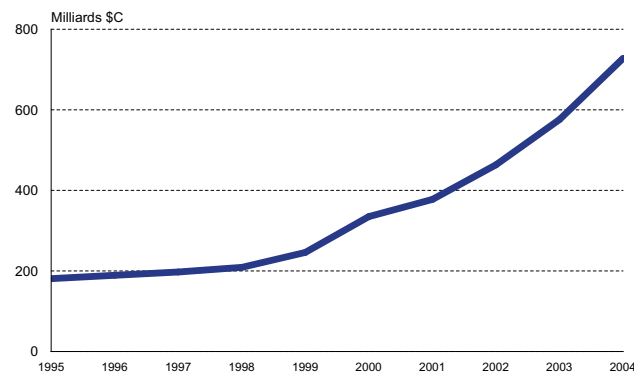
Exportations totales de marchandises de la Chine

*La Chine*

Les exportations mondiales de la Chine sont passées de 204 milliards de dollars en 1995 à 767,9 milliards de dollars en 2004. En 2003, sa part des exportations mondiales était de 5,8 p. 100, ce qui est beaucoup plus élevé qu'en 1995, où elle n'était que de 2,9 p. 100. La Chine est aujourd'hui le troisième exportateur en importance dans le monde.

Les exportations de la Chine au Canada ont aussi augmenté sur la période, passant de 2,1 milliards de dollars en 1995 à 10,5 milliards de dollars l'an dernier.

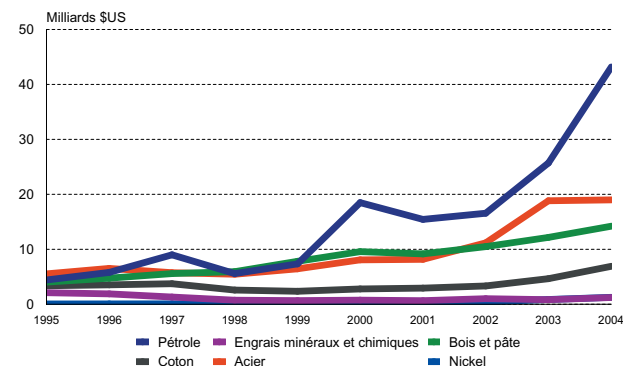
Importations totales de marchandises de la Chine



Les importations chinoises ont augmenté à peu près autant que les exportations – passant de 180,9 milliards de dollars en 1995 à 727,7 milliards de dollars en 2004. À mesure que se poursuivra l'expansion de l'économie chinoise, sa demande d'importations augmentera. Cela profitera au Canada, notamment dans le secteur des ressources.

Les importations chinoises de biens canadiens sont passées de 3,7 milliards de dollars en 1995 à 9,5 milliards de dollars en 2004.

Importations de produits de base de la Chine



Le Canada a connu beaucoup de succès dans ses exportations de ressources et de matières premières en Chine. Ainsi, le Canada a exporté pour une valeur de 111 millions de dollars US (environ 136 millions de dollars CAD) de nickel en Chine, soit environ 17 p. 100 des importations totales de nickel de ce pays. Le Canada a aussi fourni 87 p. 100 de la pâte de bois importée par la Chine en 2003, représentant une valeur de 236 millions de dollars US (288 millions de dollars CAD), sous l'impulsion d'une forte demande dans ce pays.

Le Canada a aussi profité d'une forte expansion de la demande de produits agricoles en Chine. Dernièrement, la Commission canadienne du blé a signé le plus gros contrat de son histoire avec la Chine, lequel prévoit l'exportation d'un million de tonnes de blé de meunerie au cours de la campagne 2005-2006, une transaction valant approximativement 250 millions de dollars aux cours actuels³.

³ Commission canadienne du blé, « La CCB signe un accord commercial d'un million de tonnes avec la Chine », communiqué de presse du 21 janvier 2005.

Le Brésil et l'Inde

Bien qu'à une échelle différente de celle de la Chine, la croissance des exportations de l'Inde et du Brésil n'en a pas été moins impressionnante. Les exportations de l'Inde sont passées de 52,6 milliards de dollars à 80,2 milliards de dollars sur la période 1999-2003. La progression au Brésil a été plus modérée, les exportations de ce pays passant de 73,4 milliards de dollars en 1995 à 125,1 milliards de dollars en 2004.

L'Inde et le Brésil ont tous deux accru leurs exportations au Canada. Les exportations indiennes au Canada sont passées de 832 millions de dollars à 984 millions de dollars de 1999 à 2003, tandis que celles du Brésil ont doublé entre 1997 et 2004, passant de 809 millions de dollars à 1,6 milliard de dollars.

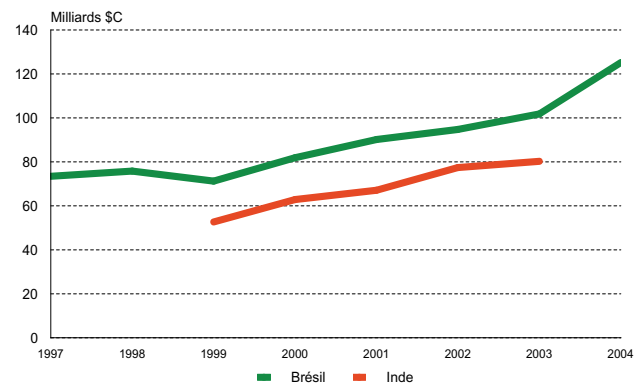
La croissance de l'Inde repose sur le secteur des services, qui a crû à un taux de 7,5 p. 100 l'an⁴ durant les années 90. L'expansion des services est dominée par les technologies de l'information et des télécommunications (TIC) et les services financiers.

Les importations en Inde sont passées de 66,7 milliards de dollars à 99,3 milliards de dollars entre 1999 et 2003.

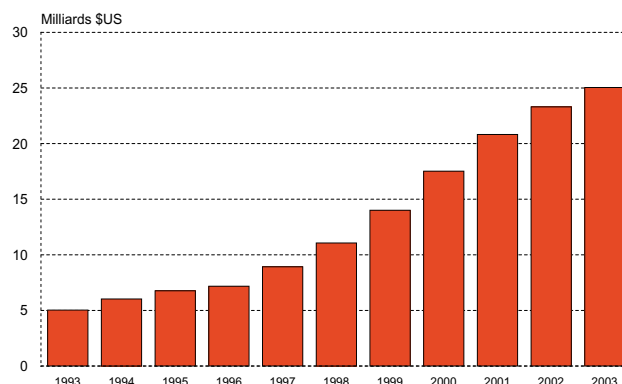
Les importations indiennes de biens canadiens ont augmenté au même rythme que les importations totales, passant de 520,5 millions de dollars en 1999 à 774,25 millions de dollars en 2003.

À 81,3 milliards de dollars en 2003, les importations du Brésil demeuraient sous leur niveau de 1997. Tel que noté précédemment, une croissance léthargique et la dépréciation de la monnaie, en rendant les importations plus coûteuses, ont été les principales causes de cette modeste performance. Alors que le Brésil commence à se remettre des crises monétaires et du ralentissement économique qu'il a traversés, les importations semblent vouloir revenir à la normale.

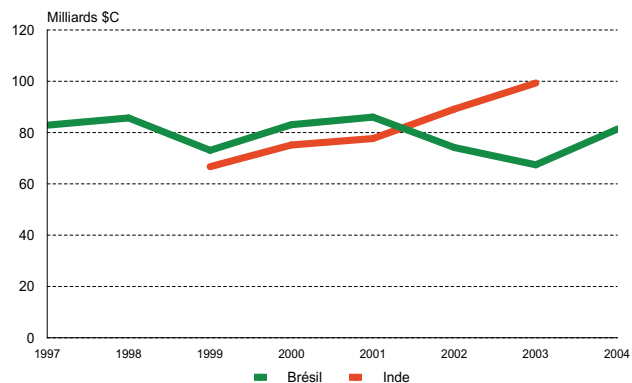
Exportations totales de marchandises du Brésil et de l'Inde



Exportations de services commerciaux de l'Inde

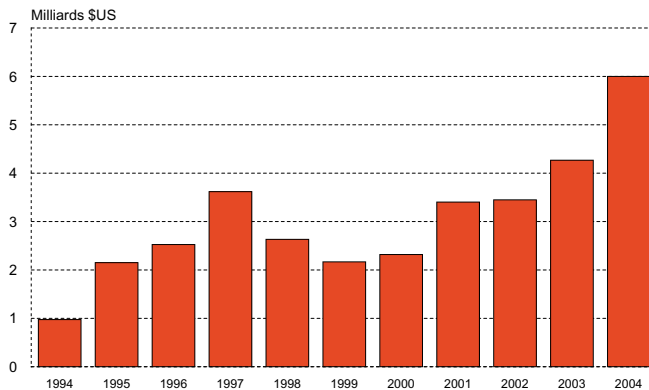


Importations de marchandises du Brésil et de l'Inde



³ Jim Gordon et Poonam Gupta, « Understanding India's Service Revolution », FMI, 2003.

Flux d'IED entrant en Inde

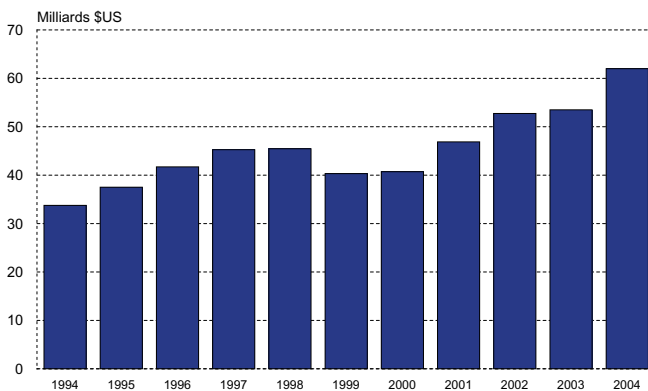


Les importations brésiliennes en provenance du Canada ont connu le même ralentissement. Les importations de biens canadiens atteignaient 1,1 milliard de dollars en 2004, alors qu'elles avaient touché 2,0 milliards de dollars en 1997. Mais comme les importations totales du Brésil commencent à augmenter, les importations de biens canadiens devraient aussi bénéficier d'une reprise.

Les entrées d'IED

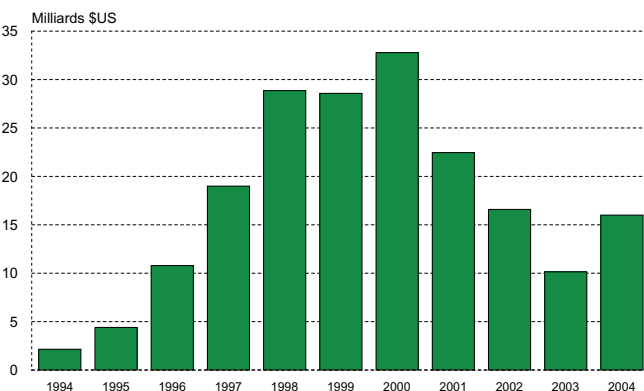
En raison de leurs importants marchés intérieurs et de leur croissance économique soutenue, les trois pays ont vu augmenter l'investissement étranger direct dans leur économie ces dernières années.

Flux d'IED entrant en Chine



La Chine, notamment, a enregistré un volume important d'IED durant la dernière décennie. En 2004, elle a reçu 62 milliards de dollars US (75,7 milliards de dollars CAD) d'IED, ce qui en fait la seconde destination en importance de l'IED dans le monde après les États-Unis. Les investisseurs étrangers sont attirés en Chine par le faible coût de la main-d'œuvre et le contingent croissant de consommateurs sur ce marché.

Flux d'IED entrant au Brésil



Par rapport à sa taille et à son taux de croissance économique, l'Inde attire relativement peu d'IED, ce que l'on attribue souvent à une réglementation gouvernementale excessive et à un manque d'infrastructure. Cependant, ce pays présente des avantages significatifs, dont une main-d'œuvre hautement qualifiée, des salaires concurrentiels et un important marché intérieur. En fait, l'Inde pourrait être mieux placée que la Chine pour attirer l'investissement futur puisque le pays s'est attaqué à ses obstacles bureaucratiques et à ses problèmes d'infrastructure.

Après avoir enregistré un niveau record d'IED de 32,7 milliards de dollars US (39,9 milliards de dollars CAD) en 2000, le Brésil a connu une période de ralentissement des entrées d'IED. Deux facteurs pourraient

contribuer à expliquer cette situation : de nombreuses sociétés multinationales qui avaient investi au Brésil ont vu les conditions se détériorer dans leur pays d'origine, ce qui a limité leur capacité d'investir à l'étranger; en outre, pour une bonne part, l'IED entré au Brésil dans le passé a été attiré par la privatisation de plusieurs industries brésiliennes. Au terme de ce mouvement de privatisation, les flux d'IED sont retombés à des niveaux plus normaux – ils ont atteint 16 milliards de dollars US (19,5 milliards de dollars CAD) en 2004.

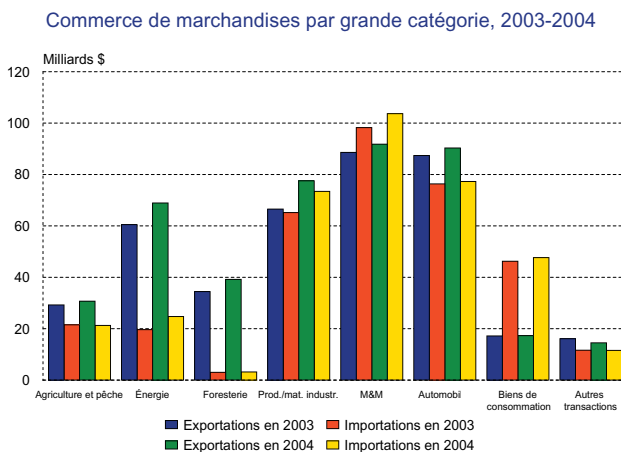
Conclusion

Ces trois économies émergentes – celles de la Chine, du Brésil et de l'Inde – offrent au Canada de grandes possibilités d'expansion de son commerce et de ses investissements étrangers. Déjà, le Canada enregistre des hausses spectaculaires de ses flux d'exportations, d'importations et d'IED avec ces pays. Tel qu'indiqué, ce sont des pays de très grande taille qui connaissent une croissance rapide, mais le PIB par habitant y est encore relativement peu élevé. À mesure que leur économie se développera, ils exerceront une influence économique et politique accrue au sein de leur région et dans le monde.

Le commerce des marchandises par grande catégorie de produits

Parallèlement à l'augmentation des exportations totales de biens, décrite précédemment, les exportations des sept grandes catégories de produits ont affiché des gains en 2004 (figure 1-5). La progression la plus importante est survenue dans la catégorie des biens industriels, où les exportations ont crû de 11,0 milliards de dollars (hausse de 16,6 p. 100) et celle des produits énergétiques (hausse de 8,4 milliards de dollars, soit 13,9 p. 100). La catégorie des biens de consommation est celle qui a enregistré l'augmentation la plus modeste en 2004, soit 0,1 milliard de dollars, ou 0,7 p. 100.

Figure 1-5



Du côté des importations, toutes les grandes catégories de produits, sauf une, ont fait des gains l'an dernier. La seule exception est la catégorie des importations de produits de l'agriculture et de la pêche, qui a subi un recul de 0,7 p. 100, soit 0,1 milliard de dollars. Par contre, des gains notables ont été enregistrés dans la catégorie des biens industriels (hausse de 12,7 p. 100, soit 8,3 milliards de dollars), celle des machines et du matériel (hausse 5,6 p. 100, soit 5,5 milliards de dollars) et celle des produits énergétiques (hausse de 26,0 p. 100, soit 5,1 milliards de dollars).

Machines et matériel

Les machines et le matériel constituent la plus importante catégorie d'exportation et d'importation de biens du Canada. Les ventes de machines et de matériel à l'étranger ont progressé de 3,2 milliards de dollars, soit 3,6 p. 100, à 91,8 milliards de dollars en 2004. À ce niveau, ces produits représentaient 21,3 p. 100 des exportations canadiennes de biens.

Les exportations de machines et matériel étaient en hausse sur toute la ligne. La seule exception est la baisse de 1,1 milliard de dollars observée dans les exportations d'*aéronefs et moteurs et pièces d'aéronef*, qui est responsable de la diminution globale des exportations de la sous-catégorie *des aéronefs et autre matériel de transport* de la catégorie des machines et du matériel au cours de l'année. Le recul observé pour les *aéronefs et moteurs et pièces d'aéronef* a été en partie compensé par une augmentation de 0,5 milliard de dollars des exportations d'*autre matériel de transport*, alors que les exportations de la sous-catégorie *des aéronefs et autre matériel de transport* diminuaient de 0,7 milliard de dollars.

Les *machines industrielles* et les *machines agricoles* ont contribué à parts égales à la hausse globale de 0,4 milliard de dollars des exportations de *machines industrielles et agricoles*. Les gains ont été de 215 millions de dollars et de 216 millions de dollars, respectivement.

La dernière sous-catégorie de la catégorie des machines et du matériel est celle des *autres machines et matériel*. Les exportations de ces produits ont progressé de 3,4 milliards de dollars l'an dernier. C'est le groupe du *matériel de télévision, de télécommunication et du matériel connexe* qui a enregistré les gains les plus importants, soit 1,1 milliard de dollars, suivi des *autres produits finis non comestibles*, à 0,9 milliard de dollars. Les exportations de *machines et matériel de bureau* et d'*autres outils et matériel* ont contribué, dans chaque cas, 0,7 milliard de dollars aux gains observés pour cette sous-catégorie.

Les importations de machines et de matériel ont aussi augmenté en 2004, les quatre sous-composantes affichant des hausses en comparaison de l'année précédente. Globalement, les importations de machines et de matériel étaient en hausse de 5,5 milliards de dollars, à 103,7 milliards de dollars, soit 28,6 p. 100 des importations totales de biens.

Les importations de *machines industrielles et agricoles* ont augmenté de 0,5 milliard de dollars en 2004. La plupart des produits qui entrent dans cette sous-catégorie ont enregistré des gains à l'importation, particulièrement les *machines à creuser*, en hausse de 0,4 milliard de dollars et les *moteurs, turbines, génératrices et moteurs électriques*, en hausse de 0,2 milliard de

dollars; cependant, il y a eu de légers reculs dans les importations de *machines de forage pour mines* et celles d'*autres machines industrielles* – de 0,1 milliard de dollars dans chaque cas.

Les importations d'*autres machines et matériel* ont progressé de 3,4 milliards de dollars en 2004 alors que les *autres matériel de communication et matériel connexe* et les *autres outils et matériel* ont enregistré des hausses de 1,7 milliard de dollars dans chaque cas.

Ailleurs dans la catégorie des machines et du matériel, les importations de *machines et matériel de bureau* ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, tandis que celles des *aéronefs et autre matériel de transport* progressaient de 0,6 milliard de dollars en 2004.

Étant donné que les exportations ont augmenté moins que les importations dans la catégorie des machines et du matériel, le déficit commercial pour ces produits s'est creusé de 2,3 milliards de dollars, passant de 9,6 milliards de dollars à 11,9 milliards de dollars en 2004. C'est la deuxième année d'affilée durant laquelle le déficit s'est aggravé. Néanmoins, le déficit observé en 2004 pour ces produits correspond à environ la moitié de celui de 1997, alors que le déficit des échanges de machines et de matériel avait atteint un sommet à 22,4 milliards de dollars.

Produits de l'automobile

Pour la cinquième année consécutive, les produits de l'automobile ont représenté la seconde catégorie en importance dans les échanges de biens du Canada¹. Les exportations de ces produits ont atteint 90,3 milliards de dollars, tandis que les importations ont représenté 77,3 milliards de dollars. Ces niveaux correspondaient à des gains de 2,9 milliards de dollars et de 0,9 milliard de dollars, respectivement, par rapport à 2003. L'excédent du commerce des produits de l'automobile a donc progressé de 2,0 milliards de dollars au cours de l'année. Les produits de l'automobile représentaient 21,0 p. 100 de l'ensemble des exportations de biens et 21,3 p. 100 de l'ensemble des importations de biens l'an dernier, ce qui est légèrement inférieur aux niveaux de 21,8 p. 100 et de 22,3 p. 100, respectivement, enregistrés un an auparavant.

Les exportations de *voitures* ont fourni la totalité des gains observés dans les exportations de produits de l'automobile en 2004, alors que les exportations de *camions* et de *pièces* ont chuté. Les exportations de *voitures* étaient en hausse de 3,8 milliards de dollars pour l'année, tandis que les exportations de *camions* et de *pièces* ont subi des reculs de 0,6 milliard de dollars et de 0,2 milliard de dollars, respectivement.

L'augmentation des exportations de *voitures* a gonflé la demande de *pièces* de véhicules automobiles; en conséquence, les importations de pièces d'automobiles ont grimpé de 2,1 milliards de dollars l'an dernier. Simultanément, les importations de *camions* ont progressé de 1,1 milliard de dollars, tandis que les importations de *voitures* accusaient une perte deux fois plus grande, soit 2,2 milliards de dollars.

Le Canada enregistre un excédent dans son commerce des produits de l'automobile depuis 1988. Celui-ci a atteint un sommet en 1999, puis a reculé pendant la période 2000-2003. La hausse de 2,0 milliards de dollars de l'excédent l'an dernier a mis fin, du moins temporairement, à un repli de quatre ans du solde des échanges de produits de l'automobile. L'excédent a atteint 13,0 milliards de dollars pour l'année.

Produits et matériaux industriels

Les produits et matériaux industriels constituent une vaste catégorie de biens allant de divers minerais métalliques aux plastiques, et des produits bruts d'origine animale aux matières fabriquées à partir de textiles. Du côté des exportations, les produits et matériaux industriels se divisent en quatre grandes catégories : *minerais métalliques; produits chimiques, plastiques et engrais; métaux et alliages; et autres produits et matériaux industriels*. Du côté des importations, les *minerais métalliques* et les *métaux et alliages* sont regroupés dans la catégorie des *métaux et minerais métalliques*.

Étant donné que ces produits servent principalement d'intrants intermédiaires dans la production d'autres biens et qu'il y a eu une forte reprise de l'activité économique dans le monde l'année dernière, il n'est pas étonnant de constater que les exportations de produits

¹Les produits de l'automobile ont été la plus importante catégorie de biens échangés par le Canada durant la plus grande partie des années 60, 70 et 80.

et matériaux industriels aient progressé de façon plutôt spectaculaire en 2004. En fait, ces exportations ont augmenté d'un sixième, soit de 11,1 milliards de dollars, au cours de l'année.

Les quatre sous-composantes et pratiquement chaque produit figurant dans ces sous-composantes ont enregistré des gains à l'exportation l'an dernier. Plus de 40 p. 100 de l'augmentation est attribuable au groupe des *métaux et alliages*, où les exportations ont progressé de 4,7 milliards de dollars. Les exportations de l'ensemble des *métaux et alliages* étaient en hausse en 2004, à l'exception du *fer et de l'acier primaires*, pour lesquels on observe une baisse marginale de 13 millions de dollars. Les gains dans les *produits chimiques, plastiques et engrais* étaient généralisés, avec des avancées notables pour les *produits chimiques organiques* (hausse de 1,6 milliard de dollars) et le *caoutchouc synthétique et les plastiques* (hausse de 1,0 milliard de dollars). Les exportations totales de *produits chimiques, plastiques et engrais* ont progressé de 3,6 milliards de dollars pour l'année. Les exportations de *minerais métalliques* ont augmenté de 1,6 milliard de dollars en 2004, alors que tous les principaux minerais – nickel, fer, cuivre et zinc – ont marqué des gains. Enfin, les exportations d'*autres produits et matériaux industriels* ont progressé de 1,2 milliard de dollars l'an dernier. Les *produits métalliques de base*, les *autres matières travaillées* et les *autres minéraux non métalliques bruts* ont été à l'origine de l'essentiel des gains, tandis que les *produits fabriqués à partir de textiles* et les *produits minéraux non métalliques de base* ont subi de légers reculs qui ont freiné la progression.

Les *métaux et minerais métalliques* ont représenté près des trois quarts de l'augmentation des importations de produits et matériaux industriels en 2004, avec un gain de 6,0 milliards de dollars. Les importations de tous les produits entrant dans cette sous-catégorie étaient en hausse l'an dernier. Les importations de *produits chimiques et plastiques* ont progressé de 1,8 milliard de dollars, menées par une augmentation de 1,1 milliard de dollars des importations de *produits chimiques organiques*. Enfin, les importations d'*autres produits et matériaux industriels* étaient en hausse de 0,5 milliard de dollars l'an dernier. La performance a été mixte alors que les *autres matières travaillées*, les *minéraux non métalliques* et les *produits métalliques de base* ont enregistré des gains et que les *produits fabriqués à partir de textiles* et les *produits bruts d'origine animale* ont accusé des baisses.

L'augmentation de 11,1 milliards de dollars des exportations et l'augmentation de 8,3 milliards de dollars des importations se sont soldées par une amélioration globale de 2,8 milliards de dollars du solde commercial des produits et matériaux industriels. C'est la cinquième amélioration consécutive du solde commercial pour ces produits, qui est parti d'une position déficitaire de 2,3 milliards de dollars en 1999 pour marquer un excédent de 4,1 milliards de dollars l'an dernier – des niveaux qui n'ont pas été observés depuis 1995-1996. Dans l'ensemble, les produits industriels ont représenté 18,0 p. 100 des exportations totales de biens et 20,2 p. 100 des importations totales de biens en 2004. Cela représente une progression par rapport aux parts de 16,6 p. 100 et de 19,1 p. 100, respectivement, observées un an auparavant.

Produits énergétiques

Les prix de l'énergie dans le monde ont grimpé de façon spectaculaire ces dernières années. En tant qu'exportateur net d'énergie, le Canada a profité de cette tendance haussière. Elle a aussi entraîné une hausse rapide des valeurs des exportations et des importations de produits énergétiques – qui ont crû à un taux annuel moyen d'environ 18,2 p. 100 entre 1999 et 2004.

Les exportations de produits énergétiques ont augmenté de 8,7 milliards de dollars en 2004, essentiellement en raison de la hausse des exportations de *pétrole brut* (5,6 milliards de dollars) et de *gaz naturel* (1,8 milliard de dollars). Les exportations d'*autres produits énergétiques* étaient aussi en hausse pour l'année, avec un gain de 1,3 milliard de dollars.

Les importations de produits énergétiques ont augmenté de 5,3 milliards de dollars l'an dernier. Soixante pour cent du gain provient des importations accrues de *pétrole brut* (hausse de 3,3 milliards de dollars), l'autre 40 p. 100 étant attribuable aux *autres produits énergétiques* (hausse de 2,0 milliards de dollars).

Les produits énergétiques représentaient 16,1 p. 100 des exportations totales de biens en 2004, ce qui est un point de pourcentage plus élevé qu'en 2003. Par ailleurs, les importations de produits énergétiques ont représenté près de 6,9 p. 100 des importations totales de biens l'an dernier, soit une augmentation de 5,7 p. 100 par rapport à l'année précédente.

L'excédent du commerce des produits énergétiques a progressé de 3,3 milliards de dollars en 2004, pour atteindre un niveau record de 44,3 milliards de dollars. C'est la seconde augmentation consécutive de cet excédent.

Produits forestiers

À 39,2 milliards de dollars, les exportations de produits forestiers canadiens sont douze et un tiers fois plus élevées que les importations de ces produits (qui atteignent près de 3,2 milliards de dollars); ainsi, le Canada est un important exportateur net de produits forestiers. Les exportations de ces produits ont progressé de 4,7 milliards de dollars en 2004, mettant fin à trois années de repli. Environ 85 p. 100 du gain, soit 4,0 milliards de dollars, provient du *bois d'oeuvre et des produits de scierie*, tandis que la *pâte de bois* (hausse de 0,4 milliard de dollars) et le *papier journal et autres papiers et cartons* (hausse de 0,3 milliard de dollars) sont responsables du reste de l'augmentation. Dans la catégorie du *bois d'oeuvre et des produits de scierie*, les exportations de **bois d'oeuvre** étaient en hausse de 2,6 milliards de dollars, tandis que celles des **autres semi-produits** en bois ont augmenté de 1,5 milliard de dollars au cours de l'année. Les produits forestiers ont représenté 9,1 p. 100 des exportations totales de biens du Canada en 2004, en hausse d'un demi-point de pourcentage par rapport à la part de cette catégorie un an plus tôt.

Le Canada importe peu de produits forestiers; ceux-ci représentent moins de 1 p. 100 des importations totales de produits de base. Les importations de ces produits, par exemple les **matières en bois brut** et les **semi-produits en bois**, ont augmenté légèrement l'an dernier, soit de 156 millions de dollars.

Le pays est un exportateur net de produits forestiers et l'excédent commercial dans ce secteur a atteint 36,0 milliards de dollars en 2004. Il s'agit du quatrième plus gros excédent enregistré, après ceux de la période 1999-2001.

Produits de l'agriculture et de la pêche

Les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont augmenté de 1,4 milliard de dollars en 2004, ce qui a presque permis de rattraper le recul de 1,6 milliard de dollars de l'année précédente. Un peu moins de la moitié de cette augmentation est attribuable aux exportations de *blé*, tandis que le reste

provient des *autres produits de l'agriculture et de la pêche*. Dans cette sous-catégorie, les exportations d'**animaux vivants** ont fléchi de plus de 0,4 milliard de dollars – la conséquence des restrictions imposées à la frontière après la découverte d'un cas d'EBS chez une vache canadienne en mai 2003. Des reculs ont aussi été observés dans les exportations de **poisson et préparations de poisson**, de **boissons alcooliques** et d'**autres produits végétaux bruts** (baisse de 0,1 milliard de dollars dans chaque cas). Par contre, les exportations de **viande et préparations de viande** ont rebondi de 0,8 milliard de dollars après un recul l'année précédente.

Tel que mentionné précédemment, la seule catégorie d'exportation et d'importation à avoir enregistré une baisse en 2004 est celle des importations de produits de l'agriculture et de la pêche : les importations de ces produits ont reculé de plus de 0,1 milliard de dollars au cours de l'année. Les pertes étaient concentrées dans les importations de **viande et préparations de viande** (baisse de 0,3 milliard de dollars) et de **maïs égrainé** (baisse de 0,2 milliard de dollars), tandis que les gains observés pour les *fruits et légumes* (hausse de 0,1 milliard de dollars) et le *cacao, café, thé et autres préparations alimentaires* (hausse de 169 millions de dollars) ont contribué à limiter les pertes.

La progression des exportations et le léger fléchissement des importations se sont soldés par une augmentation de 1,6 milliard de dollars de l'excédent du commerce des produits de l'agriculture et de la pêche en 2004, mettant ainsi fin au repli observé depuis deux ans. À 9,3 milliards de dollars, c'est le deuxième plus important excédent enregistré pour ces produits, après celui de 10,7 milliards de dollars en 2001.

La part des produits de l'agriculture et de la pêche dans les exportations totales de biens a reculé de 7,3 p. 100 en 2003 à 7,1 p. 100 l'an dernier. Du côté des importations, les parts correspondantes étaient de 6,3 p. 100 et de 5,9 p. 100, respectivement.

Biens de consommation

Les biens de consommation constituent la plus petite des grandes catégories d'exportation de marchandises au Canada. Même si les exportations de biens de consommation ont augmenté de 0,1 milliard de dollars l'an dernier, leur part des exportations totales de biens a fléchi de 0,3 point de pourcentage, à un peu plus de 4,0 p. 100.

Les biens de consommation occupent une place beaucoup plus importante du côté des importations – avec 13,1 p. 100 des importations totales de marchandises – et, même si cela constitue une baisse par rapport au niveau de 13,5 p. 100 observé en 2003, les importations de biens de consommation ont néanmoins progressé de 1,4 milliard de dollars l’an dernier. La hausse la plus importante a été observée pour les **vêtements**, où les importations de *vêtements et chaussures* ont augmenté de 0,5 milliard de dollars. Les importations de **fournitures de maison** ont aussi augmenté (de 0,4 milliard de dollars), comme celles des **divers produits finis** (de 0,3 milliard de dollars),

d’**articles de photographie** (de 0,1 milliard de dollars) et de **téléviseurs, appareils radios et phonographes** (de 0,1 milliard de dollars), expliquer le reste de l’augmentation.

La légère augmentation des exportations et la progression beaucoup plus importante des importations se sont conjuguées pour aggraver le déficit commercial au poste des biens de consommation de 1,3 milliard de dollars en 2004. Il s’agit de la huitième hausse consécutive du déficit commercial des biens de consommation qui, à 30,4 milliards de dollars, est le plus élevé jamais enregistré.

ENCADRÉ B : LE COMMERCE DE MARCHANDISES AVEC LES PRINCIPAUX PARTENAIRES

Les statistiques du commerce se présentent sous deux formes : sur la base des données douanières et sur la base des données de la balance des paiements, au niveau des exportations totales et des importations totales. Le solde commercial (excédent ou déficit) est publié par grande région commerciale et au niveau total seulement sur la base des données de la balance des paiements. Les renseignements détaillés par produit et par région sont présentés seulement sur la base des données douanières. Ailleurs dans ce rapport, les chiffres sur le commerce reposent sur les données de la balance des paiements, comme pour le reste du compte courant qui englobe les transactions sur les services, les revenus de placement et les transferts.

Dans cet encadré, l’analyse fait appel aux données douanières pour faire ressortir l’évolution de l’activité commerciale au niveau des produits et des régions. Ainsi, les parts et les taux de croissance différeront vraisemblablement de ceux présentés dans le reste du rapport. Le lecteur est invité à faire preuve de prudence en comparant ou en combinant les données de cet encadré à celles du reste du rapport. Afin de bien marquer cette distinction, nous avons employé l’expression commerce des « marchandises » pour désigner le commerce des produits de base selon les données douanières et l’expression commerce des « biens » pour décrire le commerce calculé selon les données de la balance des paiements. Les données douanières sont produites dans le cadre d’un système de classification des biens harmonisé au niveau international (SH), ventilé en chapitres numérotés de 1 à 99. Les chapitres 98 et 99 du SH représentent les transactions spéciales et sont exclus de notre analyse, tandis que le chapitre 77 a été retenu en vue d’une utilisation ultérieure éventuelle.

Les États-Unis

Les exportations totales de marchandises du Canada aux États-Unis sont passées de 326,7 milliards de dollars en 2003 à 348,2 milliards de dollars en 2004. Cela représente une augmentation de 6,6 p. 100 pour l’année, soit 21,5 milliards de dollars. En dépit de cette augmentation, la part des États-Unis dans les exportations totales de marchandises a fléchi de 1,1 point de pourcentage l’an dernier, passant de 85,8 p. 100 à 84,6 p. 100.

Les exportations de marchandises canadiennes aux États-Unis sont dominées par les véhicules automobiles et les combustibles minéraux (tableau B-1). Ensemble, ces produits représentaient environ 45 p. 100 de la totalité des exportations de produits aux États-Unis. Les huit catégories d’exportation suivantes en importance ont

fourni un autre tiers des exportations totales de marchandises du Canada vers son voisin du Sud, ce qui signifie que la part des dix principales catégories d'exportation du Canada excède les trois quarts de l'ensemble des exportations aux États-Unis, soit une enveloppe dépassant les 250 milliards de dollars.

Il a été mentionné plus tôt dans ce rapport que l'augmentation des prix de l'énergie dans le monde a propulsé la valeur enregistrée des exportations et des importations canadiennes au cours des dernières années. Les exportations de combustibles minéraux aux États-Unis ont progressé de 6,8 milliards de dollars l'an dernier, soit le gain le plus élevé au chapitre des exportations. Les produits du bois ont aussi enregistré une forte hausse l'an dernier, les exportations augmentant de 4,1 milliards de dollars par rapport au niveau de 2003. Ensemble, ces deux produits ont représenté près de la moitié de l'augmentation totale des exportations aux États-Unis, soit 21,5 milliards de dollars.

Tableau B-1

No du SH	Description	Exportations en 2004 (millions \$)	Part (%)
87	Véhicules automobiles	77 587.7	23,5
27	Combustibles minéraux	66 524.0	20,2
84	Machines et appareils mécaniques	26 103.9	7,9
44	Bois	19 189.0	5,8
85	Machines, appareils et matériel électriques	14 215.0	4,3
48	Produits du papier	13 360.6	4,1
39	Plastiques	12 254.4	3,7
76	Aluminium	7 825.8	2,4
94	Meubles et accessoires	7 684.7	2,3
88	Aéronefs et astronefs	7 065.4	2,1
	DIX PRINCIPALES CATÉGORIES	251 810.5	76,4
	TOUS LES AUTRES, sauf 98 et 99	77 674.6	23,6
	TOTAL PARTIEL	329 485.1	100,0
98 + 99	Transactions spéciales	18 701.2	
	TOTAL	348 186.3	

Parallèlement aux fortes hausses observées dans les exportations de produits et matériaux industriels, de nombreuses sous-catégories de ce groupe ont enregistré des gains notables. À titre d'exemple, les exportations aux États-Unis de nickel (SH 73) étaient en hausse de 124,4 p. 100, les exportations d'étain (SH 80) ont presque doublé (hausse de 102,0 p. 100), les exportations de plomb (SH 78) ont augmenté de plus de la moitié par rapport aux niveaux des années précédentes (hausse de 51,9 p. 100), les exportations de cuivre (SH 74) ont augmenté de 40,4 p. 100 et les exportations d'autres métaux de base (SH 81) ont gagné près d'un tiers (hausse 31,5 p. 100).

Les exportations d'aéronefs et d'astronefs (SH 88) aux États-Unis ont enregistré la baisse la plus importante en 2004, soit 1,8 milliard de dollars, un recul de près de 20 p. 100. Les exportations d'animaux vivants (SH 01) aux États-Unis, à 836 millions de dollars en 2004, ne représentent plus que le tiers de leur niveau d'il y a seulement deux ans, ayant chuté du tiers en 2004 après avoir dégringolé de près de la moitié en 2003. Les restrictions imposées à la frontière suite à la réapparition de l'encéphalite spongiforme bovine (ESB) expliquent ces pertes.

Du côté des importations, les importations canadiennes de marchandises des États-Unis ont progressé de plus de 5,1 milliards de dollars, soit 2,5 p. 100, pour atteindre 208,9 milliards de dollars l'an dernier. À ce niveau, les États-Unis représentaient 58,8 p. 100 de l'ensemble des importations de marchandises, ce qui constitue une baisse de 1,9 point de pourcentage par rapport à la part de 60,7 p. 100 observée en 2003.

Les véhicules automobiles et les machines et le matériel (M et M) – mécaniques et électriques – ont représenté près de la moitié des importations totales de marchandises en provenance des États-Unis en 2004 (tableau B-2). Parmi les autres principaux produits importés des États-Unis, il y a les plastiques, les combustibles minéraux, les instruments de précision et produits connexes, le papier, le fer et l'acier, ainsi que les produits chimiques organiques.

Ensemble, les dix principales catégories d'importation de marchandises au niveau de la classification à deux chiffres (chapitres) du SH, ont représenté environ 70 p. 100 des importations totales de marchandises des États-Unis, soit 143,3 milliards de dollars sur un total de 208,9 milliards de dollars.

Comme dans le cas des exportations examiné ci-dessus, les combustibles minéraux (SH 27) sont la catégorie ayant enregistré le gain le plus important dans les importations bilatérales en 2004, soit 1,4 milliard de dollars. Les importations de fer et d'acier ont aussi progressé fortement, avec une hausse de 1,3 milliard de dollars. Viennent ensuite les importations de produits chimiques organiques, qui ont gagné 0,6 milliard de dollars l'an dernier.

Même si les reculs les plus importants dans les importations en provenance des États-Unis au niveau des chapitres du SH ne sont pas aussi importants que les gains observés à ce niveau – la baisse la plus importante est survenue dans la catégorie de produits chimiques inorganiques (SH 28), soit 260 millions de dollars – quelque 47 des 96 chapitres de produits ont enregistré une baisse des importations en provenance des États-Unis en 2004 par rapport à 2003.

L'Union européenne

Les exportations canadiennes de marchandises vers l'UE ont fortement progressé l'an dernier, avec une hausse de 13,6 p. 100, alors que l'augmentation avait été de 11,4 p. 100 un an plus tôt. C'est là un gain de 2,7 milliards de dollars, à 22,6 milliards de dollars, pour l'année. Les dix principales catégories d'exportation ont fourni environ les deux tiers des exportations totales de marchandises vers l'UE. Les exportations de pierres et métaux précieux et de bijoux, principalement des diamants, ont constitué la première catégorie d'exportation vers l'UE, à 3,3 milliards de dollars, soit 15,0 p. 100 de l'ensemble des exportations de marchandises vers cette région. Quelques autres secteurs à forte valeur ajoutée, par exemple les machines et le matériel mécaniques, les instruments de précision, les avions et les produits de l'automobile figuraient aussi parmi les principales catégories d'exportation vers l'UE (tableau B-3).

Tableau B-2

No du SH	Description	Importations en 2004 (millions \$)	Part (%)
87	Véhicules automobiles	49 214,0	24,0
84	Machines et appareils mécaniques	35 795,1	17,5
85	Machines, appareils et matériel électriques	16 092,3	7,8
39	Plastiques	10 452,5	5,1
27	Combustibles minéraux	7 258,6	3,5
90	Instruments de précision	6 787,1	3,3
48	Produits du papier	5 099,7	2,5
73	Articles en fer ou en acier	4 541,8	2,2
72	Fer et acier	4 263,5	2,1
29	Produits chimiques organiques	3 790,6	1,8
DIX PRINCIPALES CATÉGORIES		143 295,2	69,9
TOUS LES AUTRES, sauf 98 et 99		61 761,9	30,1
TOTAL PARTIEL		205 057,2	100,0
98 + 99	Transactions spéciales	3 815,9	
TOTAL		208 873,1	

Tableau B-3

No du SH	Description	Exportations en 2004 (millions \$)	Part (%)
71	Pierres/métaux précieux et bijouterie	3 275,8	15,0
84	Machines et appareils mécaniques	2 680,0	12,2
85	Machines, appareils et matériel électriques	2 025,5	9,2
88	Navigation aérienne ou spatiale	1 464,2	6,7
47	Pâte de bois	1 396,2	6,4
75	Nickel et ouvrages en nickel	1 084,8	5,0
27	Combustibles minéraux	865,9	4,0
90	Instruments de précision	713,0	3,3
26	Minerais, scories et cendres	695,8	3,2
87	Véhicules automobiles	638,4	2,9
DIX PRINCIPALES CATÉGORIES		14 839,6	67,7
TOUS LES AUTRES, sauf 98 et 99		7 068,9	32,3
TOTAL PARTIEL		21 908,6	100,0
98 + 99	Transactions spéciales	690,5	
TOTAL		22 599,1	

Les diamants et autres pierres/métaux précieux et bijoux ont aussi été responsables d'environ le tiers de l'augmentation des exportations de marchandises à destination de l'UE, avec un gain de 830,8 millions de dollars. Les exportations de machines et de matériel électriques ont aussi connu une expansion notable en 2004, avec une hausse de 566,5 millions de dollars, soit un peu plus du cinquième de l'augmentation totale des exportations, tandis que les combustibles minéraux, les oeuvres d'art (SH 97) et le nickel ont, ensemble, représenté un autre tiers. Au total, ces cinq plus importants secteurs de croissance ont été à l'origine de 91,4 p. 100 de l'augmentation globale de 2,7 milliards de dollars des exportations vers l'UE l'an dernier.

Les exportations d'aluminium (SH 76) et de pâte (SH 47) sont celles qui ont connu les baisses les plus importantes dans les exportations de marchandises vers l'UE en 2004, avec des reculs de 324,8 millions de dollars et de 123,0 millions de dollars, respectivement. Ces deux produits ont été les seuls à subir des pertes de plus de 100 millions de dollars. Cependant, quelque 34 des 96 chapitres du SH ont vu reculer leurs exportations vers l'UE en 2004.

Les importations de marchandises au Canada en provenance de l'UE ont progressé plus lentement que les exportations, avec une hausse de 4,8 p. 100 en 2004, à 42,0 milliards de dollars. Les machines et le matériel mécaniques ont été la plus importante catégorie d'importation en provenance de cette région, avec 7,5 milliards de dollars, soit près de 20 p. 100 de l'ensemble des importations de cette région. Parmi les autres principales catégories d'importation, il y a les combustibles minéraux, les produits pharmaceutiques et les véhicules automobiles, chacune représentant environ 10 p. 100 des importations l'an dernier (tableau B-4).

Du côté des importations, les gains ont été dominés par les produits pharmaceutiques (hausse de 446,0 millions de dollars), les combustibles minéraux (hausse de 418,9 millions de dollars), les véhicules automobiles (hausse de 346,5 millions de dollars), le fer et l'acier (hausse de 300,2 millions de dollars), les machines et le matériel électriques (hausse de 257,1 millions de dollars) et les instruments de précision (hausse de 148,3 millions de dollars). Venant annuler en partie ces gains, des baisses ont été enregistrées dans les importations de navires et bateaux (SH 89), soit 256,0 millions de dollars, de produits chimiques organiques (SH 29), soit 133,8 millions de dollars, et d'aéronefs (SH 88), soit 129,5 millions de dollars.

Le Japon

Le Japon a reçu 2,1 p. 100 des exportations de marchandises du Canada en 2004, ce qui représente une part à peu près similaire à celle observée en 2003. Pour l'ensemble de l'année, les exportations de marchandises ont augmenté de 4,7 p. 100, soit de 385,0 millions de dollars, pour atteindre 8,5 milliards de dollars.

Tableau B-4

No du SH	Description	Importations en 2004 (millions \$)	Part (%)
84	Machines et appareils mécaniques	7 529,1	18,2
27	Combustibles minéraux	4 363,6	10,5
30	Produits pharmaceutiques	4 186,2	10,1
87	Véhicules automobiles	3 988,0	9,6
85	Machines, appareils et matériel électriques	2 738,8	6,6
88	Navigation aérienne et spatiale	1 822,3	4,4
90	Instruments de précision	1 811,3	4,4
29	Produits chimiques organiques	1 543,7	3,7
22	Boissons et spiritueux	1 265,9	3,1
72	Fonte, fer et acier	1 129,4	2,7
	DIX PRINCIPALES CATÉGORIES	30 378,4	73,4
	TOUS LES AUTRES, sauf 98 et 99	11 000,4	26,6
	TOTAL PARTIEL	41 378,8	100,0
98 + 99	Transactions spéciales	605,3	
	TOTAL	41 984,1	

Les dix principaux produits exportés au Japon représentaient légèrement plus des trois quarts des exportations totales de marchandises vers ce pays. Le bois, avec un cinquième de l'ensemble des exportations, a été le principal bien exporté dans ce pays. Le Japon est un important marché pour les produits canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire et quelques-uns de ces produits figurent parmi les dix principaux produits d'exportation du Canada au Japon (tableau B-5).

Le bois a non seulement été le principal produit exporté vers le Japon, mais c'est celui qui a enregistré la hausse la plus importante de 2003 à 2004. Les exportations de bois ont progressé de 152,2 millions de dollars au cours de l'année. Dans le contexte de l'augmentation globale des exportations de produits et de matériaux industriels, les trois plus importants gains à l'exportation vers le Japon, après le bois, ont été l'aluminium (hausse de 123,0 millions de dollars), les autres métaux de base (SH 81 – hausse de 102,1 millions de dollars) et le nickel (SH 75 – hausse de 87,6 millions de dollars). Dans le cas de l'aluminium, la progression des exportations a été supérieure à 40 p. 100, tandis que pour les deux autres catégories de produits, elles ont plus que doublé (avec des hausses respectives de 142 p. 100 et de 121 p. 100).

Il y a eu trois replis notables dans les exportations au Japon en 2004 : les combustibles minéraux (SH 27) ont reculé d'un cinquième (21,5 p. 100), soit 102,4 millions de dollars; les machines et le matériel mécaniques ont fléchi de 31,9 p. 100, soit 99,0 millions de dollars, et les véhicules automobiles ont chuté de 62,4 p. 100, soit 85,4 millions de dollars.

Les importations de marchandises du Japon ont diminué en 2004 pour la seconde année consécutive, avec une baisse de 3,3 p. 100, soit 451,9 millions de dollars, à 13,4 milliards de dollars. Même si les Canadiens importent une gamme étendue de produits du Japon, les importations en provenance de ce pays sont fortement concentrées dans un petit nombre de

Tableau B-5

No du SH	Description	Exportations en 2004 (millions \$)	Part (%)
44	Véhicules automobiles	1 701,1	20,1
12	Graines oléagineuses, etc.	979,1	11,6
2	Viandes	777,0	9,2
47	Pâte de bois	550,5	6,5
26	Minerais, scories et cendres	514,3	6,1
3	Poissons et fruits de mer	488,6	5,8
76	Aluminium et ouvrages en aluminium	426,9	5,1
27	Combustibles minéraux	372,9	4,4
10	Céréales	334,2	4,0
85	Machines, appareils et matériel électriques	297,0	3,5
DIX PRINCIPALES CATÉGORIES		6 441,8	76,3
TOUS LES AUTRES, sauf 98 et 99		2 005,2	23,7
TOTAL PARTIEL		8 447,0	100,0
98 + 99	Transactions spéciales	82,0	
TOTAL		8 529,0	

Tableau B-6

No du SH	Description	Importations en 2004 (millions \$)	Part (%)
87	Véhicules automobiles	5 104,0	38,2
84	Machines et appareils mécaniques	2 865,9	21,5
85	Machines, appareils et matériel électriques	2 295,5	17,2
90	Instruments de précision	893,8	6,7
40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	342,3	2,6
88	Navigation aérienne et spatiale	267,3	2,0
73	Ouvrages en fonte, fer ou acier	259,6	1,9
39	Plastiques et ouvrages en plastique	139,5	1,0
72	Fonte, fer et acier	115,7	0,9
82	Outils et articles de coutellerie en métaux communs	102,8	0,8
DIX PRINCIPALES CATÉGORIES		12 386,4	92,8
TOUS LES AUTRES, sauf 98 et 99		958,3	7,2
TOTAL PARTIEL		13 344,7	100,0
98 + 99	Transactions spéciales	20,9	
TOTAL		13 365,6	

secteurs. Les dix principales catégories d'importation ont été à l'origine de près de 93 p. 100 des importations totales de marchandises du Japon. Les produits de l'automobile et les machines et le matériel (mécaniques et électriques) ont représenté plus des trois quarts de ces importations l'an dernier (tableau B 6).

Le Canada a importé 118,9 millions de dollars de plus en aéronefs (SH 88) du Japon en 2004, une hausse de plus de 80 p. 100 par rapport au niveau de 2003. Les importations de machines et matériel électriques ont progressé de 111,7 millions de dollars, tandis que les importations d'instruments de précision (SH 96) ont augmenté de 63,4 millions de dollars. Notons également que les importations de produits pharmaceutiques (SH 30) du Japon ont presque doublé en 2004, avec un gain de 30,6 millions de dollars.

La plus importante baisse des importations de marchandises du Japon s'est produite dans la catégorie des véhicules automobiles (recul de 534,8 millions de dollars). Parmi les autres replis notables, il y a les machines et le matériel mécaniques (baisse de 177,4 millions de dollars) et les jouets, jeux et articles de sport (SH 95), qui ont fléchi de 99,3 millions de dollars l'an dernier. Ces pertes et les reculs subis dans 39 autres chapitres du SH ont contribué à abaisser les importations totales en provenance du Japon l'an dernier.

La Chine

Les exportations de marchandises canadiennes en Chine ont augmenté de 38,8 p. 100, soit de 1,8 milliard de dollars, à 6,6 milliards de dollars en 2004. C'est la seconde augmentation consécutive des exportations vers ce pays. Les dix principales catégories d'exportation ont représenté près des trois quarts des exportations totales vers ce pays l'an dernier. Les exportations de pâte de bois ont dominé la liste, ce produit étant le seul dont les exportations dépassent le milliard de dollars. Les exportations de pâte de bois étaient en progression de près du quart par rapport au niveau de l'année précédente. La deuxième plus importante catégorie d'exportation – les produits chimiques organiques – a vu son niveau d'exportation doubler l'an dernier (hausse de 104,7 p. 100), tandis que les exportations de céréales ont bondi au troisième rang, avec un gain de plus de mille pour cent. Également digne de mention, les exportations canadiennes de produits de l'automobile et de machines et matériel ont représenté près du cinquième des exportations totales vers la Chine (tableau B 7).

Tableau B-7

À la lumière de la forte croissance rapportée ci-dessus, il n'est pas étonnant que les exportations de céréales soient celles qui aient augmenté le plus en 2004 – avec un gain de 698,1 millions de dollars. Les exportations de produits chimiques organiques (SH 29) vers la Chine ont aussi enregistré une progression importante, soit 442,0 millions de dollars, comme les exportations de pâte (SH 47), en hausse de 200,7 millions de dollars, et les exportations de nickel (SH 75), avec un gain de 139,9 millions de dollars. Par contre, les exportations de produits de l'automobile ont fléchi de 247,1 millions de dollars en 2004, rétrocedant ainsi la plus grande partie des gains faits en 2003. Les exportations de machines et de matériel électriques ont aussi diminué, de quelque 31 millions de dollars, soit le deuxième plus important recul dans les exportations de produits vers la Chine l'an dernier.

No du SH	Description	Exportations en 2004 (millions \$)	Part (%)
47	Pâte de bois	1 038,8	15,9
29	Produits chimiques organiques	864,2	13,2
10	Céréales	764,2	11,7
87	Véhicules automobiles	479,6	7,3
84	Machines et appareils mécaniques	363,3	5,5
85	Machines, appareils et matériel électriques	338,2	5,2
03	Poissons et fruits de mer	297,7	4,5
31	Engrais	274,9	4,2
75	Nickel et ouvrages en nickel	232,6	3,6
26	Minerais, scories et cendres	159,4	2,4
	DIX PRINCIPALES CATÉGORIES	4 813,0	73,5
	TOUS LES AUTRES, sauf 98 et 99	1 734,9	26,5
	TOTAL PARTIEL	6 547,9	
98+ 99	Transactions spéciales	66,4	
	TOTAL	6 614,3	

Les importations canadiennes de marchandises en provenance de la Chine étaient également en forte hausse en 2004, mais l'augmentation n'a pas été aussi rapide que celle des exportations – les importations ont progressé de 29,6 p. 100. Cela représente une hausse de 5,5 milliards de dollars pour l'année. Les importations de machines et de matériel (37,6 p. 100 du total), de biens de consommation divers, comme les meubles et les jouets et jeux (15,3 p. 100), et de chaussures et vêtements (12,2 p. 100) figuraient parmi les principales catégories d'importation (tableau B-8).

Les principales catégories d'importation mentionnées ci-dessus dominant aussi la liste des gains enregistrés dans les importations de marchandises de la Chine : les machines et le matériel mécaniques (hausse de 1,7 milliard de dollars) et électriques (hausse de 1,1 milliard de dollars), suivies du fer et de l'acier et des articles connexes (SH 72 et SH 73 – hausse conjuguée de quelque 443 millions de dollars) et des meubles et accessoires (hausse de 380 millions de dollars).

Tableau B-8

No du SH	Description	Importations en 2004(millions \$)	Part (%)
84	Machines et appareils mécaniques	4 704,7	19,6
85	Machine, appareils et matériel électriques	4 325,2	18,0
95	Jouet, jeux et articles de sport	2 047,5	8,5
94	Meubles et accessoires	1 637,2	6,8
62	Vêtements tissés	1 119,9	4,7
64	Chaussures	913,3	3,8
61	Vêtements tricotés ou crochetés	886,9	3,7
73	Ouvrages en fonte, fer ou acier	755,4	3,1
39	Plastique et produits en plastique	720,8	3,0
90	Instruments de précision	679,6	2,8
	DIX PRINCIPALES CATÉGORIES	17 790,4	73,9
	TOUS LES AUTRES, sauf 98 et 99	6 268,3	26,1
	TOTAL PARTIEL	24 058,7	100,0
98 + 99	Transactions spéciales	25,7	
	TOTAL	28 084,4	

ENCADRÉ C : L'IMPORTANCE CROISSANTE DES ÉCHANGES NORD-SUD

En 2002, les exportations mondiales de marchandises ont atteint 6,5 billions de dollars US, tandis que les exportations de services commerciaux totalisaient 1,7 billion de dollars US. Les économies industrialisées à revenu élevé détiennent la part du lion de ces échanges, ce qui ne saurait étonner puisqu'elles produisent aussi plus de 70 p. 100 du PIB mondial. Elles font beaucoup de commerce entre elles (échanges Nord-Nord) – leurs échanges réciproques représentaient la moitié des exportations mondiales de marchandises en 2002. Les échanges entre les pays en développement (commerce Sud-Sud) représentaient moins de 15 p. 100 des exportations mondiales de marchandises, le reste, soit environ le tiers, étant représenté par les échanges entre pays industrialisés et pays en développement, c'est-à-dire le commerce Nord-Sud.

Au cours des dernières décennies, et notamment durant les années 90, nous avons assisté à une expansion des échanges Nord-Sud. En 2002, la part du commerce Nord-Sud dans les échanges mondiaux de marchandises atteignait 37 p. 100, alors qu'elle était de 30 p. 100 en 1970; durant la même période, la part des échanges Sud-Sud a progressé de 5,6 p. 100 à 14,1 p. 100, tandis que la part des échanges Nord-Nord reculait de plus de 60 p. 100 à 50 p. 100 (tableau C-1). L'expansion des échanges Nord-Sud est principalement attribuable à l'augmentation des importations des pays industrialisés du Nord en provenance du Sud. Ces importations ont crû de façon substantielle, passant de seulement 3 p. 100 du PIB des pays du Nord au début des années 70 à près de 7 p. 100 en 2001.

Dans cet encadré, nous tentons de comprendre les forces à l'origine de l'expansion des échanges Nord-Sud au cours des dernières décennies.

Tableau C-1 : Parts des exportations de marchandises du Nord et du Sud, 1970-2002 (en pourcentage)

	1970	1980	1990	2000	2002
Exportations des pays industrialisés					
vers les pays industrialisés (Nord-Nord)	64,2	59,5	61,3	49,7	48,9
vers les pays à revenu faible ou moyen (Nord-Sud)	18,4	18,9	15,9	17,5	17,3
exportations totales du Nord	82,6	78,4	77,2	67,2	66,2
Exportations des pays à revenu faible ou moyen					
vers les pays industrialisés (Sud-Nord)	11,8	13,6	14,5	19,7	19,8
vers les pays à revenu faible ou moyen (Sud-Sud)	5,6	8	8,3	13,1	14,1
exportations totales du Sud	17,4	21,6	22,8	32,8	33,9
Commerce total Nord-Sud	30,2	32,5	30,4	37,2	37,1

Source : FMI, Direction of Trade Statistics.

Les échanges Nord-Sud

L'expansion des échanges Nord-Sud au cours de la dernière décennie a été façonnée par divers événements historiques survenus principalement au début des années 90, entre autres la transformation des anciennes économies socialistes en économies de marché au lendemain de la Guerre froide, l'émergence de la Chine comme puissance économique mondiale de premier rang, ainsi que la signature de l'ALENA qui a permis au Mexique d'entrer dans la zone de libre-échange nord-américaine. Ces événements ont modifié fondamentalement la structure de l'économie mondiale et pavé la voie à l'expansion des échanges Nord-Sud.

Le tableau C-2 montre les changements survenus dans les parts régionales des importations de marchandises des pays industrialisés en provenance de divers pays du Sud. On constate une augmentation significative des importations des pays industrialisés provenant de la Chine; la part de ce pays dans les importations totales des pays industrialisés en provenance du Sud a augmenté de façon significative, passant de 2,1 p. 100 en 1970 à

plus du quart en 2001. Le cas du Mexique est tout aussi impressionnant, quoique dans une mesure moindre que la Chine. Ce pays a vu sa part des importations totales des pays industrialisés en provenance du Sud passer de 5 p. 100 en 1970 à 16 p. 100 en 2001. Par contre, les pays d'Afrique, d'Amérique latine et de l'Océanie ont vu reculer leurs parts des importations des pays industrialisés provenant du Sud, tandis que les importations des autres pays d'Asie (principalement de l'Asie du Sud), des pays d'Europe centrale et de l'Est et de la Russie sont demeurées stables.

Les influences régionales dans l'évolution des échanges Nord-Sud se profilent derrière ces tendances. Ainsi, les importations japonaises du Sud ont été complètement dominées par la Chine, d'où en provient plus de la moitié. En Europe, les importations en provenance des pays d'Europe centrale et de l'Est ont représenté 37,5 p. 100 des importations totales de l'UE provenant des pays du Sud. Enfin, en Amérique du Nord, les importations canadiennes et américaines en provenance du Sud ont principalement pour origine le Mexique et la Chine.

Tableau C-2 : Parts régionales des importations de marchandises des pays industrialisés provenant des pays à revenu faible ou moyen, 1970-2001 (en pourcentage)

	Ensemble des pays industrialisés			
	1970	1980	1990	2001
Afrique	24,6	21,1	13,4	7,3
Chine	2,1	4,8	15,9	25,8
ANASE	8,5	10,1	13,0	12,5
Autres pays d'Asie	9,3	7,9	10,3	9,1
Océanie	2,1	2,4	0,9	0,6
Mexique	4,8	9,1	10,8	15,6
Autres pays d'Amérique	28,6	21,1	17,6	10,4
ECE et Russie	19,9	23,5	18,1	18,7

Source : OCDE.

En ce qui a trait aux exportations du Nord vers le Sud, le tableau est à peu près similaire à celui des importations, les pays d'Europe centrale et de l'Est, le Mexique et la Chine venant en tête de liste. Seule exception, les pays d'Europe centrale et de l'Est et la Russie devançant nettement les autres régions en tant que destination des exportations des pays industrialisés vers le Sud. Avec près du quart des exportations du Nord vers les pays du Sud, cette région a constitué une destination plus importante que la Chine ou le Mexique. En revanche, les pays d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique latine ont vu leurs parts relatives régresser dans les exportations totales des pays industrialisés vers le Sud.

Comme dans le cas des importations, des influences régionales sont à l'œuvre derrière ces tendances. Les exportations de l'UE vers les pays d'Europe centrale et de l'Est ont représenté 44 p. 100 des exportations totales de l'UE vers le Sud. Les exportations de cette région vers la Chine et le Mexique ont été moins importantes. En fait, l'UE exporte davantage en Afrique qu'au Mexique et en Chine pris ensemble. Les exportations japonaises vers le Sud ont été dominées par deux économies, celles de la Chine et de l'ANASE. Dans le cas des États-Unis, la principale destination des exportations a été le Mexique, qui reçoit 46 p. 100 de l'ensemble des exportations américaines vers le Sud. Les principaux marchés d'exportation du Canada parmi les pays du Sud sont la Chine et les autres pays de l'hémisphère occidental, notamment le Mexique.

Tableau C-3 : Parts régionales des exportations de marchandises des pays industrialisés vers les pays à revenu faible ou moyen, 1970-2001 (en pourcentage)

	Ensemble des pays industrialisés			
	1970	1980	1990	2001
Afrique	24,6	21,9	16,4	9,9
Chine	3,5	6,2	7,8	12,3
ANASE	6,9	7,0	13,1	11,3
Autres pays d'Asie	13,0	12,4	13,1	9,6
Mexique	6,5	9,4	12,8	17,5
Autres pays d'Amérique	22,3	19,2	15,6	14,7
Océanie	2,6	1,5	1,2	0,8
ECE et Russie	20,6	22,4	20,0	23,8

Source : OCDE.

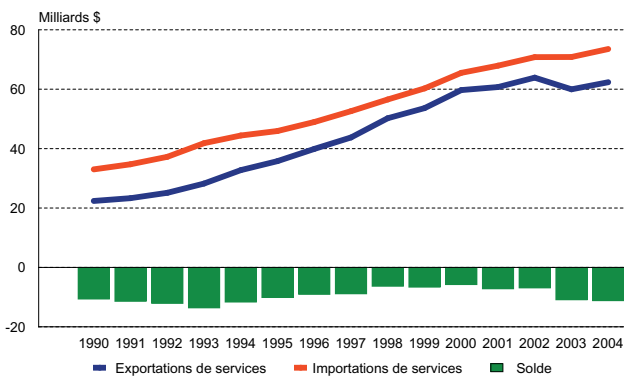
Dans l'ensemble, divers événements historiques, en particulier dans les années 90, ont contribué à transformer la structure du commerce mondial – notamment la chute du rideau de fer, l'ouverture de la Chine et l'adhésion du Mexique à l'Accord de libre-échange Canada–États-Unis pour former l'ALENA – et suscité une expansion des échanges commerciaux entre les pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, entre la Chine et le Japon, entre la Chine et les États-Unis, et entre le Mexique et le Canada et les États-Unis, qui s'est traduite par une importance croissante du commerce Nord-Sud.

II. LES SERVICES

Les exportations canadiennes de services n'ont pas suivi le rythme des exportations canadiennes de biens l'an dernier. Pour l'ensemble de 2004, les exportations de services du Canada ont augmenté de 2,4 milliards de dollars, soit 4,0 p. 100, à 62,3 milliards de dollars (figure 2-1). À ce niveau, les exportations de services représentaient 12,7 p. 100 de l'ensemble des exportations de biens et de services. En d'autres termes, les services ont été à l'origine d'environ un dollar de chaque tranche de huit dollars d'exportations canadiennes l'an dernier.

Figure 2-1

Commerce des services, 1990-2004



Les importations de services au Canada ont aussi augmenté l'an dernier, soit de 2,7 milliards de dollars, à 73,5 milliards de dollars, un gain de 3,8 p. 100 par rapport au niveau observé un an plus tôt. Les importations de services représentaient donc 16,8 p. 100 des importations totales de biens et de services, soit près d'un dollar pour chaque tranche de six dollars d'importations canadiennes.

Puisque l'augmentation de la valeur des exportations de services (2,4 milliards de dollars) a été inférieure à celle des importations de services (2,7 milliards de dollars), le déficit du Canada au compte des services s'est creusé de 0,3 milliard de dollars, à 11,2 milliards de dollars, en 2004. C'est la seconde augmentation annuelle consécutive du déficit du commerce des services.

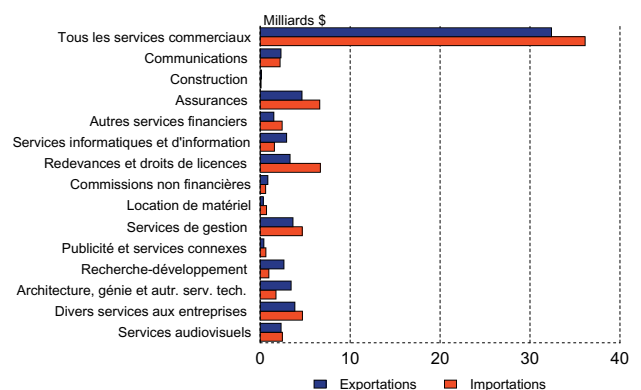
Le commerce des services comprend quatre catégories – les services commerciaux, les services de voyage, les services de transport et les services gouvernementaux. Chacune de ces catégories est examinée plus en détail ci-dessous.

Les services commerciaux

Les services commerciaux constituent la plus importante composante des services, représentant environ la moitié de l'ensemble du commerce des services. Cette catégorie englobe notamment les services comptables, juridiques, financiers, d'assurance, d'architecture, d'informatique, de communication et de publicité, pour n'en nommer que quelques-uns. En 2004, les services commerciaux a été la seule grande composante des services à subir des pertes. Les exportations totales de services commerciaux ont reculé de 1,2 milliard de dollars, à 32,4 milliards de dollars, une diminution de 3,5 p. 100 (figure 2-2). Par suite de cette baisse, la part des services commerciaux dans les exportations totales de services a glissé de 56,0 p. 100 il y a deux ans, à 51,9 p. 100 l'an dernier. C'est la seconde année consécutive où les exportations de services commerciaux enregistrent une baisse.

Figure 2-2

Échanges de services commerciaux, 2004



En 2004, neuf des quatorze catégories qui composent les services commerciaux ont vu leurs exportations diminuer par rapport à 2003. Des reculs notables – d'un quart de milliard de dollars ou plus – ont été enregistrés dans les *services de gestion* (baisse de 387 millions de dollars, soit 9,6 p. 100), la *recherche-développement* (baisse de 262 millions de dollars, soit 9,0 p. 100), les *redevances et droits de licences* (baisse de 254 millions de dollars, soit 7,1 p. 100) et les *services informatiques et d'information* (baisse de 251 millions de dollars, soit 7,9 p. 100). L'augmentation des recettes d'exportation dans la catégorie des *commissions non financières* (hausse de 129 millions de dollars, soit 17,8 p. 100) et celle des *services d'assurance* (hausse de 120 millions de dollars, soit 2,7 p. 100) a contribué à limiter les reculs subis dans les exportations de services commerciaux.

Les importations de services commerciaux au Canada ont aussi fléchi en 2004, cédant 1,0 milliard de dollars, à 36,1 milliards de dollars. Cela représente une baisse de 2,7 p. 100 par rapport au niveau de 2003. En raison de cette diminution, la part des services commerciaux dans les importations totales de services a glissé de 52,4 p. 100 en 2003, à 49,1 p. 100 l'an dernier.

De façon similaire aux exportations de services commerciaux, neuf des quatorze composantes ont enregistré des niveaux inférieurs d'importations en 2004 par rapport à 2003. Les reculs les plus marqués sont survenus dans les catégories de la *recherche-développement* (baisse de 410 millions de dollars, soit 29,8 p. 100), des *services de gestion* (baisse de 404 millions de dollars, soit 8,0 p. 100) et les *services d'assurance* (baisse de 371 millions de dollars, soit 5,3 p. 100). Les augmentations enregistrées dans les *services divers aux entreprises* (hausse de 264 millions de dollars, soit 6,0 p. 100) et les *services informatiques et d'information* (hausse de 144 millions de dollars, soit 10,0 p. 100) ont contribué à limiter la baisse globale.

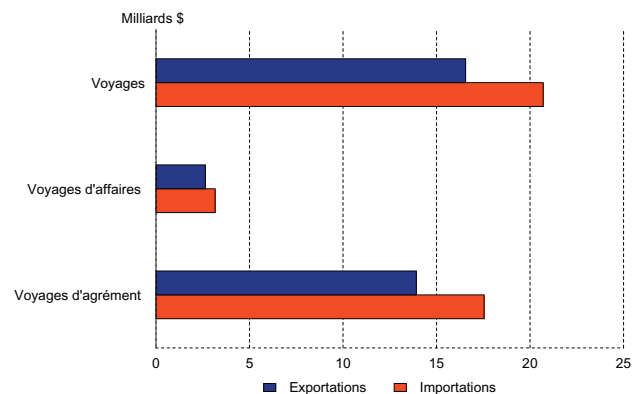
Les exportations de services commerciaux canadiens ayant diminué davantage que les importations, la composante des services commerciaux a vu son solde global baisser l'an dernier, avec une détérioration de 0,2 milliard de dollars du déficit commercial, qui s'est établi à 3,7 milliards de dollars pour l'année.

Les services de voyage

Les services de voyage représentent la deuxième plus importante catégorie d'exportations de services au Canada, derrière les services commerciaux. Après avoir atteint un sommet de 16,7 milliards de dollars en 2002, les exportations de services de voyage (c'est à dire les étrangers qui achètent des biens et services canadiens) ont accusé un recul en 2003 par suite de l'épidémie de SARS dans la région de Toronto et, on peut le penser, de l'appréciation rapide du dollar canadien par rapport à la devise américaine. L'an dernier, les exportations de services de voyage ont rebondi à 16,6 milliards de dollars, ce qui est environ 190 millions de dollars de moins que le sommet précédent. Cela constitue un rattrapage de 1,8 milliard de dollars, soit une augmentation de 12,3 p. 100 de ces exportations. Les deux sous-catégories qui composent les services de voyage – les *voyages d'affaires* et les *voyages d'agrément* – ont l'une et l'autre enregistré un taux de croissance de leurs exportations dans les deux

chiffres. Les *services de voyages d'affaires*, la plus petite des deux sous-catégories, a vu ses exportations augmenter de 10,4 p. 100, soit 248 millions de dollars, à 2,6 milliards de dollars, tandis que les exportations de *services de voyages d'agrément* progressaient de 12,6 p. 100, soit 1,6 milliard de dollars, à 13,9 milliards de dollars. Dans l'ensemble, les services de voyage ont représenté 26,6 p. 100 des exportations totales de services en 2004, un gain de 24,6 p. 100 par rapport à l'année précédente (figure 2-3).

Figure 2-3
Échanges de services de voyage, 2004



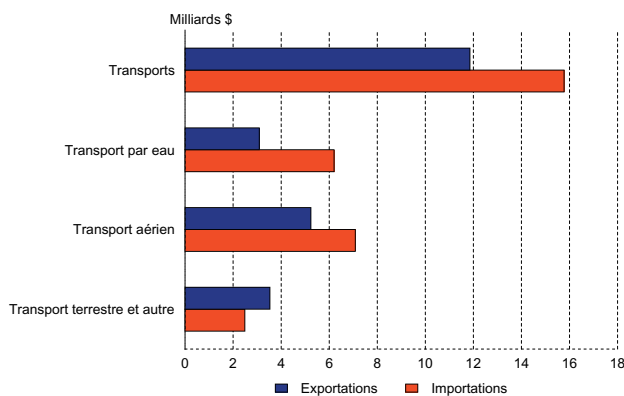
Les importations de services de voyage ont enregistré une augmentation globale de 11,3 p. 100 en 2004, soit 2,1 milliards de dollars, à 20,7 milliards de dollars. Cependant, contrairement aux exportations, les deux sous-catégories n'étaient pas en hausse l'an dernier : les importations de *services de voyages d'affaires* ont fléchi de 228 millions de dollars, soit 6,7 p. 100, à 3,2 milliards de dollars, tandis que les importations de *services de voyages d'agrément* ont progressé de 15,3 p. 100, soit 2,3 milliards de dollars, à 17,5 milliards de dollars l'an dernier.

En dépit de la vigueur du dollar par rapport à la devise américaine, les dépenses des voyageurs canadiens pour des destinations outre-mer ont augmenté presque deux fois plus rapidement que celles consacrées aux voyages aux États-Unis. Les paiements ont progressé plus rapidement que les recettes et, à 4,1 milliards de dollars, le déficit au poste des voyages a été plus important en 2004 qu'en 2003, lequel avait été le plus élevé depuis la période 1990-1994. Dans l'ensemble, le déficit des *services de voyages d'agrément* s'est creusé de 0,8 milliard de dollars, à 3,6 milliards de dollars, tandis que le déficit des *services de voyages d'affaires* a été réduit de moitié, passant de 1,0 milliard de dollars en 2003 à 0,5 milliard de dollars l'an dernier.

Les services de transport

Avec environ le cinquième des échanges totaux de services, les services de transport représentent la troisième plus importante des quatre grandes sous-catégories de services. En 2004, le commerce des services de transport a connu un très bon rythme : les exportations totales de services de transport ont progressé de 15,3 p. 100, c'est-à-dire de 1,6 milliard de dollars, à 11,9 milliards de dollars, tandis que les importations ont augmenté de 10,9 p. 100, soit 1,5 milliard de dollars, à 15,8 milliards de dollars (figure 2-4).

Figure 2-4
Échanges de services de transport, 2004



Les trois sous-composantes des services de transport ont vu leurs exportations augmenter en 2004. La plus importante, celle des *services de transport aérien*, a été à l'origine d'environ 60 p. 100 de l'augmentation globale de 1,6 milliard de dollars des exportations de services de transport, soit 0,9 milliard de dollars. Les exportations de ces services ont bondi de 21,6 p. 100, à 5,2 milliards de dollars l'an dernier. Les *services de transport maritime* ont aussi contribué à la progression générale, avec une croissance de 19,8 p. 100, à 3,1 milliards de dollars, un gain de plus de 0,5 milliard de dollars. Enfin, les *services de transport terrestre et autres* ont fourni la contribution résiduelle de 0,1 milliard de dollars à l'augmentation globale des exportations, avec une hausse de 3,9 p. 100, à 3,5 milliards de dollars.

Du côté des importations, les gains enregistrés dans les *services de transport aérien* (hausse de 0,9 milliard de dollars, soit 14,9 p. 100) et dans

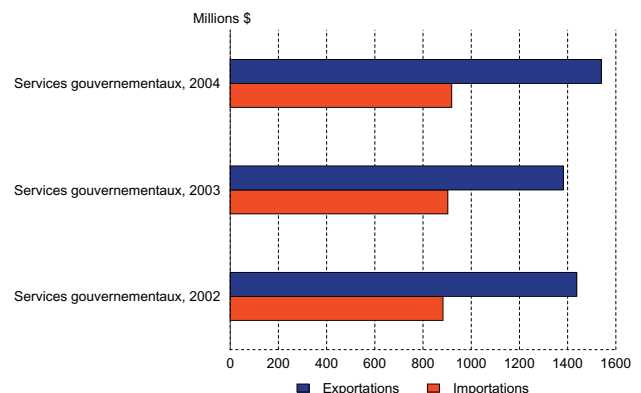
les *services de transport maritime* (hausse de 0,6 milliard de dollars, soit 11,5 p. 100) ont été partiellement annulés par le léger recul des *services de transport terrestre et autres*, soit 9 millions de dollars, ou 0,4 p. 100.

Avec une augmentation plus rapide (et légèrement plus importante) des exportations de services de transport par rapport aux importations, on a observé une légère amélioration de 24 millions de dollars du déficit global des services de transport en 2004, à 3,9 milliards de dollars. Les sous-catégories des *services de transport aérien* et des *services de transport terrestre et autres* ont contribué à réduire le déficit, tandis que les services de transport maritime ont ajouté à celui-ci.

Les services gouvernementaux

Les services gouvernementaux sont la dernière en importance des quatre sous-catégories de services; ils englobent les transactions internationales liées principalement aux activités de représentation officielle et aux activités militaires. Ces services ont enregistré une augmentation relativement importante du côté des exportations (11,3 p. 100, soit 156 millions de dollars) et une légère augmentation du côté des importations (1,8 p. 100, soit 16 millions de dollars) l'an dernier. Pour l'ensemble de l'année 2004, l'effet net a été une augmentation de 140 millions de dollars de l'excédent commercial pour cette catégorie de services, à 620 millions de dollars (figure 2-5).

Figure 2-5
Échanges de services gouvernementaux, 2002-2004



Le commerce des services par région

Comme dans le cas des biens, les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada dans le secteur des services, accaparant près de six dollars de chaque tranche de dix dollars d'échanges de services (57,3 p. 100 en 2004). Cela vaut tant pour les exportations de services, où la part des États-Unis dans les exportations totales de services atteignait 57,8 p. 100 l'an dernier, que pour les importations de services, où la part des États-Unis dans les importations totales de services était de 56,9 p. 100.

Le commerce des services avec les États-Unis

Les exportations de services aux États-Unis ont progressé de 0,4 milliard de dollars, soit 1,1 p. 100, pour atteindre un peu plus de 36,0 milliards de dollars en 2004. Cette expansion ne fait que partiellement compenser le recul de 2,7 milliards de dollars enregistré en 2003. Les gains sont survenus dans les exportations de services de transport, où la hausse a été de 292 millions de dollars, et les services gouvernementaux, qui ont progressé de 118 millions de dollars. L'augmentation de 646 millions de dollars enregistrée dans les exportations de services de voyage a été annulée par une baisse importante (659 millions de dollars) des exportations de services commerciaux aux États-Unis.

Les importations de services en provenance des États-Unis ont fléchi de 0,4 milliard de dollars, soit 1,1 p. 100, à 41,8 milliards de dollars l'an dernier. L'augmentation de 0,9 milliard de dollars des importations de services de voyage et celle de 0,4 milliard de dollars des importations de services de transport ont été plus que compensées par le recul de 1,7 milliard de dollars enregistré dans les importations de services commerciaux.

Les exportations de services ayant augmenté de 0,4 milliard de dollars et les importations de services ayant diminué de 0,4 milliard de dollars, le déficit au poste du commerce des services avec les États-Unis s'est refermé de 0,8 milliard de dollars, à 5,8 milliards de dollars, en 2004.

Le commerce des services avec l'Union européenne

Les exportations de services canadiens vers l'Union européenne sont celles qui ont augmenté le plus, en termes absolus, parmi les diverses régions

géographiques en 2004, avec un gain de 0,9 milliard de dollars, soit 8,9 p. 100, à 11,2 milliards de dollars. Avec une telle hausse, l'UE a été à l'origine de près de 40 p. 100 de l'augmentation globale de 2,4 milliards de dollars des exportations de services l'an dernier. Les exportations de services de voyage et de services de transport ont crû de plus de 20 p. 100 durant l'année, fournissant ainsi la totalité des gains. Les exportations de services de voyage étaient en hausse de 20,5 p. 100, soit 0,5 milliard de dollars, à 2,9 milliards de dollars, tandis que les exportations de services de transport augmentaient de 22,3 p. 100, soit 0,6 milliard de dollars, à 3,2 milliards de dollars. Néanmoins, un léger repli de 0,2 milliard de dollars, soit 3,0 p. 100, des exportations de services commerciaux vers l'UE a annulé en partie ces gains.

Les importations de services en provenance de l'UE étaient aussi en hausse en 2004, gagnant 0,7 milliard de dollars, soit 6,6 p. 100, à 12,0 milliards de dollars. L'essentiel de l'augmentation provient des services de voyage, dont les importations ont bondi de 18,8 p. 100, soit 0,6 milliard de dollars, à 3,8 milliards de dollars. Les importations de services de transport ont également augmenté l'an dernier, soit de 8,4 p. 100, ou 0,3 milliard de dollars, à 3,8 milliards de dollars. Comme dans le cas des exportations de services vers l'UE examinées ci-dessus, il y a eu un recul des importations de services commerciaux en provenance de l'UE. Ces importations ont fléchi de 3,6 p. 100, soit 0,2 milliard de dollars, à 4,1 milliards de dollars, limitant ainsi les gains dans les importations de services de l'UE.

Au total, le déficit du commerce des services entre le Canada et l'UE s'est refermé de 0,2 milliard de dollars, passant de 0,9 milliard de dollars en 2003 à 0,7 milliard de dollars l'an dernier.

Le commerce des services avec le Japon

Les exportations de services au Japon ont accéléré en 2004, progressant de plus d'un tiers, soit 0,5 milliard de dollars, à 1,9 milliard de dollars. Les trois plus importantes sous-catégories des services – les services de voyage, les services de transport et les services commerciaux – ont fait des gains, respectivement, de 56,2 p. 100, 35,9 p. 100 et 23,4 p. 100. Les exportations de services gouvernementaux sont demeurées inchangées, à 32 millions de dollars pour l'année.

Une augmentation de 32 millions de dollars des importations de services de voyage du Japon (hausse de 15,9 p. 100) a été compensée par un recul de 32 millions de dollars des importations de services de transport (baisse de 6,7 p. 100). Par conséquent, les gains globaux dans les importations de services du Japon ont été déterminés par l'avancée des importations de services commerciaux. Celles-ci ont augmenté d'un peu plus de 1,0 milliard de dollars (57,5 p. 100). Ainsi, les importations de services du Japon ont progressé d'un peu plus de 1,0 milliard de dollars, à 3,5 milliards de dollars, en 2004.

Les importations de services en provenance du Japon ayant augmenté de 1,0 milliard de dollars et les exportations de services n'ayant augmenté que de la moitié de ce montant, le déficit bilatéral entre le Canada et le Japon au poste des services s'est creusé de 0,5 milliard de dollars, à 1,6 milliard de dollars, en 2004.

Le commerce des services avec les autres pays de l'OCDE

Les exportations de services vers les autres pays de l'OCDE ont progressé de 0,5 milliard de dollars en 2004, les trois grandes catégories de services ayant fait des gains. Les exportations de services de transport ont augmenté d'un peu plus de 0,2 milliard de dollars (30,3 p. 100), tandis que les exportations de services commerciaux ont progressé d'un peu moins de 0,2 milliard de dollars (13,7 p. 100). Les exportations de services de voyage étaient aussi en hausse, soit de 0,1 milliard de dollars, ou 8,4 p. 100.

Les importations canadiennes de services en provenance des autres pays de l'OCDE ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, soit 1,3 p. 100 l'an dernier. Les gains dans les importations de services de transport (75 millions de dollars) et de services de voyage (6 millions de dollars) ont été en partie annulés par un repli de 29 millions de dollars dans les importations de services commerciaux en provenance de ces pays.

Les exportations de services ayant augmenté de plus d'un demi milliard de dollars et les importations de services n'ayant augmenté que d'environ 53 millions de dollars, le déficit du Canada avec les autres pays de l'OCDE au poste des services a reculé de 467 millions de dollars en 2004, pour s'établir à 127 millions de dollars.

Le commerce des services avec les pays non-membres de l'OCDE

Les exportations de services canadiens vers les pays non-membres de l'OCDE n'ont enregistré qu'une hausse marginale (44 millions de dollars, soit 0,5 p. 100) en 2004. Les gains faits dans les services de voyage (hausse de 0,4 milliard de dollars) et les services de transport (hausse de 0,3 milliard de dollars) ont été un peu plus que compensés par la baisse de 0,7 milliard de dollars des exportations de services commerciaux. L'augmentation de 49 millions de dollars des exportations de services gouvernementaux explique le gain net observé dans les exportations de services vers cette région.

Du côté des importations, l'augmentation survenue dans les services de voyage (hausse de 0,6 milliard de dollars) et dans les services de transport (hausse de 0,8 milliard de dollars) n'a été que partiellement annulée par le recul de 0,1 milliard de dollars des importations de services commerciaux. Globalement, les importations canadiennes de services en provenance de la région hors-OCDE ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, soit 11,9 p. 100, à 12,2 milliards de dollars en 2004.

Dans l'ensemble, le déficit des échanges de services avec cette région s'est creusé de 1,3 milliard de dollars, pour atteindre 2,9 milliards de dollars l'an dernier.

III. LE COMPTE COURANT

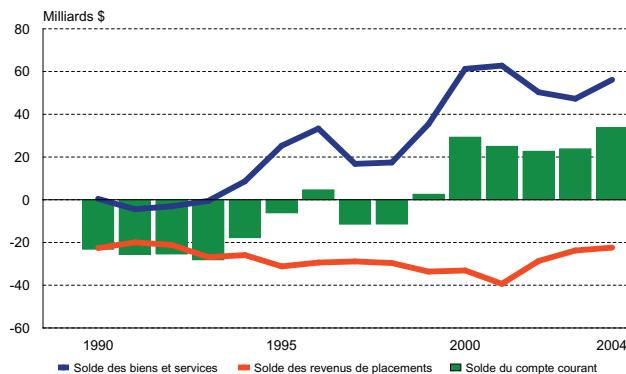
Le compte courant est l'une des deux grandes composantes de la balance des paiements : l'autre est le compte de capital. Le compte courant enregistre les mouvements de biens, de services, de revenus de placements et de transferts entre le Canada et les autres pays. Le compte de capital et financier mesure les mouvements de capitaux à court et à long terme entre le Canada et le reste du monde. Puisque la balance des paiements doit avoir un solde nul, l'excédent (déficit) du compte courant doit correspondre au déficit (excédent) du compte de capital et financier.

En 2004, le compte courant du Canada a affiché un excédent record de 33,8 milliards de dollars par suite d'un gain de 10,0 milliards de dollars sur le niveau observé un an plus tôt. Il s'agit du sixième excédent annuel consécutif (figure 3-1). L'excédent du compte courant pour 2004 est d'environ 61,9 milliards de dollars plus élevé que le niveau le plus bas enregistré, soit en 1993.

En 2004, l'excédent des échanges de biens s'est établi à 67,3 milliards de dollars, le niveau le plus élevé en trois ans et le deuxième plus élevé de tout temps. Tel qu'indiqué au chapitre I, les exportations et les importations ont atteint des niveaux records, sous l'effet des valeurs plus élevées des échanges de produits industriels et de produits énergétiques. En outre, le déficit du compte des services s'est accru de 0,3 milliard de dollars sur l'année. Les services de voyage et les services commerciaux ont contribué à l'accroissement du déficit du compte des services.

Figure 3-1

Balance des paiements courants et principaux éléments, 1990-2004



Le déficit du compte des revenus de placements a diminué de 1,3 milliard de dollars en 2004, grâce à une progression des recettes supérieure à celle des paiements. Le déficit de l'an dernier est le moins élevé depuis 1992 et il survient trois ans seulement après que le pays ait enregistré son déficit le plus élevé au poste des revenus de placements (39,4 milliards de dollars). Pour l'essentiel, les gains sont imputables au solde des investissements de portefeuille. Alors que les recettes provenant de l'étranger au titre des investissements de portefeuille ont fléchi de 0,2 milliard de dollars, les paiements faits à des investisseurs étrangers ont diminué de 1,4 milliard de dollars, le déficit de ce poste se refermant donc de 1,2 milliard de dollars. Tant les bénéfices gagnés à l'étranger par des Canadiens que les bénéfices réalisés sur l'investissement étranger direct au Canada ont augmenté de façon significative par rapport à leurs niveaux de 2003; cependant, les paiements ont augmenté légèrement plus que les recettes, avec pour résultat que le déficit au poste des revenus d'investissement direct s'est creusé de 0,3 milliard de dollars. L'amélioration de 0,4 milliard de dollars du solde des autres revenus de placements a été plus que suffisante pour compenser cette perte.

Le solde des transferts courants a reculé de près de 150 millions de dollars pour inscrire un excédent de 125 millions de dollars en 2004.

Analyse régionale

Les États-Unis

Jusqu'en 1993, le Canada a enregistré un déficit dans son compte courant avec les États-Unis, sauf durant la période de six ans allant de 1982 à 1987. Cette situation de longue date a changé en 1994, alors que le Canada a enregistré un excédent de 4,9 milliards de dollars, le premier de ce qui est devenu une série ininterrompue de onze années d'excédents.

En 2004, le solde du compte courant bilatéral Canada-États-Unis a progressé de 12,6 milliards de dollars pour atteindre 75,3 milliards de dollars – ce qui est supérieur à l'augmentation totale de l'excédent du compte courant du Canada avec le monde. Les soldes des quatre grandes composantes du compte courant – les biens, les services, les revenus de placements et les transferts courants – montrent une amélioration

pour l'année. Comme il ressort du chapitre I, l'excédent du commerce bilatéral des biens Canada–États-Unis a franchi la barre des 100 milliards de dollars en 2004, grâce à un gain de 11,3 milliards de dollars qui l'a porté à 101,8 milliards de dollars. Les exportations ont augmenté à près de 2 p. 100 et les importations à près de 6 p. 100 de leur niveau record, enregistré en 2000. Les exportations des sept grands groupes de biens étaient en hausse, les produits industriels, les produits énergétiques et les produits forestiers venant en tête de liste. Cinq des sept grandes catégories de biens ont affiché une hausse des importations. C'est dans la catégorie des produits industriels et celle des produits énergétiques que l'augmentation des importations a été la plus forte, tandis que les importations de produits de l'agriculture et de la pêche et de biens de consommation provenant des États-Unis ont diminué.

Le déficit du Canada dans son commerce bilatéral des services a fondu de plus de 0,8 milliard de dollars en 2004, grâce à une augmentation des exportations aux États-Unis de 1,1 p. 100 et d'une baisse des importations dans une proportion correspondante. Au niveau sectoriel, une bonne partie des gains est attribuable aux services commerciaux, où la baisse des paiements a été deux fois et demie plus importante que celle des recettes. Les niveaux de commerce étaient en hausse pour les services de voyage et les services de transport; cependant, les déficits à ces deux postes ont augmenté alors que les paiements ont augmenté plus que les recettes.

Le déficit observé des revenus de placements a diminué très légèrement (0,1 milliard de dollars) en 2004, grâce à des améliorations des soldes des investissements de portefeuille et des autres revenus de placements qui ont été plus importantes que la détérioration du solde des revenus d'investissement direct (0,9 milliard de dollars et 0,5 milliard de dollars, comparativement à 1,3 milliard de dollars, respectivement).

L'Union européenne

En 2004, le déficit du compte courant avec l'UE s'est refermé pour la deuxième année consécutive, baissant à 13,1 milliards de dollars, contre 14,6 milliards de dollars un an auparavant et après avoir marqué un sommet à 16,1 milliards de dollars un an plus tôt. La plus grande partie de l'amélioration provient du solde des échanges de biens, alors qu'une légère baisse du déficit du compte des services (175 millions de dollars) a été à peu près annulée par un léger recul du solde des transferts

courants (152 millions de dollars) et une légère hausse du déficit des revenus de placements (10 millions de dollars).

Le déficit des échanges de biens avec l'UE est tombé à 9,2 milliards de dollars, le niveau le plus bas depuis 2000. Les exportations et les importations bilatérales ont touché de nouveaux sommets. Les exportations ont augmenté à un rythme près de trois fois supérieur à celui des importations — 12,4 p. 100 contre 4,4 p. 100 — ce qui explique cette performance. La progression du côté des exportations a été dominée par les échanges de machines et de matériel et de produits industriels, tandis que les produits industriels, les produits de l'automobile et les produits énergétiques ont dominé la liste des gains du côté des importations.

Les recettes au titre des services de voyage ont augmenté de plus de 20 p. 100 en 2004; cependant, les paiements à ce poste ont aussi été en forte hausse, soit de 18,8 p. 100. Ainsi, le solde des services de voyage a enregistré une baisse globale de 0,1 milliard de dollars.

Le déficit du commerce des services de transport a diminué de 0,3 milliard de dollars, les recettes ayant augmenté d'environ 20 p. 100 mais les paiements progressant moins rapidement, soit à un taux de 8,4 p. 100. Les baisses enregistrées dans les importations et dans les exportations de services commerciaux se sont presque annulées et l'excédent à ce poste est passé de 755 millions de dollars à 759 millions de dollars entre 2003 et 2004. Dans l'ensemble, le déficit bilatéral au poste des services s'est refermé de près de 20 p. 100, soit 0,2 milliard de dollars, pour s'établir à environ trois quarts de milliard de dollars en 2004.

Le déficit bilatéral au poste des revenus de placements est demeuré essentiellement inchangé : les recettes (863 millions de dollars) ont été inférieures d'environ 10 millions de dollars aux paiements (872 millions de dollars). Les recettes au poste de l'investissement direct ont été de 33 millions de dollars supérieures aux paiements, tandis que les recettes sur les investissements de portefeuille ont diminué de 180 millions de dollars de plus que les paiements; enfin, les recettes sur les autres placements ont été de 136 millions de dollars supérieures aux paiements.

Le Japon

Le Canada a presque effacé son déficit au poste des échanges de biens avec le Japon en 2004, la croissance des exportations ayant été presque deux fois supérieure à celle des importations (6,1 p. 100 contre 3,1 p. 100). Alors qu'il subsiste un déficit de 64 millions de dollars dans le commerce des biens, le déficit bilatéral des services a augmenté de 0,5 milliard de dollars, à 1,6 milliard de dollars. La détérioration est attribuable aux services commerciaux, où le déficit a augmenté de 0,9 milliard de dollars, à 2,1 milliards de dollars. Les paiements au Japon pour des services commerciaux étaient en hausse de 1,0 milliard de dollars sur l'année, tandis que les recettes ne progressaient que de 0,1 milliard de dollars. Ces pertes ont été en partie annulées par des gains de 0,2 milliard de dollars dans les soldes des services de voyage et des services de transport. Le solde des services de transport est passé d'un déficit de 0,1 milliard de dollars en 2003 à un excédent de 0,1 milliard de dollars l'an dernier, tandis que l'excédent du solde des services de voyage a augmenté à 0,4 milliard de dollars.

Les recettes de placements provenant du Japon ont bondi de 70 p. 100, soit 0,5 milliard de dollars, en 2004, tandis que les paiements n'ont augmenté que de 7,2 p. 100, soit 0,2 milliard de dollars. Ainsi, le déficit global au poste des revenus de placements s'est refermé de 0,3 milliard de dollars, à 1,4 milliard de dollars pour l'année. Une diminution de 0,2 milliard de dollars du déficit des revenus d'investissements de portefeuille explique en grande partie cette amélioration, tandis que l'augmentation de l'excédent des revenus d'investissement direct est à l'origine de la plus grande partie du gain résiduel de 0,1 milliard de dollar.

Dans l'ensemble, le solde du compte courant du Canada avec le Japon s'est refermé de 0,6 milliard de dollars, pour produire un déficit de 2,9 milliards de dollars.

Les autres pays de l'OCDE

Le déficit du compte courant du Canada avec les autres pays de l'OCDE a atteint 7,7 milliards de dollars en 2004, le niveau le plus élevé en quatre ans. Le déficit s'est creusé de 1,4 milliard de dollars entre 2003 et 2004. Le déficit des échanges de biens a augmenté de 1,0 milliard de dollars, à 8,0 milliards de dollars, les exportations et les importations augmentant de 12,2 p. 100 et de 12,9 p. 100, respectivement. Une diminution de 0,9 milliard de dollars du solde des revenus de placements

a aussi contribué au déficit global. Les recettes au titre des revenus de placements ont reculé sur toute la ligne (baisse de 0,2 milliard de dollars au total), tandis que les paiements augmentaient globalement de 0,7 milliard de dollars. Les paiements au titre de l'investissement direct ont progressé de 0,8 milliard de dollars, tandis que les paiements sur les investissements de portefeuille diminuaient de 0,1 milliard de dollars; les paiements au titre des autres revenus de placements sont demeurés à peu près stationnaires.

L'amélioration du solde des échanges de services a limité l'aggravation du solde du compte courant avec cette région. Le déficit des services a diminué sensiblement en 2004, soit de 0,5 milliard de dollars, à un peu plus de 0,1 milliard de dollars. Les gains du côté des services ont été largement répartis : le déficit des services de voyage s'est refermé de 0,1 milliard de dollars, à 0,4 milliard de dollars; l'excédent des services de transport a augmenté, passant d'une position presque équilibrée à 0,2 milliard de dollars; enfin, le solde des échanges de services commerciaux s'est amélioré de 0,2 milliard de dollars, passant d'un déficit de 0,1 milliard de dollars en 2003 à un excédent de 0,1 milliard de dollars en 2004.

Les autres pays

Le déficit du compte courant avec le reste du monde s'est creusé de 3,2 milliards de dollars en 2004, à 17,7 milliards de dollars. La détérioration des deux soldes commerciaux (biens et services) a été plus importante que la progression du solde des revenus de placements.

Pour l'ensemble de l'année, le déficit des échanges de biens a augmenté de 3,4 milliards de dollars, à 17,2 milliards de dollars. Les exportations vers cette région ont progressé de 17,7 p. 100 en 2004, gagnant 4,1 milliards de dollars pour atteindre 27,1 milliards de dollars. Cependant, les importations en provenance de cette région ont augmenté encore davantage — croissant à un taux de 20,4 p. 100, soit 7,5 milliards de dollars, à 44,3 milliards de dollars.

Le déficit des services s'est aussi aggravé, passant de 1,6 milliard de dollars en 2003 à 2,9 milliards de dollars en 2004. À l'exception d'une modeste hausse du solde des services gouvernementaux, les soldes se sont détériorés pour toutes les autres catégories de services. Le solde des échanges de services commerciaux est celui qui s'est creusé le plus, perdant 0,6 milliard de dollars

pour produire un excédent de 0,1 milliard de dollars sur l'année. Les déficits des services de transport et des services de voyage ont augmenté, le premier accroissant sa position déficitaire de 0,5 milliard de dollars (à 3,0 milliards de dollars), tandis que le second voyait son déficit croître de 0,2 milliard de dollars, à 1,4 milliard de dollars, pour l'année 2004.

Tel que mentionné précédemment, la position excédentaire du solde des revenus de placements s'est consolidée de 1,8 milliard de dollars, à 6,2 milliards de dollars, en 2004. La plus grande partie des gains est imputable à une augmentation de 1,7 milliard de dollars de l'excédent des revenus sur l'investissement direct (à 5,7 milliards de dollars), tandis que le déficit au poste des revenus d'investissements de portefeuille est presque disparu, passant de 304 millions de dollars en 2003 à seulement 9 millions de dollars l'an dernier. Enfin, l'excédent des échanges de services commerciaux a diminué de 0,2 milliard de dollars en 2004, passant de 0,7 milliard de dollars à 0,5 milliard de dollars d'une année à l'autre.

Tel que noté plus tôt dans le rapport, le Canada a généralement enregistré un déficit dans son compte courant au cours des trente dernières années, lequel a coïncidé avec des niveaux croissants d'endettement gouvernemental. (Ce n'est que plus récemment que le

Canada a commencé à enregistrer une série d'excédents dans son compte courant.) Simultanément, la part de l'épargne privée dans le PIB canadien a suivi une tendance à la baisse, tombant aussi bas que 17,0 p. 100 en 1998, alors que le taux d'épargne avait marqué un sommet à 24,3 p. 100 en 1985 (tableau 3-1). Par conséquent, le Canada a compté sur l'emprunt net à l'étranger pour financer l'investissement intérieur pendant la plus grande partie des trente dernières années. Depuis le milieu des années 90, le Canada a fait des efforts concertés en vue de réduire les déficits dans le secteur public et, au cours des huit derniers exercices, il a enregistré des excédents budgétaires au palier fédéral. En retour, le Canada est le pays du G7 dont le fardeau d'endettement a le plus diminué depuis le milieu des années 90 : entre 1995 et 2004, le ratio de l'endettement net au PIB a été abaissé de 38,2 points de pourcentage, à 31,1 p. 100 du PIB, avec pour résultat que le fardeau de l'endettement du Canada est aujourd'hui le moins élevé des pays du G7. L'amélioration des excédents budgétaires du Canada s'est traduit par une baisse correspondante du coût du service de la dette. Elle a aussi permis à l'État de réduire les impôts, ce qui devrait avoir un effet positif sur le taux d'épargne. Ensemble, ces facteurs ont eu une incidence favorable sur les soldes du compte courant du Canada au cours des dernières années.

Tableau 3-1 : Épargne intérieure et investissement en proportion du PIB, des années 80 à 2004

	Privé Épargne (%)	Investissement (%)	Excédent de l'épargne sur l'investissement	Public Excédent (+) ou déficit (-) budgétaire	Solde du compte courant
1981-1985	23,4	18,0	5,5	5,1	1,2
1986-1990	21,1	19,3	1,8	4,0	-3,3
1991-1995	19,9	15,6	4,2	6,7	-2,8
1996	19,1	15,7	3,4	-2,5	0,5
1997	17,4	18,5	-1,0	0,2	-1,3
1998	17,0	18,2	-1,2	0,0	-1,2
1999	17,1	18,0	-0,9	1,6	0,3
2000	18,5	18,0	0,6	3,2	2,7
2001	18,6	16,6	2,0	1,5	2,3
2002	18,9	17,0	1,8	0,9	2,0
2003	19,0	17,5	1,4	1,2	2,0
2004	19,2	17,9	1,3	2,0	2,6

Source : Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, publication n° 13-001-PPB au Catalogue, 4e trimestre de 2004.

Note : En raison d'une divergence statistique dans les comptes nationaux, la somme des parts de l'excédent de l'épargne privée sur l'investissement privé et de l'excédent ou du déficit budgétaire dans le PIB pourrait ne pas correspondre à la part du PIB représentée par le déficit du compte courant.

IV. LE COMPTE CAPITAL ET FINANCIER

Ce compte mesure les opérations en capital et les opérations financières des résidents canadiens avec des non-résidents. Il englobe le compte de capital, qui mesure les transferts de capitaux et les avoirs non produits et non financiers, et le compte financier, qui mesure les opérations sur des instruments financiers. Les transferts de capitaux supposent un changement transfrontière de propriété de l'épargne et de la richesse, sans contrepartie, tandis que les opérations sur des avoirs non produits et non financiers créent des droits et des obligations qui peuvent donner lieu à des mouvements d'argent ou d'autres éléments d'actif. Les opérations sur des instruments financiers confèrent le droit de recevoir ou l'obligation de verser de l'argent ou d'autres instruments financiers. Il y a deux types d'instruments financiers : les instruments primaires, comme les obligations, les comptes débiteurs et les actions, et les instruments dérivés¹, comme les options financières, les contrats à terme normalisés et les opérations à terme.

Aux fins du présent rapport, nous nous intéressons principalement au compte financier parce qu'il fournit de l'information sur les activités de financement et d'investissement des résidents canadiens avec des non-résidents. Les opérations sur les instruments financiers ont un effet direct sur le solde de l'investissement international du pays en créant, supprimant ou modifiant ces éléments d'actif et de passif. Nous débutons par un examen de l'investissement direct.

L'investissement direct (flux)

Les flux nets d'investissement étranger direct (IED) du Canada ont augmenté en 2004, traduisant l'amélioration de la situation macroéconomique à l'échelle mondiale et, peut-être, la valeur plus élevée du dollar canadien. Simultanément, l'investissement étranger direct net au Canada a fléchi l'an dernier, essentiellement en raison du rapatriement de sociétés canadiennes des mains d'investisseurs étrangers.

Les entrées d'IED au Canada ont atteint 8,5 milliards de dollars en 2004, ce qui représente une baisse de 0,7 milliard de dollars par rapport au niveau de

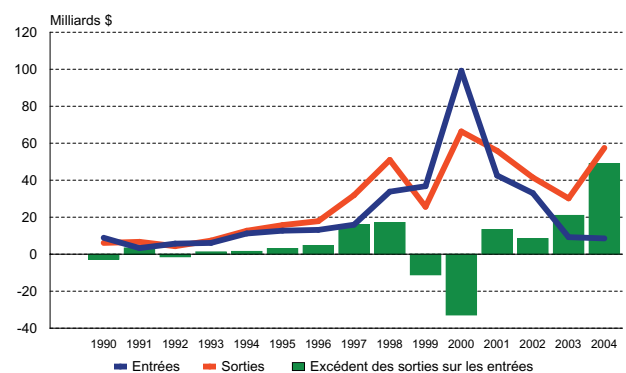
9,2 milliards de dollars observé en 2003. C'est la quatrième année d'affilée que le Canada enregistre une baisse à ce poste, après neuf années d'expansion ininterrompue des entrées d'IED (figure 4-1). Le niveau enregistré en 2004 ne représente que 8,6 p.100 du sommet atteint en 2000, soit 99,2 milliards de dollars d'entrées d'IED.

L'investissement étranger direct sous forme d'acquisitions a été négatif durant deux des quatre trimestres de 2004 et quatre des six derniers trimestres. Les acquisitions affichent un solde négatif lorsque les Canadiens, globalement, rapatrient des sociétés des mains d'investisseurs étrangers. Pour l'ensemble de l'année, la plus grande partie des entrées d'investissement étranger direct ont pris la forme de bénéfiques réinvestis.

Sur le plan régional, les États-Unis ont fourni la majeure partie de l'investissement entrant au Canada ces dernières années. (Les États-Unis ont été un important investisseur au Canada depuis environ trois quarts de siècle.) La seule exception au tableau est 2000, où il y a eu une hausse ponctuelle de l'investissement européen avec, en tête de liste, les prises de contrôle de Seagrams par Vivendi et de Newbridge par Alcatel. Au cours de l'année 2004, l'investissement direct des États-Unis a grimpé de 72,5 p. 100, à 10,2 milliards de dollars.

Figure 4-1

Entrées, sorties et solde des flux d'investissement direct, 1990-2004



¹Les produits dérivés sont des instruments financiers dont le rendement dépend de la valeur d'autres éléments d'actif, par exemple les prix des produits de base, les cours des obligations et des actions ou la valeur d'un indice du marché. Dans les statistiques canadiennes, la couverture des produits dérivés se limite actuellement aux options et aux contrats financiers à terme négociables.

Les entrées d'investissement étranger direct en provenance de l'UE ont fléchi l'an dernier. On a en fait observé un solde négatif de 12,7 milliards de dollars au poste des acquisitions avec cette région en 2004.

Les entrées d'investissement direct en provenance du Royaume-Uni ont augmenté de près de 2,0 milliards de dollars, tandis qu'un solde négatif de 14,6 milliards de dollars a été enregistré au poste des acquisitions avec les investisseurs de l'UE autres que du Royaume-Uni. Selon Statistique Canada, deux importantes fusions internationales expliquent les baisses observées dans le niveau global d'investissement provenant de l'UE.

Ailleurs, les entrées d'IED en provenance de tous les autres pays non-membres de l'OCDE se sont multipliées par dix entre 2003 et 2004, atteignant 7,6 milliards de dollars; les entrées en provenance des autres pays de l'OCDE se sont multipliées par un facteur de près de sept, pour atteindre 2,4 milliards de dollars; enfin, les entrées d'IED provenant du Japon étaient en hausse d'un tiers et ont dépassé le milliard de dollars. À l'exclusion d'un solde d'acquisitions négatif pour la région des autres pays de l'UE, les entrées d'IED au Canada auraient été d'environ 22,7 milliards de dollars, ce qui est près de deux fois et demie supérieur au niveau de 9,2 milliards de dollars des entrées d'IED en 2003.

Au niveau sectoriel, on observe des soldes d'acquisitions négatifs, c'est-à-dire des retraits nets, dans trois des six principaux secteurs d'investissement direct : les finances et assurances (1,7 milliard de dollars), les industries diverses (0,5 milliard de dollars) et le bois et le papier (26 millions de dollars). Dans l'ensemble, il y a eu des entrées nettes d'investissement étranger direct dans l'industrie de l'énergie et des minéraux métalliques (6,5 milliards de dollars), celle des machines et du

matériel de transport (2,9 milliards de dollars) et celle des services et du commerce du détail (1,4 milliard de dollars) (figure 4-2).

En 2004, les investissements directs à l'étranger, c'est-à-dire les sorties d'IED, ont atteint leur niveau le plus élevé en quatre années. Le total annuel de 57,5 milliards de dollars se répartit à peu près également entre les acquisitions et les augmentations du fonds de roulement des filiales étrangères. Géographiquement, un peu plus de 70 p. 100 des sorties sont allées aux États-Unis. De ce qui reste, plus de la moitié, soit plus de 15 p. 100 du total, est allé à des pays non-membres de l'OCDE, tandis qu'un autre quart, soit 8,4 p. 100 du total, est allé vers l'UE. Le Japon et les autres pays de l'OCDE ont représenté, respectivement, 2,3 p. 100 et 1,6 p. 100 des sorties d'investissement direct.

Au niveau de l'industrie, près des quatre cinquièmes des sorties totales ont été investis dans deux secteurs : les finances et assurances (52,4 p. 100) et l'énergie et les minéraux métalliques (27,4 p. 100). Les sorties d'investissement dans le secteur des finances et assurances ont grimpé de 19,8 milliards de dollars entre 2003 et 2004, tandis que l'augmentation dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques a été de 2,2 milliards de dollars.

Les services et le commerce du détail ont été le troisième plus important secteur de destination de l'IDCE, avec 12,3 p. 100 du total, suivi du secteur du bois et du papier (7,3 p. 100) et celui des machines et du matériel de transport (6,4 p. 100). Il y a eu un retrait net d'IDCE de quelque 3,3 milliards de dollars dans le secteur des industries diverses, ce qui a entraîné une diminution nette de 5,8 p. 100 du total (figure 4-3).

Figure 4-2

Entrées d'investissement direct par secteur, 2002-2004

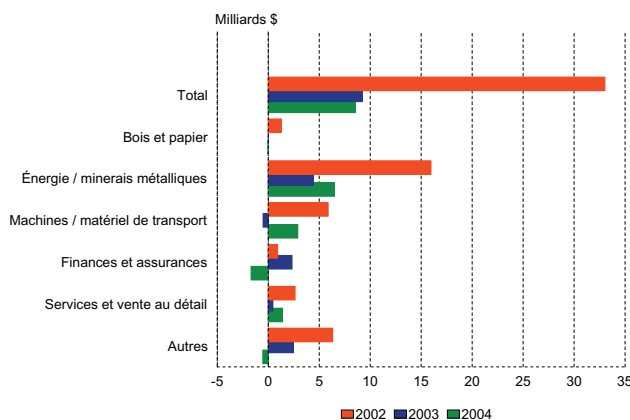
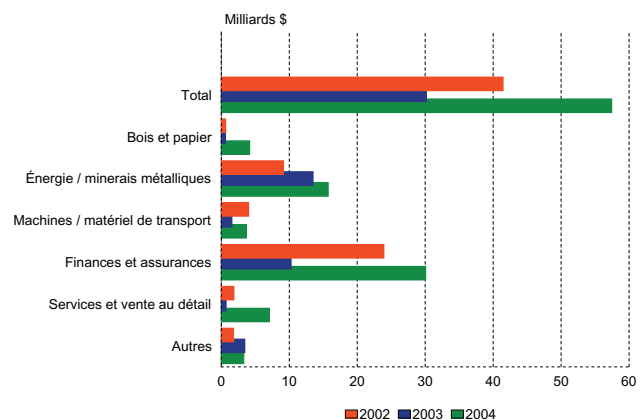


Figure 4-3

Sorties d'investissement direct par secteur, 2002-2004



L'investissement de portefeuille

En 2004, les obligations ont représenté plus de 90 p. 100 des 16,2 milliards de dollars investis par des Canadiens dans des titres étrangers. Les investissements en obligations ont été, de loin, les plus élevés jamais enregistrés, dépassant de près de 90 p. 100 le sommet précédent, atteint en 2003. Selon Statistique Canada, l'investissement annuel de 15,1 milliards de dollars s'est réparti à peu près également entre les obligations de sociétés américaines, les obligations étrangères et les bons du Trésor américain. L'investissement canadien en titres étrangers a atteint 1,1 milliard de dollars pour l'année, le niveau le plus bas depuis le milieu des années 80. Cependant, toujours d'après Statistique Canada, ce faible niveau d'investissement net traduit un changement dans la composition du portefeuille, les investisseurs canadiens ayant acquis quelque 7 milliards de dollars d'actions américaines mais en vendant environ 6 milliards de dollars d'actions étrangères.

Les investisseurs étrangers ont acquis 20,2 milliards de dollars d'obligations canadiennes en 2004. Cela représente une hausse substantielle par rapport aux 7,0 milliards de dollars d'obligations achetées en 2003, mais tout en n'étant que la moitié du sommet atteint en 2001. Selon Statistique Canada, la presque totalité des achats en 2004 provenait d'investisseurs américains; sur la base des devises, les investissements de l'année se sont répartis à peu près également entre les titres libellés en dollars canadiens et les titres libellés en dollars américains.

Les investisseurs étrangers ont aussi fait des ajouts importants à leur portefeuille d'actions canadiennes l'an dernier – l'achat de 35,8 milliards de dollars de titres canadiens par des investisseurs étrangers constitue un sommet. Un certain nombre de transactions importantes au cours de 2004 ont attiré des investisseurs étrangers, ce qui explique le niveau record de fonds levés sur les marchés boursiers canadiens. L'année 2004 a aussi été marquée par la plus importante prise de contrôle d'une société étrangère dans l'histoire, laquelle a donné lieu à une émission d'actions de trésorerie par la société canadienne.

Sur le marché des instruments à court terme, les investisseurs étrangers ont progressivement écoulé leur portefeuille d'instruments du marché monétaire en 2004, ce qui s'est soldé par une réduction globale de 2,7 milliards de dollars pour l'année. Chaque secteur autre que les entreprises du gouvernement fédéral a subi un recul.

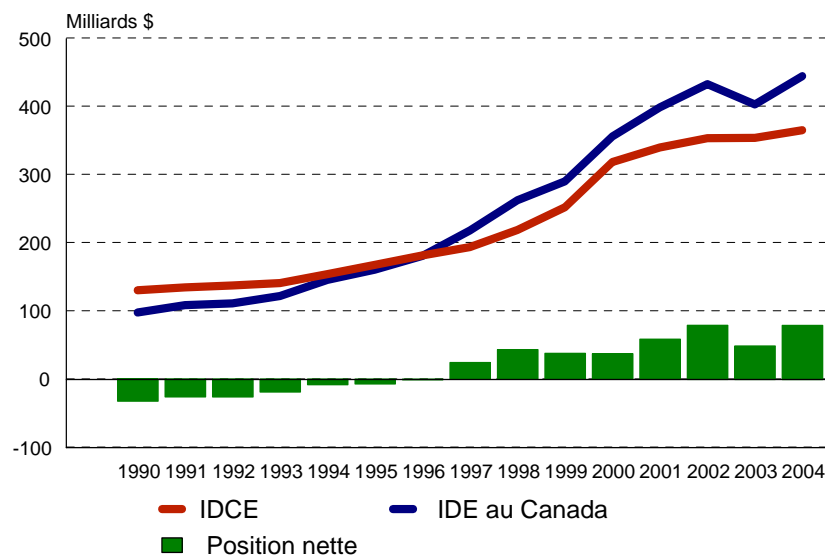
Dans l'ensemble, l'investissement de portefeuille étranger au Canada a dépassé l'investissement de portefeuille canadien à l'étranger pour une seconde année d'affilée. Cependant, si la différence entre les entrées et les sorties n'avait été que de 6,0 milliards de dollars en 2003, elle a bondi à 37,0 milliards de dollars l'an dernier.

V. INVESTISSEMENT DIRECT (STOCKS)

Le stock de l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) a remonté en 2004¹ pour atteindre 445,1 milliards \$, soit une hausse de 10,3 pour cent, ou 41,6 milliards \$, après une baisse de 6,9 pour cent (chiffre rectifié) l'année précédente. En même temps, le stock de l'investissement direct étranger (IDE) a augmenté de 3,2 pour cent, ou de 11,2 milliards \$, pour s'élever à 365,7 milliards \$, après avoir enregistré une faible croissance de 0,1 pour cent l'année précédente (figure 5-1).

Figure 5-1

IDCE, IDE au Canada et position nette de l'investissement direct, 1990-20



Étant donné que le stock de l'investissement à l'étranger est supérieur au stock de l'investissement au Canada, celui-ci est un exportateur net de capitaux d'investissement direct, une position qu'il occupe depuis 1997. L'année dernière, comme le stock de l'IDCE a dépassé celui de l'IDE au Canada, la position nette de l'investissement direct a affiché le niveau le plus élevé jamais atteint, à savoir 79,4 milliards \$.

Investissement direct à l'étranger (IDCE)

Investissement par région

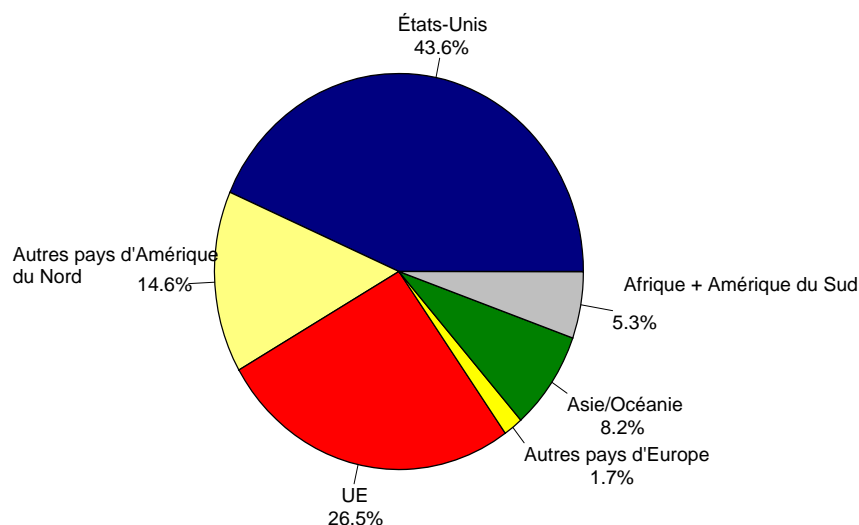
La plupart des avoirs de l'IDCE sont placés en Amérique du Nord, et représentent presque six dixièmes (ou 58,2 pour cent) du stock total de l'investissement canadien à l'étranger. Les trois quarts environ (ou 74,8 pour cent) de ces avoirs se trouvent aux États-Unis, qui sont traditionnellement la principale destination de l'IDCE. En 2004, nos investissements directs aux

¹ Ce résultat a été favorisé par la plus grande prise de contrôle qu'ait jamais effectuée une entreprise canadienne : l'acquisition des John Hancock Financial Services des États-Unis par la Financière Manuvie.

États-Unis ont atteint 193,9 milliards de dollars, soit 43,6 pour cent du stock total des IDCE : une augmentation considérable (16,5 %) par rapport aux 166,4 milliards, ou 41,2 pour cent de tout l'IDCE enregistré en 2003 (figure 5-2).

Figure 5-2

Répartition de l'IDCE par région, 2004



Les centres financiers étrangers, la Barbade (30,6 milliards \$), les Bermudes (11,7 milliards \$), les îles Caïman (9,5 milliards \$) et les Bahamas (8,8 milliards \$), représentaient 92,8 pour cent du stock restant de l'IDCE en Amérique du Nord (voir aussi la case D). Pour ce type d'investissement, la Barbade occupe la troisième place, les Bermudes la cinquième, les îles Caïman la dixième et les Bahamas la treizième. Le stock de l'IDCE au Mexique, l'un de nos partenaires de l'ALENA, a diminué pour la quatrième année de suite – soit une baisse de 10,8 pour cent en 2004, ramenant ainsi la valeur du stock à 2,8 milliards \$.

L'Europe, où le montant de l'investissement direct du Canada est environ la moitié de celui de l'Amérique du Nord, est la deuxième région en importance pour ce type de placement. Le stock de l'investissement en Europe se chiffrait à 125,9 milliards de dollars l'année dernière, soit une augmentation de 7,4 pour cent ou de 8,7 milliards par rapport à l'année précédente. Compte tenu de l'élargissement de l'Union européenne (UE), à compter du 1^{er} mai 2004, les 25 membres de celle-ci représentaient l'année dernière environ 93,8 pour cent du stock de l'IDCE en Europe. La composition de l'UE étant modifiée par l'adjonction de dix nouveaux membres, on n'est guère informé sur l'augmentation des avoirs en IDCE dans l'ensemble de l'Union. Cependant, si l'on considère chacun des États membres, les avoirs investis directement ont sensiblement augmenté au Royaume-Uni (de 3,0 milliards \$), en Belgique (de 1,3 milliard \$) et en Irlande (de 1,1 milliard \$). L'année dernière, le stock de l'IDCE en Grèce s'est accru de 185 millions \$, soit une hausse de 222,9 pour cent des avoirs canadiens dans ce pays. En Italie, les avoirs marquent une baisse (104 millions) pour la troisième année de suite. Quant à la France, le total des investissements a décliné de 42 millions de dollars.

En dehors de l'UE, le stock de l'IDCE a fait un bond de 398 millions \$ en Islande (une hausse de 42,9 pour cent), dépassant ainsi 1,3 milliard \$. En Norvège, le stock a augmenté de 266 millions \$ (une majoration de 77,1 pour cent) pour se chiffrer à 0,6 milliard \$. Nos portefeuilles d'investissements directs se sont accrus de 96 millions \$ en Turquie (pour atteindre 0,8 milliard \$), et de 64 millions \$ en Suisse (pour s'élever à 4,7 milliards \$).

Le stock de l'IDCE dans la région de l'Asie-Océanie a augmenté de 10,6 pour cent, dépassant ainsi légèrement le taux de croissance global des investissements dans tous les pays. Les avoirs directement investis dans la région s'élevaient à 36,5 milliards \$, soit 8,2 pour cent du total. Les avoirs de 9,6 milliards \$ au Japon représentaient plus d'un quart du stock total de l'IDCE dans la région. L'Australie venait ensuite avec 8,8 milliards \$ (24,1 pour cent du total régional), suivie par Singapour, avec 3,8 milliards \$ (10,4 pour cent) et par l'Indonésie (9,7 pour cent).

Dans d'autres régions de l'Asie-Océanie, on a assisté à d'assez fortes croissances des avoirs de l'investissement direct en Papouasie-Nouvelle-Guinée (21,4 pour cent de plus, soit un stock de 448 millions \$) et en Inde (une hausse de 21,3 pour cent, pour atteindre 251 millions \$). Par contre, les avoirs ont diminué de moitié en Nouvelle-Zélande (en baisse de 49,1 pour cent), ce qui les a ramenés à 111 millions \$. En Chine, le stock de l'IDCE a baissé d'un cinquième (soit 20,3 pour cent) et se chiffrait à 647 millions \$ l'année dernière.

L'Amérique centrale et du Sud détenait l'an passé un stock d'IDCE de 21,1 milliards \$, constituant une hausse de 3,8 pour cent par rapport au niveau de la fin de 2003. Cette somme équivalait à 4,7 pour cent du stock total d'IDCE. Le Chili et le Brésil sont les principales destinations des investissements canadiens dans la région : 6,6 milliards \$ et 6,4 milliards \$ respectivement. Ensemble, ces deux pays représentaient plus des six dixièmes de l'investissement direct du Canada dans cette région. En outre, l'Argentine et le Pérou représentent trois dixièmes du stock régional d'IDCE, soit respectivement 4,4 milliards \$ et 2,1 milliards \$.

Il n'est pas surprenant que ces quatre pays, l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Pérou, aient bénéficié, au cours de l'année 2004, de la plupart des déplacements régionaux des avoirs de l'IDCE. Le Brésil a ainsi absorbé, l'année dernière, l'essentiel de l'accroissement des avoirs liés à l'investissement régional lorsque l'IDCE a augmenté de 922 millions \$ dans ce pays. À l'égard de la croissance du stock de l'IDCE dans cette région, le Pérou est arrivé en deuxième position (une hausse de 179 millions \$), suivi du Chili (une majoration de 82 millions \$). Ces gains étaient partiellement annulés par une réduction de 323 millions \$ subie l'an passé par les portefeuilles d'IDCE en Argentine, la troisième baisse annuelle consécutive dans ce pays.

De toutes les principales régions, c'est l'Afrique qui détenait la plus petite part du stock d'IDCE. Les portefeuilles de l'investissement direct du Canada en Afrique ont dépassé à peine 2,5 milliards de dollars en 2004, soit moins de 1 pour cent du stock total de l'investissement à l'étranger. Il s'agit néanmoins d'une augmentation de 10,6 pour cent par rapport au stock de 2003. Les niveaux d'investissement n'étant pas élevés, un grand nombre de données sur les IDCE en Afrique sont considérées comme confidentielles par Statistique Canada. Les données publiques sur l'IDCE dans cette région ne sont disponibles que pour sept États africains, et concernent environ de 20 à 25 pour cent du stock de l'investissement direct pour ce continent. On ne peut donc pas dire grand-chose de précis sur les avoirs de l'IDCE dans cette région. Signalons cependant que sur la hausse totale de l'IDCE (245 millions de dollars) enregistrée l'année dernière en Afrique, les trois quarts (184 millions) provenaient de l'augmentation des avoirs en Afrique du Sud, les investissements dans ce pays ayant augmenté de 153,3 pour cent, soit 304

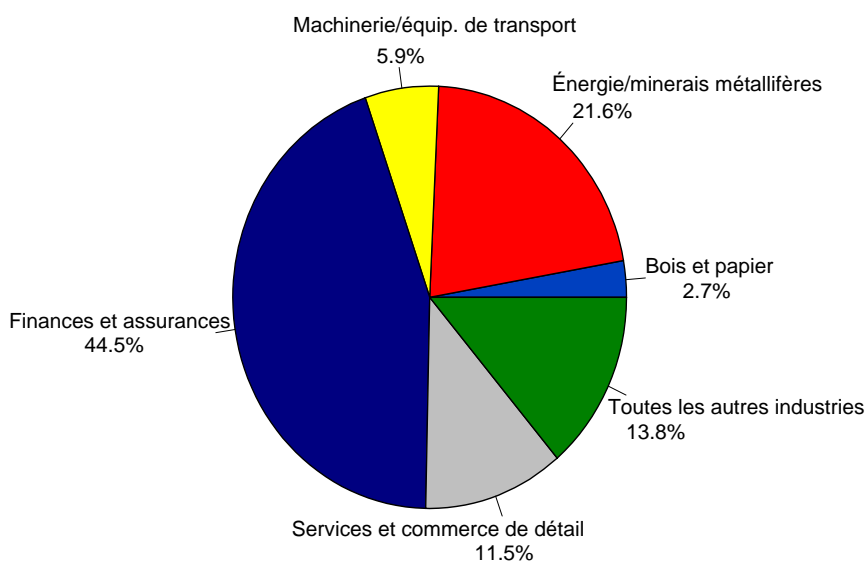
millions \$. À l'égard de l'IDCE, cette augmentation a permis à l'Afrique du Sud de passer de la 51^e place en 2003 à la 39^e en 2004.

Investissement par secteur

Les données sur l'investissement direct sont disponibles pour six groupes d'industries et quatre grandes régions, les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et les autres membres de l'OCDE, et tous les autres pays étrangers. L'investissement direct du Canada à l'étranger était concentré dans le secteur des finances et des assurances, lequel représentait 44,5 pour cent de l'ensemble des portefeuilles d'investissement direct en 2004. Le secteur de l'énergie et des minerais métallifères venait ensuite, en importance, soit 21,6 pour cent du stock d'IDCE. Les industries « diverses », un ensemble d'entreprises non mentionnées par ailleurs, constituaient 13,8 pour cent du stock, suivies de près par le secteur des services et du commerce de détail, ou 11,5 pour cent. Environ 5,9 pour cent de l'IDCE est allé au secteur des machines et des équipements de transport. Quant au reste, à savoir 2,7 pour cent, il a été placé dans des entreprises de bois et papier (figure 5-3).

Figure 5-3

Répartition des IDCE par secteur, 2004



Plus des deux cinquièmes, (ou 43,6 pour cent), de l'IDCE était détenu les États-Unis. Somme toute, l'investissement direct canadien aux États-Unis a été consacré au secteur du bois et papier, soit 66,8 pour cent du total sectoriel de l'IDCE (ou presque 8,0 milliards \$). Le secteur américain des services et du commerce de détail (30,9 milliards \$ et celui des industries diverses (31,7 milliards \$) avait ensemble plus de la moitié du stock total d'IDCE, à savoir 60,4 pour cent et 51,5 pour cent respectivement. Quant à l'énergie et aux minerais métallifères, ils ont absorbé près de 39,9 milliards \$ du stock (soit environ 41,4 pour cent du total sectoriel). Le secteur des finances et des assurances (75,0 milliards \$) et le secteur des machines et des équipements de transport (8,5 milliards \$) ont représenté respectivement 37,8 et 32,5 pour cent de leurs totaux sectoriels pour l'année 2004.

Le secteur européen des machines et des équipements de transport est resté le seul de l'UE où l'IDCE dépassait celui aux États-Unis, puisqu'il a absorbé 8,7 milliards \$ ou 33,2 pour cent du total sectoriel. Ailleurs, les parts sectorielles du stock de l'IDCE dans l'UE étaient comprises entre 20 et 30 pour cent, à l'exception du secteur des services et du commerce de détail, où la part s'est maintenue à 19 pour cent en 2004. Les niveaux de l'IDCE sont particulièrement importants dans le secteur des finances et des assurances (58,3 milliards \$), dans celui de l'énergie et des minerais métallifères (21,4 milliards \$) et dans les entreprises diverses (17,5 milliards \$).

Dans le cas du Japon et du reste des membres de l'OCDE, l'IDCE était plutôt concentré dans le secteur des machines et des équipements de transport : 27,2 pour cent du stock total de l'IDCE sont allés à ce secteur. En 2004, tous les autres secteurs ont absorbé moins de 10 pour cent de l'IDCE sectoriel.

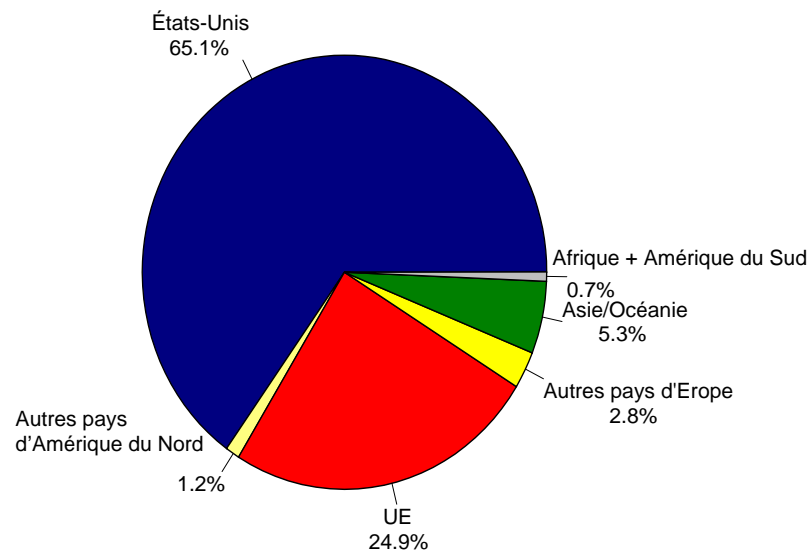
Investissement direct de l'étranger

Investissement par région

En 2004, près des deux tiers de l'investissement direct au Canada provenaient d'autres pays d'Amérique du Nord (figure 5-4). Comme plus de 98 pour cent de cet investissement avaient pour origine les États-Unis, on peut dire que les deux tiers de tout l'investissement direct étranger au Canada étaient fournis par ce pays; c'est-à-dire 238,2 milliards \$ sur les 242,4 milliards de l'IDE nord-américain au Canada.

Figure 5-4

Répartition des IED au Canada, par région, 2004



L'année dernière, les Européens se sont placés au deuxième rang des investisseurs au Canada, en fournissant 27,8 pour cent de l'IDE au Canada, soit 101,5 milliards de dollars. Près de 90 pour cent du stock de l'investissement direct européen au Canada provenaient des 25 membres de l'UE.

L'un des points essentiels du chapitre précédent portait sur le fait qu'on a assisté à une disparition considérable de l'IDE au Canada provenant de l'UE, à l'exception du Royaume-Uni. Il n'est donc pas surprenant que la portion de l'IDE au Canada en provenance de l'Union européenne ait diminué entre 2003 et 2004, malgré l'ajout de dix nouveaux membres : en 2003, l'UE formée de 15 membres représentait environ 27 pour cent du stock d'IDE au Canada, alors qu'en 2004, la part de l'UE formée de 25 membres est tombée à 24,9 pour cent.

Trois pays de l'UE ont sensiblement réduit leurs portefeuilles d'investissement direct au Canada : la France (3,7 milliards \$), la Belgique (2,3 milliards \$) et les Pays-Bas (1,6 milliard \$). Ces pertes ont été partiellement compensées par les gains importants provenant d'investisseurs britanniques et allemands, 2,1 milliards et 0,5 milliard \$ respectivement. Suite à ces changements l'an dernier, le Royaume-Uni est redevenu le principal investisseur européen au Canada (29,5 milliards \$, ou 32,3 du total des IDE au Canada provenant de l'Union européenne). Le Royaume-Uni avait conservé la première place jusqu'en 2000 avant d'en être évincé par le flux des investissements français. La France est ainsi passée au deuxième rang (à 27,8 milliards \$, ou 20,5 pour cent), tandis que les Pays-Bas et l'Allemagne se sont maintenus aux deuxième et troisième rangs, à 14,5 milliards \$ (ou 15,9 pour cent) et 7,6 milliards \$ (ou 8,4 pour cent) respectivement. La Belgique (à 1,6 milliard \$ ou 1,8 pour cent) est tombée du cinquième au septième rang, tandis que le Luxembourg et la Suède, grim pant chacun d'un échelon, passaient respectivement au cinquième et sixième rang.

En 2004, l'Amérique du Nord et l'Europe représentaient ensemble 94 pour cent du stock total de l'IDE au Canada. Les investisseurs de l'Asie/Océanie détenaient près des neuf dixièmes de l'IDE au Canada restant. Or, l'année dernière, leurs actifs en IDE au Canada s'élevaient à 19,4 milliards, soit 2,2 milliards de plus que l'année précédente. Avec 10,6 milliards \$, le Japon venait en tête des investisseurs au Canada, suivi de Hong Kong (5,3 milliards \$) et de l'Australie (1,8 milliard \$). Ces trois pays ont fourni, l'an passé, près de 91,4 pour cent du stock d'IDE provenant de cette région.

Le stock de l'IDE provenant de l'Amérique centrale et du Sud a totalisé 2,2 milliards \$ en 2004 (ou 0,6 pour cent du stock total d'IDE au Canada), un net accroissement par rapport aux 724 millions de l'année précédente (soit 0,2 pour cent du stock total d'IDE au Canada). Cette hausse n'était due qu'à la poussée de l'IDE du Brésil au Canada, brusquement passé de 627 millions \$ en 2003 à 2,1 milliards \$ l'année dernière, d'où la part énorme (95,5 %), en 2004, de l'investissement brésilien dans le stock d'IDE de cette région. Panama venait ensuite, avec 45 millions de dollars (soit 2,1 pour cent du stock total d'IDE provenant de cette région). Le stock d'IDE de l'Afrique, qui est passé de 279 à 280 millions \$ en 2004, ne représentait qu'une part infime, un dixième de 1 pour cent du stock total de l'IDE au Canada en 2004.

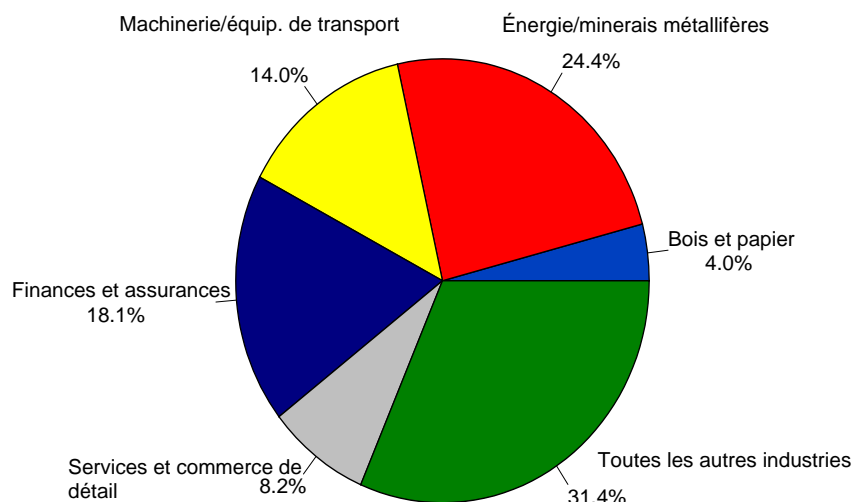
Investissement par secteur

Les industries diverses ont attiré la plupart de l'investissement direct à l'étranger, 114,9 milliards \$ ou 31,4 pour cent du stock total d'IDE au Canada en 2004 –, une somme qui reste cependant inférieure aux 123,4 milliards \$ investis en 2000 (figure 5-5). Le groupe industriel de l'énergie et des minerais métallifères a occupé le second rang dans les préférences des investisseurs étrangers, soit 89,1 milliards \$ (ou 2,4 pour cent du stock total d'IDE). Il était suivi par le secteur des finances et des assurances (66,0 milliards \$ ou 18,1 pour cent du total), les machines et les équipements de transport (51,0 milliards \$ ou 14 pour cent), les services et le

commerce de détail (30,1 milliards \$ ou 8,2 pour cent), et le secteur du bois et papier (14,5 milliards \$ ou 4 pour cent).

Figure 5-5

Répartition de l'IDE au Canada par secteur, 2004



Les États-Unis ont représenté plus de la moitié de l'IDE dans chaque secteur industriel, mais surtout dans le secteur des services et du commerce de détail, où ils détenaient 79,4 pour cent du stock total d'IDE l'année dernière. Ils ont aussi beaucoup investi dans les machines et les équipements de transport, ainsi que dans l'énergie et les minerais métallifères, étant à l'origine d'au moins 70 pour cent de l'IDE dans les deux secteurs. L'énergie et les minerais métallifères constituent l'essentiel de l'accroissement de l'investissement direct des États-Unis au Canada depuis 2000 : environ deux tiers (ou 66,8 pour cent) de l'augmentation totale de l'IDE des États-Unis au Canada au cours de cette période, soit 44,5 milliards \$. Les industries diverses et les machines et les équipements de transport se classaient en deuxième position pour les secteurs les plus favorisés par les investisseurs américains. Ceux-ci ont en effet fourni, durant cette période, environ 70 pour cent du reste de l'IDE des États-Unis en augmentant leurs stocks de 5,5 milliards \$ dans le premier secteur et de 4,9 milliards dans le second.

Tout comme l'Union européenne était le deuxième de nos plus grands pourvoyeurs d'IDE au Canada en termes d'IDE global, il en va de même pour chacun des six secteurs industriels pour lesquels des données sont disponibles. Les investisseurs de l'UE ont représenté près de 40 pour cent de l'investissement direct étranger dans le secteur des finances et des assurances (38,6 pour cent) et environ un tiers de l'investissement dans le secteur des industries diverses (34,8 pour cent). À l'égard des autres secteurs, ils fournissent entre 10 et 20 pour cent de tout l'investissement sectoriel. Un peu plus des quatre dixièmes du portefeuille d'investissement direct au Canada (39,9 milliards \$, soit 43,8 pour cent) ont été placés dans le secteur des industries diverses. Celui des finances et des assurances a été le deuxième en importance pour les investisseurs de l'UE, en comptant 25,5 milliards \$, soit 27,9 pour cent du stock total de l'IDE de l'Union européenne. Le secteur de l'énergie et des minerais métallifères venait ensuite, constituant 14,4 milliards \$ ou 15,8 pour cent de tous les avoirs de l'UE au Canada.

Près de la moitié de l'investissement direct japonais, soit 5,0 milliards \$ (ou 47,1 pour cent) est placée dans le secteur des machines et des équipements de transport, ce qui correspond à 9,6 pour cent du total sectoriel. On peut signaler en outre 0,8 milliard dans des entreprises de bois et papier, ce qui représente 5,6 pour cent de l'ensemble de l'IDE dans ce secteur. L'investissement du Japon dans tous les autres secteurs ne dépasse pas 3,2 pour cent.

ENCADRÉ D : LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'INVESTISSEMENT DIRECT DU CANADA À L'ÉTRANGER

L'expansion rapide et le niveau des échanges internationaux ne sont que l'un des aspects de ce qui est devenu une économie d'envergure mondiale. Le volume et la croissance des flux de capitaux en général et de l'investissement étranger direct (IED) en particulier sont des volets importants de la mondialisation des échanges. En 2003, la taille globale des flux commerciaux internationaux dans le monde a atteint 7,4 billions de dollars US, tandis que le stock mondial d'IED totalisait 8,2 billions de dollars US.

L'investissement du Canada à l'étranger est un aspect important des relations du Canada avec le reste du monde. L'investissement direct du Canada à l'étranger (IDCE) a plus que triplé depuis la fin des années 80 pour atteindre 399 milliards de dollars à la fin de 2003. En comparaison, les exportations totales de biens et de services canadiens ont plus que doublé (174 p. 100) sur la même période.

Étant donné la taille et l'essor de l'investissement étranger canadien et de ses liens avec le commerce international, il importe de comprendre la nature et le profil de l'IDCE.

La dimension géographique

Le tableau D-1 résume la répartition géographique de l'IDCE entre les pays sur deux périodes (moyennes des périodes 1987-1991 et 1999-2003). Comme il ressort du tableau, les États-Unis sont demeurés la destination préférée, ayant reçu 47,1 p. 100 de l'IDCE au cours des dernières années, mais la part de ce pays dans l'IDCE total a progressivement diminué depuis le sommet de 62 p. 100 enregistré en 1987-1991. Le reste de l'IDCE est dispersé entre les pays d'Europe, les Caraïbes, l'Amérique latine et l'Asie. Entre 1999 et 2003, près de 10 p. 100 de l'IDCE est allé au Royaume-Uni.

Qu'est-ce qui détermine la répartition de l'IDCE entre les pays? Des études récentes sur le profil bilatéral de l'investissement étranger direct ont révélé que les principaux déterminants de l'emplacement de l'IDCE sont les niveaux de revenu et la proximité géographique du pays hôte, et le fait que les deux pays partagent une langue commune. Cette relation « gravitationnelle » a été utilisée abondamment pour expliquer les flux commerciaux et, habituellement, les résultats indiquent que, dans une proportion des deux tiers, le profil géographique du commerce peut « s'expliquer » par ces quelques variables. Notre propre analyse révèle que de telles conclusions tiendraient dans le cas de l'IDCE. Les États-Unis, le Royaume-Uni, des pays nord-américains autres que les États-Unis (principalement les Bahamas, la Barbade et les Bermudes), le Japon en Asie, ainsi que le Brésil et le Chili en Amérique du Sud et en Amérique centrale figuraient parmi les principales destinations de l'investissement direct du Canada à l'étranger.

En rajustant pour tenir compte des niveaux de revenu, de la proximité et de la langue du pays d'accueil, une part importante de l'IDCE prend la destination de centres financiers extra-territoriaux, de pays où

Tableau D-1 : Les quinze principales destinations de l'investissement direct du Canada à l'étranger

	Moyenne, 1987-1991	Moyenne, 1999-2003	Pourcentage du total
États-Unis	55 981	176 450	47,1
Royaume-Uni	11 205	36 307	9,7
Barbade	1 351	23 136	6,2
Irlande	1 173	11 763	3,1
Pays-Bas	1 188	10 316	2,8
Bermudes	1 769	9 823	2,6
Bahamas	1 872	7 738	2,1
Japon	890	7 023	1,9
Îles Cayman	143	6 827	1,8
Hongrie	2	6 807	1,8
Brésil	1 521	6 557	1,7
Allemagne	800	5 917	1,6
Chili	230	5 704	1,5
France	1 456	5 634	1,5
Australie	2 091	5 131	1,4

les impôts sont peu élevés ou encore de pays bien dotés en ressources naturelles. Ainsi, entre 1990 et 2003, l'investissement canadien dans les centres financiers officiels est passé de 11 milliards de dollars à 88 milliards de dollars, soit plus du quart de l'expansion totale de l'IDCE. La Barbade, les Bermudes, les Îles Cayman et les Bahamas sont les principales destinations parmi les centres financiers officiels ayant enregistré une forte croissance durant la dernière décennie. En Europe, l'investissement canadien est concentré aux Pays-Bas et dans deux pays où les impôts sont peu élevés (l'Irlande et la Hongrie), plutôt que dans les grands pays d'Europe continentale comme l'Allemagne et la France.

L'investissement canadien en Amérique centrale et en Amérique du Sud a été important, surtout au Brésil et au Chili, qui sont des pays riches en ressources. L'investissement direct du Canada dans ces pays a été plus important qu'au Mexique. L'investissement direct du Canada en Asie, mis à part le Japon, s'est concentré en Indonésie – un autre pays riche en ressources – et dans deux centres financiers, Singapour et Hong Kong. Contrairement à la perception publique, l'investissement direct du Canada dans les deux marchés asiatiques émergents que sont la Chine et l'Inde a été relativement modeste. En moyenne, l'investissement direct du Canada en Chine au cours de la période 1999-2003 n'a été que de 602 millions de dollars, ce qui est inférieur à l'investissement canadien dans des pays comme la Colombie et la Nouvelle-Zélande. L'investissement direct du Canada en Inde durant la même période a été de 178 millions de dollars, ce qui est comparable à l'investissement canadien à Panama.

En outre, les données indiquent que l'orientation de l'IDCE a changé au cours des dernières décennies, une part croissante prenant la destination de pays en développement.

La figure ci-après montre les parts de l'IDCE allant dans les pays développés et dans les pays en développement entre 1950 et 2000. Au début des années 50, les pays en développement ne représentaient qu'environ 10 p. 100 de l'IDCE total. Cette part a augmenté tout au long des années 60 pour atteindre 23 p. 100 à la fin des années 70. Les années 80 n'ont pas été favorables pour les pays en développement sur ce plan, alors que la part de l'IDCE allant dans ces pays est retombée à entre 13 à 15 p. 100 du total. Cependant, depuis 1989, la part de l'IDCE prenant la destination des pays en développement est revenue à son sommet des années 70 et l'a même dépassé, atteignant 25,2 p. 100 en 2000, après avoir marqué un creux de 13,4 p. 100 en 1989.

La répartition de l'IDCE entre les pays en développement a été très inégale (tableau D-2). La Barbade, les Bermudes, les Bahamas et les Îles Cayman dominent la liste des pays en développement qui reçoivent des investissements directs du Canada. Suivent la Hongrie et les économies d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale riches en ressources, dont le Brésil, le Chili et l'Argentine. Ces pays, en plus du Mexique, et l'Indonésie, Singapour et Hong Kong en Asie ont accaparé 90 p. 100 de l'investissement canadien direct dans les pays en développement.

Investissement direct du Canada à l'étranger :
pays développés et pays moins développés

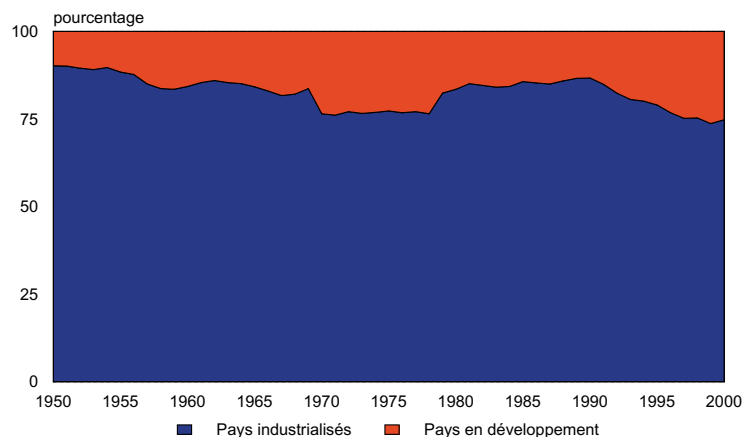


Tableau D-2 : Les quinze principales destinations de l'investissement direct du Canada dans les pays en développement, 1987-2003 (millions de dollars)

	Moyenne, 1987-1991	Moyenne, 1999-2003	Croissance (%)
Barbade	1 351	23 136	1612,7
Bermudes	1 769	9 823	455,2
Bahamas	1 872	7 738	313,4
Îles Cayman	143	6 827	4 674,4
Hongrie	2	6 807	340 240,0
Brésil	1 521	6 557	331,2
Chili	230	5 704	2 377,7
Argentine	128	4 924	3 746,7
Singapour	1 795	3 730	107,8
Indonésie	997	3 668	267,9
Mexique	218	3 293	1 413,2
Hong Kong	522	3 134	499,9
Pérou	9	1 924	21 282,2
Thaïlande	33	918	2 724,0
Corée du Sud	28	821	2 867,5

Tableau D-3 : Les vingt destinations où l'investissement direct du Canada à l'étranger croît le plus rapidement, 1987-2003 (millions de dollars)

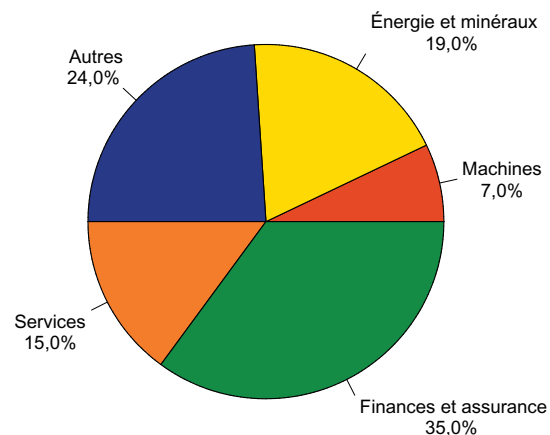
	Moyenne, 1987-1991	Moyenne, 1999-2003	Croissance (%)
Hongrie	2	6 807	340 240,0
Pérou	9	1 924	21 282,2
Suède	11	1 268	11 225,0
Luxembourg	9	800	8 788,9
Îles Cayman	143	6 827	4 674,4
Chine	16	602	3 781,3
Argentine	128	4 924	3 746,7
Costa Rica	3	103	3 320,0
Colombie	25	794	3 050,0
Corée du Sud	28	821	2 867,5
Thaïlande	33	918	2 724,0
Autriche	26	645	2 380,8
Chili	230	5 704	2 377,7
Équateur	9	212	2 253,3
Barbade	1 351	23 136	1 612,7
Mexique	218	3 293	1 413,2
Norvège	32	423	1 228,9
Îles vierges britanniques	29	313	997,5
Panama	17	187	973,6
Irlande	1 173	11 763	903,1

Le fait le plus étonnant dans l'évolution récente de l'investissement direct du Canada à l'étranger est l'augmentation spectaculaire de l'IDCE en Hongrie – l'investissement dans ce pays est passé d'une moyenne de 2 millions de dollars en 1987-1991 à 6,8 milliards de dollars en 1999-2003 (tableau D-3). L'IDCE au Pérou, aux Îles Cayman, en Chine, en Argentine, au Costa Rica et en Colombie affiche aussi une très forte croissance. Il importe de signaler que l'expansion rapide de l'IDCE dans de nombreux pays en développement s'est produite à partir d'une base très étroite. En outre, la croissance rapide de l'investissement canadien direct ne s'observe pas uniquement dans les économies en transition et les pays en développement. L'IDCE a aussi progressé rapidement dans certains pays industriels avancés, dont la Suède et le Luxembourg.

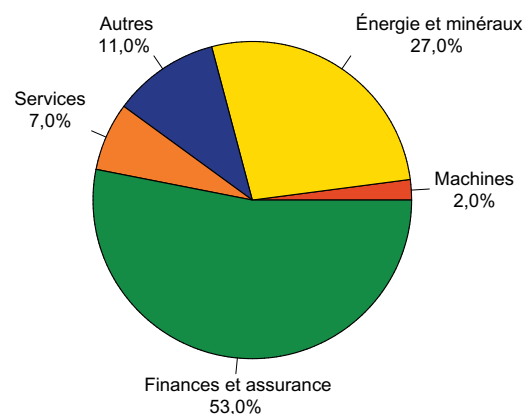
La structure

En ce qui a trait à la répartition industrielle de l'IDCE, la part de loin la plus importante va au secteur des finances et des assurances, suivi du secteur de l'énergie et des minéraux métalliques, celui des services et celui des machines et du matériel de transport. Les figures ci-contre présentent une ventilation sectorielle de l'IDCE pour les pays développés et les pays en développement, respectivement. Dans les pays industrialisés, l'IDCE était plus diversifié que dans les pays en développement. Néanmoins, 50 p. 100 de l'IDCE allant dans les pays industrialisés se retrouve dans le secteur des services (35 p. 100 dans les finances et assurances et 15 p. 100 dans les autres services). La première figure ci-contre montre que 24 p. 100 de l'IDCE dans les pays industrialisés se trouve dans les « autres » secteurs, 19 p. 100 dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques, et 7 p. 100 dans le secteur des machines et du matériel de transport. Par contre, dans les pays en développement, l'IDCE était plus concentré dans les services – 60 p. 100 de l'IDCE prenant la destination de ces pays (53 p. 100 dans le secteur des finances et des assurances et 7 p. 100 dans les autres services). Dans les pays en développement, 27 p. 100 de l'IDCE se trouve dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques, tandis que le secteur des machines et du matériel de transport (qui constitue l'essentiel des activités manufacturières) ne représente que 2 p. 100 de l'IDCE total dans les pays en développement.

Investissement direct du Canada à l'étranger,
pays industrialisés, 1999-2003



Investissement direct du Canada à l'étranger par secteur,
pays moins développés, 1999-2003



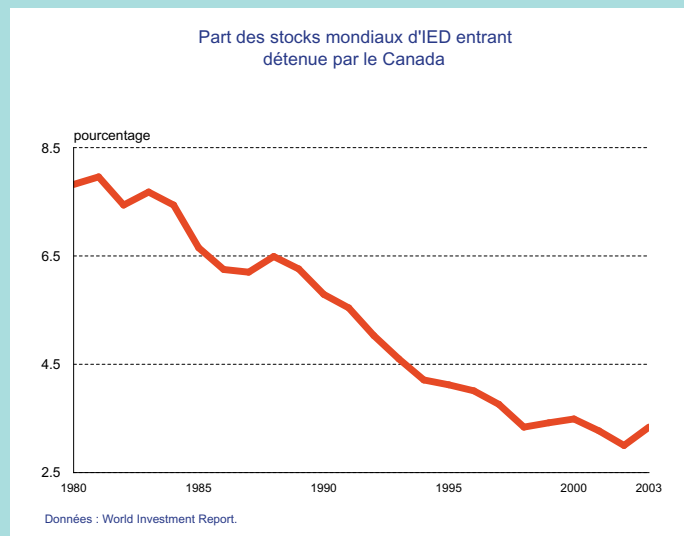
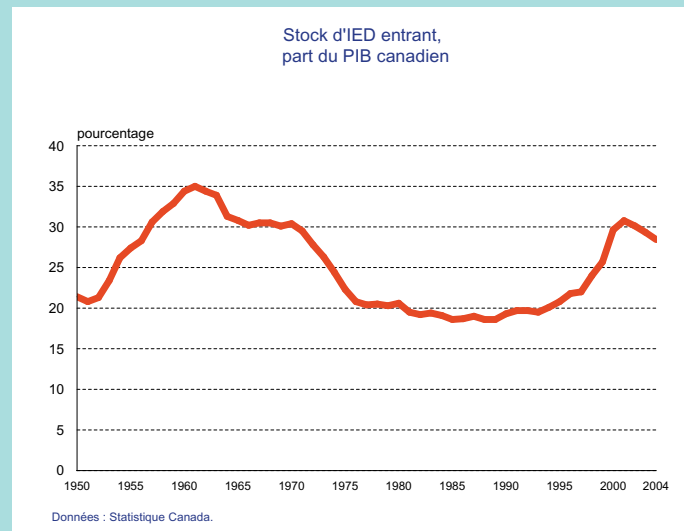
L'investissement canadien à l'étranger est important et représente une composante croissante de l'activité du Canada au sein de l'économie mondiale (ce que l'on appelle de plus en plus les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale). De façon similaire à la structure des échanges internationaux, les activités d'IDCE se déroulent principalement aux États-Unis, mais elles rejoignent aussi un large éventail de pays. Comme pour le commerce international également, les principaux déterminants des activités liées à l'IDCE sont le niveau de revenu et la proximité géographique du pays d'accueil et le fait que les deux pays partagent une langue commune. La plus grande partie de l'IDCE se trouve dans d'autres pays industrialisés, mais la destination de l'IDCE qui enregistre la croissance la plus rapide appartient au groupe des pays en développement. Bien que l'expansion rapide de l'IDCE dans les pays en développement et les marchés émergents se soit produite à partir d'une base très étroite, la part de l'IDCE allant dans ces pays a augmenté pour atteindre le quart de l'IDCE total ces dernières années. L'investissement direct du Canada à l'étranger est fortement concentré dans le secteur des services et, dans une moindre mesure, dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques.

ENCADRÉ E : LA PART DÉCROISSANTE DE L'IED MONDIAL ENTRANT DÉTENUE PAR LE CANADA : MYTHE OU RÉALITÉ?

Depuis quelques années, la baisse déclarée de la part de l'IED entrant détenue par le Canada a suscité des préoccupations tant en raison des avantages perdus que des causes qui pourraient être à l'origine de ce recul¹. Dans cet encadré, nous soutenons que les mesures des stocks d'IED, qui montrent que le Canada détient une part décroissante de l'IED entrant dans le monde, ne constituent pas l'indicateur approprié, et que lorsque nous employons les flux, qui constituent une mesure plus précise, ni l'affirmation selon laquelle la part de l'IED entrant dans le monde détenue par le Canada est en baisse ni l'hypothèse sous-jacente selon laquelle le Canada est devenu une destination moins attrayante pour l'investissement mondial ne semblent valides.

En proportion de l'économie canadienne, les stocks d'IED entrant ont culminé en 1961 à 35,0 p. 100 du PIB. À compter de ce moment et jusqu'en 1989, la proportion a chuté fortement, notamment vers le milieu des années 70. Au début des années 90, la tendance s'est renversée et la part du stock d'IED entrant dans l'économie canadienne a augmenté de façon importante, passant de 19,5 p. 100 en 1993 à 30,8 p. 100 en 2001, ce qui n'est que 4,2 points de pourcentage sous le sommet enregistré en 1961. Elle est retombée à nouveau ces dernières années et s'établissait à 28,4 p. 100 en 2004.

Depuis 1980, l'année où des données sur les stocks internationaux d'IED ont été recueillies pour la première fois, d'autres pays ont vu leurs stocks d'IED entrant croître plus rapidement que celui du Canada, ce qui a entraîné une baisse progressive de la part de l'IED entrant mondial détenue par le Canada, laquelle est passée de 7,8 p. 100 en 1980 à 3,0 p. 100 en 2002, une tendance qui en a amené certains à conclure que le Canada était devenu une destination moins attrayante pour l'investissement direct international. En 2003, la part du Canada a remonté quelque peu pour toucher 3,3 p. 100.



¹À titre d'exemple, le rapport annuel du Conference Board du Canada intitulé Rendement et potentiel pour 2004, décrit la part décroissante de l'IED entrant mondial détenue par le Canada comme étant une cause possible de l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis. De façon similaire, dans un article intitulé « As Direct Foreign Investment Wanes, Canada's Search for new Deals Grows », paru dans le numéro de Canadian Business du 31 mars, Jeff Sanford souligne également la part décroissante de l'IED entrant mondial détenue par le Canada et lie ce phénomène au fait que le Canada devient une destination relativement moins attrayante pour l'investissement mondial.

L'analyse précédente est basée sur les données des stocks d'IED. Cependant, l'IED peut être mesuré soit comme stock soit comme flux. Le stock indique la valeur de tous les investissements inscrits aux livres de l'entreprise étrangère, tandis que le flux représente la valeur marchande de l'investissement fait durant une période donnée².

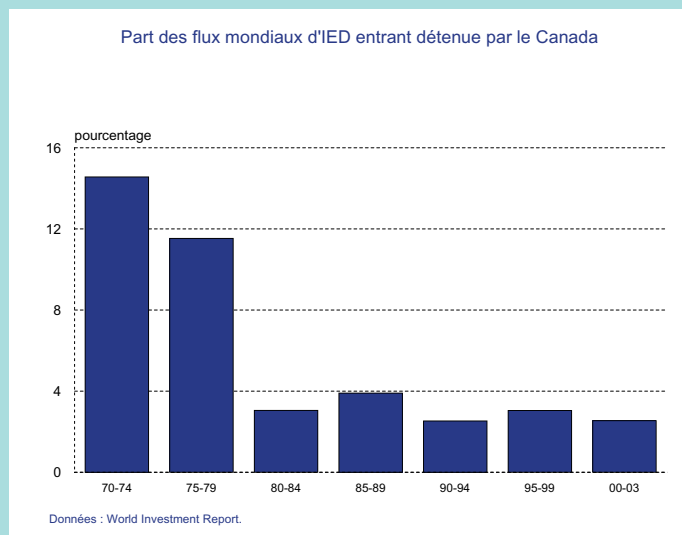
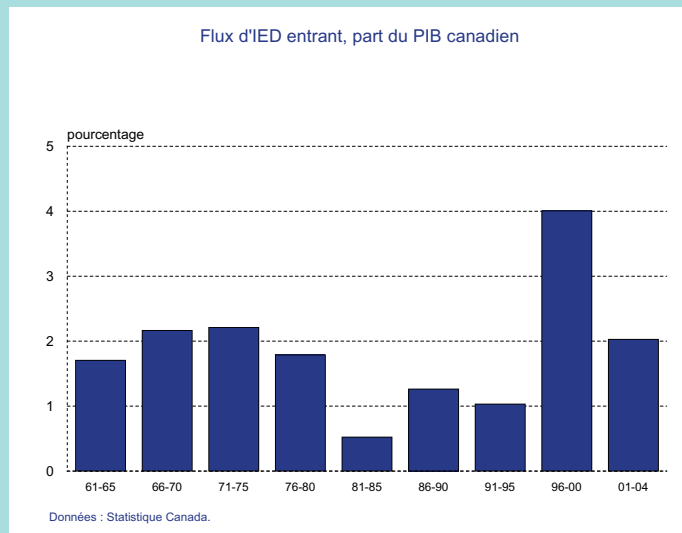
En proportion du PIB, les stocks d'IED montrent une tendance claire au Canada : après avoir atteint un sommet au début des années 60, ils ont diminué jusqu'au début des années 90 pour ensuite accélérer jusqu'en 2000. Les flux d'IED montrent une tendance semblable mais moins prononcée. En proportion du PIB canadien, les entrées d'IED ont fluctué dans une gamme variant entre 1,5 et 3,5 p. 100 durant les années 60 et 70, puis entre zéro et 2 p. 100 jusqu'en 1997³. Une période de forte activité sur le plan des fusions et acquisitions a propulsé les entrées d'IED au-dessus de 3 p. 100 du PIB entre 1998 et 2001, avec une forte pointe à 9,2 p. 100 en 2000, avant que leur part ne retombe à un niveau plus normal au cours de la période postérieure à 2000.

Alors que la part des stocks d'IED entrant dans le monde détenue par le Canada montre une tendance décroissante et continue depuis 1980, le tableau est sensiblement différent pour les flux. La part des flux d'IED entrant dans le monde que détient le Canada a baissé fortement après les années 70, mais elle est demeurée relativement stable au cours des deux décennies suivantes, dans une fourchette variant entre 2 p. 100 et 4 p. 100. Cet écart significatif entre les tendances de la part des stocks mondiaux d'IED entrant détenue par le Canada et celle des flux mondiaux d'IED entrant est facile à concilier. La tendance à la baisse observée dans la part des stocks mondiaux d'IED entrant détenue par le Canada traduit simplement la lente et longue période d'ajustement à la diminution de la part des flux mondiaux d'IED entrant détenue par le Canada au début des années 80. Pour ceux qui seraient intéressés à suivre l'évolution de l'attrait relatif du Canada comme destination de l'IED entrant mondial, le niveau d'IED investi au Canada d'une année à l'autre est manifestement la mesure la plus appropriée à employer.

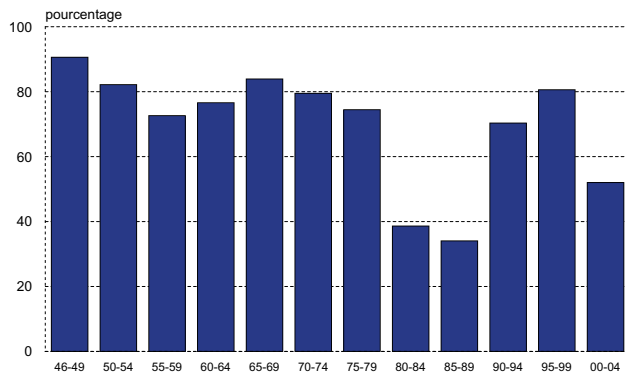
Trois facteurs peuvent contribuer à expliquer la baisse soudaine de la part du Canada dans les flux mondiaux d'IED entrant. Premièrement, les entrées d'IED en provenance des États-Unis, le plus important investisseur

² À certains égards, la valeur des stocks est la somme de l'ensemble des flux antérieurs, rajustée pour tenir compte des changements de propriété et des correctifs apportés à la valeur comptable en raison de la dépréciation ou d'une autre forme de réévaluation. Voir Canada's International Investment Position, publication no 67-202-XPB au Catalogue de Statistique Canada, pour une description détaillée de la différence entre les stocks et les flux d'IED.

³ Étant donné que les entrées sont plus volatiles que les stocks, elles sont présentées sous forme de moyennes quinquennales, selon la disponibilité des données.

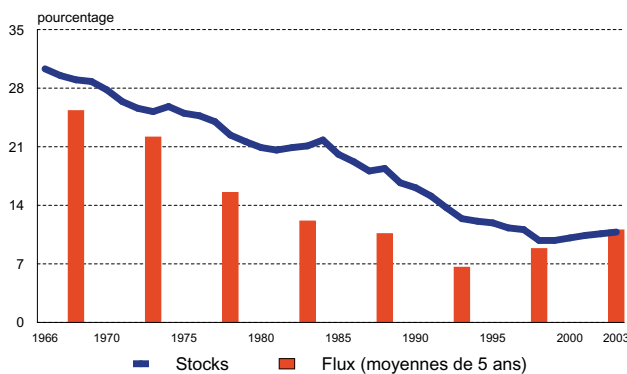


Part des flux totaux d'IED entrant au Canada détenue par les États-Unis



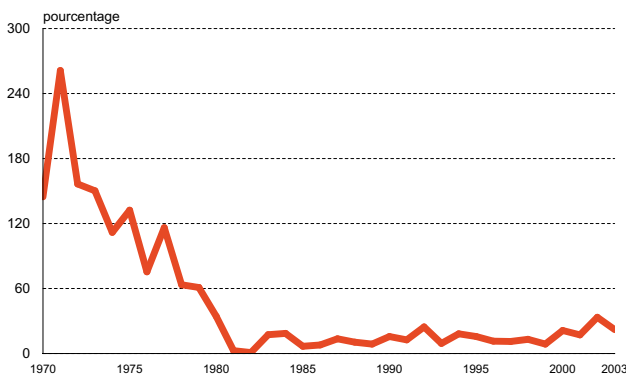
Données : Statistique Canada.

Part des stocks et des flux d'IED sortant des États-Unis détenue par le Canada



Données : U.S. Bureau of Economic Analysis.

Flux d'IED entrant au Canada en proportion de ceux des États-Unis



Données : World Investment Report.

étranger au Canada, ont fléchi au début des années 80. Durant les trois décennies précédentes, les États-Unis représentaient, en moyenne, bien au-delà de 70 p. 100 des entrées d'IED au Canada. Dans les années 80, la part de ce pays n'a été, en moyenne, qu'environ la moitié de ce niveau, soit un peu plus de 35 p. 100.

La baisse de l'IED américain entrant au Canada durant les années 80 est la conséquence du déclin global de l'investissement sortant des États-Unis, et d'un déclin graduel de la part se trouvant au Canada. Le recul global de l'IED sortant des États-Unis au début des années 80 est probablement le résultat du ralentissement de l'économie américaine durant cette période. La baisse constante de la part de l'IED sortant des États-Unis qui entre au Canada pourrait par contre être interprétée comme la conséquence du déclin de l'attrait relatif du Canada pour l'investissement américain. Cependant, on peut aussi dire que les États-Unis ont investi de façon disproportionnée au Canada avant les années 80 par rapport à la taille de l'économie canadienne, et que le déclin de la part du Canada dans l'IED sortant des États-Unis était prévisible avec l'émergence d'autres destinations pour l'IED.

En 1966, première année pour laquelle des données sont disponibles, un peu moins du tiers de l'ensemble de l'investissement sortant des États-Unis se trouvait au Canada. Les chiffres sur les flux correspondent étroitement aux chiffres sur les stocks, le Canada accaparant une part beaucoup plus élevée de l'IED sortant des États-Unis que ne l'aurait justifié sa part du PIB mondial, même en excluant les États-Unis. La part de l'IED sortant des États-Unis détenue par le Canada a fléchi de façon constante jusqu'aux années 90, comme on aurait pu s'y attendre, la tendance s'inversant d'abord pour les flux, avant de ressortir des données sur les stocks.

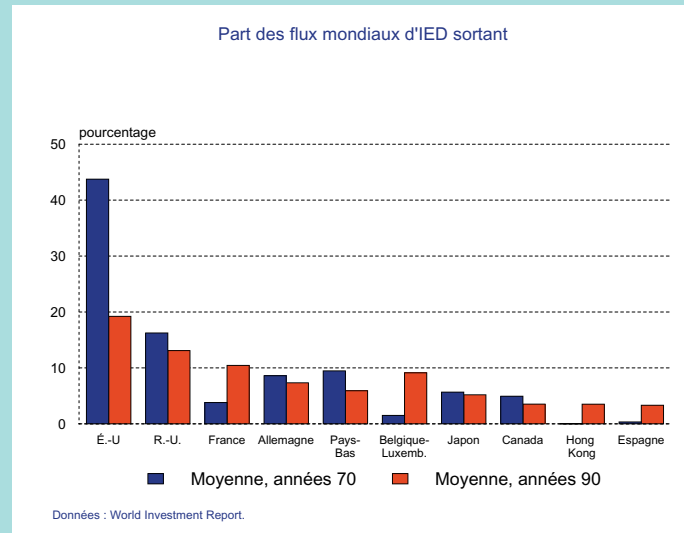
La seconde raison de la baisse de la part des flux mondiaux d'IED entrant détenue par le Canada durant les années 80 est l'apparition de nouveaux investisseurs mondiaux pour qui le Canada représentait une destination d'investissement moins importante. En 1970, les États-Unis étaient à l'origine de plus de la moitié de l'ensemble des flux d'IED sortant et, tel que noté précédemment, une part

disproportionnée de ces flux prenait le chemin du Canada. En 2003, la part des États-Unis était tombée à moins d'un quart, non en raison d'une baisse de l'investissement sortant des États-Unis, mais plutôt de l'importance croissante d'autres investisseurs. En guise d'illustration, avant 1975, le Canada recevait systématiquement plus d'IED que les États-Unis, une économie dont la taille était pourtant dix fois plus grande que celle de l'économie canadienne⁴. Avec l'avènement de nouveaux investisseurs sur la scène mondiale au début des années 80, la part des flux d'IED entrant en Amérique du Nord reçue par le Canada est retombée à un niveau correspondant davantage à la taille relative des deux économies, bien que la part du Canada soit demeurée légèrement supérieure à celle que prédirait un modèle de gravité des flux d'IED et qu'elle a augmenté lentement depuis.

Les politiques économiques canadiennes de la fin des années 70 et du début des années 80, plus précisément le Programme énergétique national (PEN) et la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, pourraient constituer un troisième facteur ayant contribué au recul de la part de l'IED entrant mondial détenue par le Canada. De même, la perception générale de l'IED par de nombreux responsables des politiques au Canada à l'époque pourrait avoir précipité le déclin de la part des flux mondiaux d'IED détenue par le Canada⁵.

En résumé, les stocks d'IED sont le reflet de plusieurs années de décisions d'investissement antérieures de même que de la dépréciation et d'autres changements survenant dans la valeur marchande. Les flux d'IED sont donc une mesure plus significative et pertinente de l'attrait d'un pays comme destination de l'investissement. Même si la part des stocks d'IED entrant détenue par le Canada a reculé de façon régulière pendant plus de deux décennies, la part des flux d'IED entrant détenue par le Canada a chuté rapidement dans les années 80, mais elle est demeurée relativement constante depuis. Les stocks d'IED s'approchent tout simplement, mais lentement, de ce niveau.

Ni les tendances de l'investissement elles-mêmes ni les facteurs déterminants derrière ces tendances ne semblent indiquer que l'attrait du Canada en tant que destination de l'investissement ait changé de façon significative au cours des deux dernières décennies ou plus. Au contraire, elles traduisent probablement l'importance croissante des destinations concurrentes pour les flux mondiaux d'IED.



⁴ L'investissement américain n'est pas, par définition, considéré comme de l'IED, mais il l'est si l'investissement est fait au Canada.

⁵ Hejazi, Walid et A.E. Safarian, « Explaining Canada's Changing FDI Patterns », exposé présenté à la conférence de l'Association canadienne d'économie en 2003; Daniel Shapiro et Steven Gliberman, « Foreign Investment Policies and Capital Flows in Canada: A Sectoral Analysis », *Journal of Business Research*, vol. 56, 2003.

VI. SYNTHÈSE

La reprise économique mondiale qui a fait suite au ralentissement survenu plus tôt au cours de la présente décennie est bien engagée. De fait, la croissance dans le monde a été plus forte l'an dernier – le taux le plus élevé depuis plus de trente ans, selon le FMI. Cela a clairement avantagé une économie ouverte comme celle du Canada, comme en témoignent les niveaux sans précédents, ou presque, des échanges de biens et de services. Sur l'ensemble de l'année 2004, la croissance économique a accéléré – la treizième année de croissance ininterrompue – et il y a eu augmentation du commerce et de l'emploi. L'inflation est demeurée près de son niveau cible, à 1,9 p. 100, et le pays a connu un excédent budgétaire pour la huitième fois d'affilée. Une performance économique relativement forte, certes, bien que la croissance du PIB ait ralenti dans la seconde partie de l'année.

Pour l'année en cours, les préoccupations au sujet de la viabilité de la situation budgétaire et des déséquilibres du compte courant aux États-Unis ne sont pas dissipées, et l'on pourrait assister à une appréciation de l'euro, du yen, du dollar canadien et d'autres devises clés pour le commerce. Le taux de change Canada–États-Unis a terminé l'année 2004 à 83,19 cents US, ce qui est 7,9 p. 100 plus élevé que le niveau observé à la fin de 2003. Cela fait suite à une hausse de 21,7 p. 100 l'année précédente. Bien que la différence entre les taux de change à midi le 2 janvier et le 31 décembre n'ait été que de 5,6 cents US, l'écart séparant le sommet (la valeur la plus élevée) et le creux (la valeur la plus basse) atteints par le taux de change au cours de l'année dernière a été de 13,3 cents US. De tels chiffres laissent penser qu'il y a beaucoup de volatilité dans les taux de change, ce qui pourrait nuire aux échanges transfrontières. Ainsi, toute appréciation supplémentaire du dollar canadien – dans le cadre du

rajustement structurel à la situation du compte courant des États-Unis ou par suite d'une ruée à la hausse sur le dollar canadien imputable à la volatilité des marchés de change – pourrait exercer des pressions à la baisse sur les exportations.

Les prix pétroliers pourraient rogner quelques dixièmes de point de pourcentage au taux de croissance des États-Unis. Puisque ce pays demeure la locomotive de l'expansion mondiale, les conséquences négatives, directes et indirectes, d'une hausse des prix du pétrole sur l'économie américaine – ralentissement de la croissance, baisse du pouvoir d'achat des consommateurs (en raison du coût plus élevé de l'essence et du mazout résidentiel), ayant pour effet de réduire la demande et les importations – pourraient se répercuter sur les exportations canadiennes aux États-Unis, bien qu'un accroissement des exportations d'énergie pourrait compenser jusqu'à un certain point cet effet.

Dans l'ensemble, il faut s'attendre à ce que les perspectives de croissance du commerce canadien demeurent dominées par les États-Unis et la Chine et, dans une moindre mesure, les autres pays non-membres de l'OCDE. Cependant, les prix pétroliers et les mouvements de taux de change sont des facteurs importants qui pourraient influencer la performance commerciale du Canada à mesure que l'année s'écoulera.